

Jeune Afrique

Le Monde

Le Monde des livres
Histoire de l'alimentation
Lire pages 9 à 14

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16148 - 7 F. VENDREDI 27 DÉCEMBRE 1996 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le pape s'inquiète pour l'Afrique oubliée

Jean Paul II dénonce « l'indifférence »

C'EST à l'Afrique « oubliée » que le pape a consacré, mercredi 25 décembre, l'essentiel de son message de Noël au monde. En termes vifs, il a dénoncé « l'indifférence internationale » sur le sort de « milliers et de milliers de personnes qui errent en proie à la peur, à la faim et aux maladies ». Personne, a-t-il ajouté, ne peut rester « indifférent à ce scandale dont les paroles et les images ne peuvent donner qu'un pâle reflet ». Cet appel correspond à un engagement croissant du Saint-Siège et des Églises locales en faveur des populations réfugiées et déplacées à la suite des affrontements interethniques dans la région des Grands lacs.

Apparu plutôt en bonne forme, le pape a consacré la fin de son message de Noël au Proche-Orient, regrettant les « provocations » et les « oppositions profondes » qui retardent le processus de paix. Jean Paul II, qui vient de rencontrer Yasser Arafat, doit recevoir fin janvier au Vatican, pour

L'arrêt de la centrale Superphénix marque l'échec du surgénérateur

Le réacteur en sera réduit à brûler des déchets radioactifs

L'IDÉE, C'EST DE BRÛLER DE PLUS EN PLUS DE PLUTONIUM... ET, SI POSSIBLE, UN PEU MOINS D'ARGENT!

DIX-NEUF ANS après la manifestation de Creys-Malville (Isère), au cours de laquelle un manifestant antinucléaire avait trouvé la mort, le réacteur à neutrons rapides Superphénix a été arrêté, mardi 24 décembre, pour six mois de travaux.

En 2003 ou 2004 le surgénérateur deviendra un incinérateur de déchets radioactifs.

Conçu aux débuts des années 80 pour donner à la France « une réserve d'énergie comparable à celle de l'Arabie saoudite », ce réacteur est « mal né » : pendant les neuf années qui ont suivi son couplage au réseau EDF, la chaudière n'a fonctionné qu'une dizaine de mois. Un échec technologique qui s'est doublé d'un fiasco financier : près de 60 milliards de francs ont été engloutis dans l'opération. Aujourd'hui, de nombreux scientifiques doutent de l'intérêt du nouveau rôle qui est dévolu à la centrale.

La vague de froid fait ses premières victimes en France

LA VAGUE de froid qui touche la moitié nord de la France depuis mardi devait s'étendre à l'ensemble du pays, jeudi 26 décembre. Jeudi matin ont été enregistrées des températures de -5 degrés à Paris, -7 degrés à Lille et -10 degrés dans certaines zones du nord-est de la France.

Ce froid exceptionnel a fait ses premières victimes. Mercredi, une femme sans abri a été retrouvée morte dans un entrepôt de la SNCF, au Tréport (Seine-Maritime). Deux de ses compagnons ont dû être hospitalisés. Le corps d'un sans-abri a été découvert, mardi, au rez-de-chaussée d'un immeuble parisien, dans le 20^e arrondissement. Un accueil de jour devait être assuré à la station de métro Saint-Martin.

La filière asiatique de la Maison Blanche
La presse américaine multiplie les révélations sur les financements asiatiques dont les démocrates ont bénéficié dans leur bataille pour conserver la Maison Blanche. p. 2

Un entretien avec M. Pineau-Valencienne
Le président de la commission sociale du CNPF explique comment on peut réduire de 100 000 le nombre des jeunes chômeurs. p. 5

Les changements d'Airbus
Le statut d'Airbus pourrait être transformé début 1997. p. 17

L'hépatite C fait des ravages
La moitié des toxicomanes seraient contaminés. p. 6

Neige bienfaisante
Le retour de la neige sauve les stations de moyenne montagne. p. 8

Les arts premiers menacés
L'héritage africain et caribbe est en danger en raison des négligences, des destructions et des pillages. p. 23

Brocante passion
Qu'il neige ou qu'il vente, les brocantes croissent et se multiplient. p. 21

Abonnement : 3 DM : Antenne-Guyane, 9 F : Antilles, 25 FTS : Belgique, 26 FTS : Canada, 2,38 \$ CAN : Côte d'Ivoire, 250 F CFA : Danemark, 14 KRO : Espagne, 220 PTA : États-Unis, 12 \$: Grèce, 200 DR : Irlande, 140 L : Italie, 2000 L : Luxembourg, 40 FC : Malawi, 10 000 Malawi, 14 000 PTA : Pays-Bas, 3 FL : Portugal, 200 PTA : Royaume-Uni, 9 F : Sénégal, 200 F CFA : Suède, 10 SKR : Suisse, 2,50 CHF : Tunisie, 12 Din : USA, 6,95 \$: USA, 6,95 \$: USA, 6,95 \$

M 0147 - 1227 - 7,00 F

Les otages de Lima ont cédé à la mode des sondages

LIMA. de notre envoyé spécial

Alfredo Torres a partagé la vie des otages détenus par un commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) dans la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima durant cinq jours. Il a eu peur, lors de l'assaut, mais sans plus. Imaginant le pire, il s'est rassuré en pensant qu'il était détenu avec la pléiade au premier étage, alors que « tous les otages de valeur sont regroupés par le MRTA au deuxième ». Il s'est juré qu'il resterait couché « si cela commençait à tirer ».

Directeur de l'Institut péruvien de sondages Apoyo, Alfredo Torres n'a pas su résister à l'impulsion de ses codétenus : dès le début, il a commencé à réaliser une enquête d'opinion sur la perception de leur situation par les otages. « Je n'ai fait ce travail que pour tuer le temps, explique-t-il. Les otages me l'ont demandé : ils m'ont fait valoir que, sur le plan sociologique, il s'agissait d'une situation tout à fait unique ».

Alfredo Torres s'est mis au travail mercredi 18 décembre, au lendemain de la prise d'otages. Vingt-quatre heures plus tard, son enquête était faite à partir d'un échantillon de 80 personnes (sur 400 alors présentes) regroupées au premier étage de la résidence de l'ambassade du Japon. Il faut imaginer cet otage, crayon à la main, rédigeant les questions du sondage, circulant parmi ses camarades pour leur demander : « Comment qualifiez-vous le comportement des membres du MRTA avec vous ? ». Les réponses ont été : « Très bon » : 0 % ; « Bon » : 78 % ; « Normal » : 21 % ; « Mauvais » : 0 % ; « Très mauvais » : 0 % ; « Sans opinion » : 1 %.

A la deuxième question - « Qu'est-ce qui vous paraît le plus difficile dans la situation actuelle ? » -, il était possible de choisir deux réponses. Le sondeur-otage a obtenu les résultats suivants : « L'incertitude » : 83 % ; « L'enfermement dans les locaux » : 49 % ; « L'absence de communication avec la famille » : 29 % ; « Conditions d'hygiène » : 13 % ; « La nourriture » : 4 %. La dernière question de ce sondage express - « Que pensez-vous que

Les rêves de Kennedy Boboye

Né au Nigeria il y a dix-huit ans, Kennedy Boboye a passé les fêtes de Noël dans la chambre de 12 mètres carrés d'un hôtel implanté dans une zone commerciale de Taverny (Val-d'Oise). Ne parlant pas le français, il ne sort pas par peur de se perdre. Ainsi ne quittera-t-il sa chambre que lors de la reprise du championnat de football.

Car ce joueur, remarqué par un « agent » à l'âge de quinze ans, ambitionne d'être une star du ballon rond. Dans cette perspective, le club de Saint-Denis-Saint-Leu l'a recruté au Mexique par l'intermédiaire d'un « agent » allemand. Mais, curieusement, le club reste très discret sur ce transfert.

La guerre des petits actionnaires

APRÈS la République des Juges, les chefs d'entreprise vont-ils dénoncer la République des actionnaires minoritaires ? On pourrait le croire au vu du désordre sans précédent que quelques investisseurs zélés parviennent à créer dans les grands groupes français.

Le plus actif d'entre eux est un administrateur judiciaire brestois, Alain Géniteau, propriétaire de quelques actions dans la quasi-totalité des sociétés cotées françaises. Son tableau de chasse est impressionnant. Il a eu la tête de Jean-Pascal Beaufret, sous-gouverneur du Crédit foncier, dont la nomination a été annulée par le Conseil d'État, parce qu'elle ne respectait pas la loi pénale sur le pantouflage. Il a obtenu la mise en examen pour abus de biens sociaux de Jean-Luc Lagardère, patron de Matra-Hachette, qui se serait enrichi personnellement en passant avec son groupe une convention d'assistance destinée à rémunérer son état-major. Enfin, si un jour l'ancien président du Crédit lyonnais, Jean-Yves Haberer, est traduit devant la justice pour avoir conduit la banque à la faillite, ce sera en raison d'une plainte de M. Géniteau, déposée suffisamment tôt pour que les faits ne soient pas prescrits. Les assauts de M. Géniteau font d'autant plus mal que celui-ci attaque le plus souvent les chefs d'entre-

Balises de détresse

UN AVION australien a décollé, jeudi 26 décembre, pour rechercher le bateau de Raphaël Dinelli, qui participe hors classement au Vendée Globe Challenge, la course autour du monde à la voile en solitaire. Pris dans une tempête, le jeune navigateur a déclenché mercredi ses trois balises de détresse. Il se trouvait alors à plus de 1 000 milles au sud-ouest de l'Australie. Les organisateurs ont demandé aux trois concurrents les plus proches de se dérouter pour tenter de lui porter secours.

JEAN-MARC LÉVY-LEBLOND

AUX CONTRAIRES

L'exercice de la pensée et la pratique de la science

essais

La pierre de touche

La science à l'épreuve...

essais

GALLIMARD

Lire page 20

International	2	Finances/marchés	18
France	3	Aujourd'hui	20
Société	6	Agenda	22
Carnet	7	Abonnements	22
Annonces classées	7	Météorologie	22
Régions	8	Mots croisés	22
Horizons	15	Culture	23
Entreprises	17	Radio-Télévision	25

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 27 DÉCEMBRE 1996

ÉTATS-UNIS Le second mandat du président Bill Clinton commence comme avait fini le premier : dans un climat d'« affaires » politico-financières. Il ne se passe guère de jours

sans que la presse ne révèle les financements douteux dont l'équipe démocrate a bénéficié durant la campagne. ● TOUS, ou presque, ramènent à une mystérieuse « filière

asiatique » qui, de la Chine en passant par Taiwan et par l'Indonésie, aurait été mêlée de trop près à l'équipe du président Bill Clinton – sans qu'aucune infraction à la loi, stricto sensu,

ait encore été prouvée. ● LE MÉLANGE fréquent des intérêts publics et privés dans une Asie orientale en plein boom économique paraît se prêter à des troubles jeux d'influence

avec les États-Unis, mais aussi avec l'Europe. ● LES RÉPUBLICAINS ne sont pas épargnés par les scandales : un de leurs chefs, Newt Gingrich, est accusé de grave fraude fiscale.

M. Clinton est embarrassé par l'affaire du financement de sa campagne

Chaque jour, la presse multiplie les révélations sur les troubles contributions asiatiques – notamment chinoises – dont a bénéficié l'équipe démocrate dans sa bataille pour la Maison Blanche

WASHINGTON
de notre correspondant
Les révélations de la presse sont quasi quotidiennes et, jour après jour, ne cessent d'embarrasser la Maison Blanche. L'affaire se résume en peu de mots : dans la course au financement électoral ayant précédé le scrutin présidentiel, le Parti démocrate et l'équipe de Bill Clinton ont fait feu de tout bois, quitte à prendre des risques concernant l'identité de donateurs pas toujours recommandables. La cible de la presse et de la majorité républicaine au Congrès, c'est cette étonnante « filière asiatique » qui s'est montrée si généreuse pour favoriser la réélection de Bill Clinton.

La présidence a reconnu *de facto*, la semaine dernière, l'exactitude des informations publiées par le *Washington Post* s'agissant de l'invita-

tion à la Maison Blanche d'un certain Wang Jun, marchand d'armes lié au gouvernement chinois, à l'occasion d'une réception en l'honneur de plusieurs donateurs importants du Parti démocrate. L'un d'eux, Charles Yeh Lin Tien, un ami personnel de M. Clinton – il est l'un des nombreux hommes d'affaires de l'Arkansas dont les noms sont apparus dans les « affaires » ayant éclaboussé le couple présidentiel –, a usé de son influence pour faire inviter M. Wang Jun.

M. Tien, lui-même originaire de Taiwan, est actuellement sur la sellette pour au moins deux raisons : d'une part, il a récolté des fonds d'origine douteuse pour les verser sur le Fonds d'aide légale (alloué par des dons) créé par Bill et Hillary Clinton pour subvenir à leurs frais de justice, dont les arriérés at-

teignent 2,2 millions de dollars (environ 12 millions de francs). D'autre part, il a alimenté avec succès la trésorerie du Parti démocrate, ce qui lui a apparemment valu d'être nommé à une commission présidentielle sur le commerce avec l'Asie. Quant

au principal fournisseur d'armes de l'armée populaire chinoise. En mai (Le Monde daté 25 mai), le FBI avait démantelé un trafic d'armes dans la région de San Francisco, portant sur quelque 2 000 fusils d'assaut AK-47 en provenance de Chine, et fabri-

6 février 1996, soit à une époque critique pour les relations sino-américaines : la marine américaine avait confirmé la vente de missiles chinois à l'Iran, et la CIA avait conclu que Pékin avait livré au Pakistan des équipements servant à la fabrication d'armes nucléaires. Bill Clinton a reconnu vendredi que la présence de Wang Jun à la Maison Blanche était « manifestement inappropriée », et a souligné que les services présidentiels devaient se montrer plus efficaces pour vérifier les antécédents des personnes invitées à la présidence.

La Maison Blanche a également confirmé avoir reçu du ministère de la Justice une demande de remise de tous les documents – portant sur quatre années – comportant des informations sur les activités des plus importants donateurs et spécialistes

de la collecte de fonds électoraux ayant contribué à alimenter les caisses du Parti démocrate. Cet acte officiel d'indépendance aux responsables du Fonds d'aide légale des époux Clinton. Une vingtaine de personnes sont concernées par cette démarche, en particulier James et Mochtar Ruddy (propriétaires du groupe indonésien Lippo), John Huang et Charles Yeh Lin Tien.

Tous sont liés, à des degrés divers, aux contributions financières douteuses – d'origine asiatique – reçues par le Parti démocrate. L'indépendance du ministère de la Justice couvre « à peu près tout ce que vous avez lu dans les journaux depuis le mois d'octobre », a confirmé Michael McCurry, porte-parole de la Maison Blanche.

Laurent Zecchini

Quand l'Asie orientale s'intéresse de trop près aux campagnes électorales en Occident

BANGKOK, PÉKIN
de nos correspondants
La polémique sur certains aspects du financement de la campagne de Bill Clinton fait apparaître l'Asie du miracle économique comme un acteur potentiel de la vie politique américaine, un rôle qu'on ne lui connaissait pas jusqu'alors. Pour la première fois, la finance asiatique – c'est-à-dire essentiellement, mais pas exclusivement, celle de la diaspora chinoise – apparaît sur l'échiquier politique intérieur du Nouveau Monde, même si, dans l'immédiat, aucune pratique illégale n'a été prouvée de la part des « collecteurs de fonds » électoraux clintoniens.

Ces soupçons d'« affaires » ont commencé à faire surface autour des liens privilégiés tissés, à la fois dans le milieu politique américain et dans la finance asiatique, par un sino-américain originaire de Taiwan, John Huang. Cet ancien employé du groupe financier indonésien Lippo – contrôlé par des Chinois d'outremer – a travaillé par la suite au sein du département du commerce sous les ordres de son chef, Ron Brown, décédé en avril 1996 dans un accident d'avion à Dubrovnik.

Ces derniers mois, il était devenu l'un des principaux collecteurs de subsides pour le compte du comité national démocrate, fonction dont il a été suspendu à la suite de l'ouverture d'une enquête. M. Huang a été interrogé, le 30 octobre, par la Justice américaine sur le rôle qu'il aurait joué, au sein de l'administration, pour influencer, en faveur de l'Indonésie, la politique d'un exécutif américain plutôt critique envers ce pays en raison notamment des droits de l'homme.

Les investigations concernant M. Huang, sous la pression du Parti républicain, ont été activées à la suite d'un premier incident qui avait conduit les démocrates à renoncer à une dotation de 245 000 dollars émanant de partenaires d'un ami personnel de longue date du président Clinton, James Ruddy, homme d'affaires d'Indonésie et membre de la famille qui contrôle le groupe Lippo.

On retrouve Huang sur une autre place asiatique, son île natale, par au moins trois reprises entre décembre 1994 et le printemps 1995, lors de visites où il rencontre quantité de hauts responsables, et durant lesquelles il n'est ni prouvé ni exclu qu'il ait exercé une activité de collecteur de fonds qu'il n'était pas alors censé avoir.

Il aurait aisément pu y trouver, affirme la presse américaine, des financements conformes à la loi américaine, qui interdissent les apports extérieurs directs mais autorisent ceux de firmes disposant de revenus aux États-Unis (Taiwan n'en manque pas).

Un autre personnage entre dans ce trouble paysage : Mark Middleton, un ancien collaborateur de la Maison Blanche, passé dans le privé en février 1995 et encore connu pour ses liens avec les instances militantes du Parti démocrate. Selon l'édition asiatique du *Wall Street Journal*, il ne faisait guère de doute que M. Middleton était à la pêche aux financements électoraux.

M. Middleton aurait tenté au moins de récupérer la mise de la spectaculaire démonstration de force déployée par Washington lors de la crise du détroit de Taiwan en mars 1996 (les États-Unis avaient alors surpris par l'ampleur de leur riposte aux tirs de missiles à blanc du continent, au moment de l'élection présidentielle de l'île, en envoyant dans les parages de Taiwan deux porte-avions et leurs escadres habituelles). Bilan présumé de la « pêche aux fonds » : une offre d'assistance occulte qui aurait pu s'élever à 15 millions de dollars de la part des autorités de Taiwan – assertion démentie par un personnage mis en cause, Liu Tai-ying, un responsable des finances du Kuomintang, le parti au pouvoir.

LIENS ÉTRANGERS

Les milieux politico-financiers de Taiwan et de Djakarta entretiennent, depuis longtemps, des liens étroits qui n'ont pas été brisés par la reconnaissance indonésienne, en 1990, de la Chine populaire. Or, M. Clinton est loin de n'être, pour Taiwan, qu'un distant président siégeant à la Maison Blanche. Il s'est rendu dans l'île en qualité de gouverneur de l'Arkansas ou à d'autres titres au moins trois fois, lui qui n'a jamais mis les pieds en Chine populaire.

La finance chinoise n'est pas la seule source d'interrogations récentes sur le rôle nouveau de l'Asie dans le processus politique aux États-Unis. Un homme d'affaires sud-coréen, John Lee Kyung Hoon, à la réputation solide de « m'a-tu-vu » extravagant, serait à l'origine d'une dotation de 250 000 dollars aux démocrates par l'intermédiaire d'une succursale américaine d'une firme, Cheong Am Group, qu'il contrôlait jusqu'à ce que celle-ci écoule, sans prévenir, ses locaux à Séoul voici quatre mois, à en croire l'*Asian Wall Street Journal*.

Ces diverses révélations – même sans ouverture de procédures judiciaires – en disent long sur les possibilités de financements occultes qu'offre l'Asie orientale, où il n'est pas très difficile de soustraire légalement des fonds aux circuits bancaires. Ces amorces d'« affaires », au demeurant, n'apparaissent pas aux financiers d'Asie comme intrinsèquement frauduleuses. Les intérêts asiatiques sont largement représentés dans les secteurs économiques florissants



de l'Amérique. La présence aux États-Unis d'une diaspora asiatique, naturalisée ou non, encourage une large imbrication des rapports financiers. La séparation des intérêts publics et privés n'est, par ailleurs, pas le fort de cette région en pleine expansion. En outre, l'implication stratégique américaine dans la région appelle naturellement un réflexe de « renvoi d'ascenseur » de la part d'agents politico-économiques soucieux de se ménager une voie d'accès à l'exécutif américain. Surtout si, à la clé de voyages gouvernementaux ultramédiatisés, comme un Ron Brown savait en organiser, des investissements politiquement

orientés sont envisageables. Mais cette émergence asiatique ne concerne pas que l'Amérique. L'Europe, dont les groupes industriels cherchent eux aussi des niches sur ce marché, pourrait s'intéresser aux relations rarement transparentes entre intérêts publics et privés à la conquête de nouveaux marchés. La question, dans les années qui viennent, va être d'actualité pour les ventes de quantité de matériels industriels dans une région qui s'équipe, à un rythme forcé, en technologies civiles et militaires.

Francis Deron
et Jean-Claude Pomonti

Le chef républicain Newt Gingrich est accusé de fraude fiscale

WASHINGTON
de notre correspondant
Speaker (président) de la Chambre des représentants et figure dominante du Parti républicain, Newt Gingrich est accusé de fraude fiscale et d'avoir menti à la commission parlementaire d'éthique. Ce ne sont pas des peccadilles, mais ces accusations n'auraient probablement pas provoqué une grosse polémique – comme c'est aujourd'hui le cas – si la personnalité de l'intéressé était plus anodine.

Newt Gingrich, représentant républicain de Géorgie, détient le discuté record de l'impopularité : 60 % des Américains (dont une partie se réclame du Grand Old Party) ont une image défavorable de celui qui est apparu comme le Robespierre de la « révolution » républicaine de 1994. L'extrémisme de ses positions a joué un rôle non négligeable dans la réélection, le 5 novembre, de Bill Clinton, les démocrates s'ingéniant à faire l'amalgame entre le speaker et Bob Dole, le challenger républicain du chef de la Maison Blanche. Il aurait, d'autre part, beaucoup été pardonné à M. Gingrich si, en 1989, il n'avait été le « tombeau » d'un de ses prédécesseurs, le démocrate Jim Wright, qui, accusé de s'être servi de sa position pour s'enrichir, avait été contraint d'abandonner son poste de speaker. Les démocrates ont donc une vieille vengeance politique à assouvir, et M. Gingrich leur en fournit l'opportunité.

Cette affaire tombe à pic, au moment où se succèdent les révélations sur les financements douteux ayant

bénéficié au Parti démocrate et à la campagne de réélection du chef de la Maison Blanche. Dans le cas de Bill Clinton, comme dans celui de M. Gingrich, un même phénomène apparaît : la réalisation d'objectifs politiques passe par la constitution d'un important « trésor de guerre », et une telle collecte financière tire souvent avec la loi, quand elle ne la transgresse pas.

Après avoir nié pendant près de deux ans la moindre irrégularité, M. Gingrich, qui est le troisième personnage de l'État (après le président et le vice-président), a fini par admettre que ses déclarations devant la commission d'éthique de la Chambre étaient « inexécutes, incomplètes et non fiables ».

60 % des Américains ont une image défavorable de celui qui est apparu comme le Robespierre de la « révolution » républicaine de 1994

C'est peut-être davantage ce parjure de la part d'un homme censé être exemplaire, plus que les faits eux-mêmes – l'utilisation de dons provenant d'organisations caritatives pour financer des activités politiques –, qui risque de peser sur la réélection de M. Gingrich à la tête de la Chambre, prévue le 7 janvier. En 1993 et en 1994, M. Gingrich avait donné une série de cours à comotation politique partisane dans des universités de Géorgie, lesquels étaient télévisés par satellite. Le coût d'une telle opération a été financé par des organisations bénéficiant de donations non imposées, ce que la loi interdit.

Ces financements ont transité par le comité d'action politique – le GOPAC – créé par le représentant de Géorgie. Newt Gingrich prétend qu'il ignorait une telle incompatibilité, ce qui ne convainc personne. Le comité d'éthique (composé à égalité de démocrates et de républicains) dispose de trois positions potentielles : une expulsion de la Chambre (très improbable), une « censure », qui vaudrait à l'intéressé d'être publiquement condamné, enfin une simple réprimande. Les républicains, malgré leurs réticences envers un homme par trop controversé, ont resserré les rangs devant l'offensive du parti de M. Clinton : « Un autre Américain aurait fait cela, assure David Bonior (Michigan), numéro deux de la minorité démocrate, il irait en prison ».

L. Z.

Le Pérou choisit la voie de la fermeté face aux guérilleros du MRTA

QUELQUES HEURES avant qu'une mystérieuse explosion ne soit entendue dans l'enceinte de la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, un nouvel otage a été libéré, mercredi 25 décembre, par le commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), qui occupe depuis le 17 décembre la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima. Kenji Hirata, premier secrétaire de l'ambassade du Japon au Pérou, a quitté la résidence sur une chaise roulante, accompagné de l'épouse d'Avacucho Juan Luis Cipriani, qui avait été autorisé à passer de longues heures avec les otages déformés au nombre de cent quatre. Le diplomate japonais a été admis dans un hôpital où, indique-t-on, il souffre de déshydratation.

Jeudi 26 décembre, aucune indication précise n'avait encore été donnée sur l'origine d'une explosion entendue dans la matinée dans la résidence.

La libération du diplomate nip-

pon, consentie pour des raisons de santé, ne devrait pas avoir le même impact que celle dont avait bénéficié, la veille, l'ambassadeur d'Uruguay au Pérou, M. Boccaletto (Le Monde du 26 décembre).

LA COLÈRE DE M. FUJIMORI

Le diplomate uruguayen a en fait été échangé contre deux militants du MRTA détenus à Montevideo, ce qui a suscité la colère du président péruvien, M. Fujimori, fermement opposé à la libération des quelque cinq cents prisonniers que le MRTA réclame pour élargir lui-même ses otages. La presse péruvienne a vivement critiqué l'attitude de Montevideo, tandis que Lima a rappelé en consultation son chargé d'affaires en Uruguay, Efraim Saavedra.

Soucieux de rappeler qu'il était revenu aux affaires, Boris Eltsine, le 25 décembre, a adressé aux dirigeants du G7 une lettre où il propose que chaque pays membre, ainsi que la Russie, mette à la dis-

position du Pérou des unités d'intervention antiterroristes. Aucun responsable n'a pour l'instant jugé bon de commenter la proposition d'un homme qui, en janvier 1996, lors du détournement en mer Noire d'un ferry turc par un commando pro-tchéchène, avait publiquement souhaité l'intervention d'un sous-marin russe... « malheureux » introuvable.

L'unanimité ne semble pas régner dans la classe politique péruvienne sur ce qu'il conviendrait de faire. Dans un entretien publié jeudi à Tokyo par le plus grand quotidien japonais, le *Yomiuri Shimbun*, le président du Parlement péruvien affirmait que l'Assemblée était prête à adopter une loi d'amnistie pour le commando qui s'est emparé de la résidence si le gouvernement le jugeait nécessaire. « Les guérilleros qui seraient amnistiés seraient même libres de former un parti politique », précisait Victor Joy Way. Quelques heures plus tard, il démentait ses propos. – (AFP/Reuter, AP)

Le Livre de Poche

Les dysfonctionnements de l'économie russe mettent Moscou en difficulté auprès de ses prêteurs

Le président Boris Eltsine s'engage à améliorer la collecte des impôts et le versement des salaires

L'opportunité de maintenir l'aide à la Russie soulève de nombreuses questions parmi les capitales occidentales. Les dysfonctionnements de l'économie, l'incapacité des autorités à contrôler les grands groupes financiers du pays menacent la paix sociale. Conscient du danger, le président Boris Eltsine s'est engagé, mercredi 25 décembre, à reprendre la situation en main et assurer la rentrée de l'impôt.

LA RUSSIE mérite-t-elle que la communauté internationale se mobilise, alors qu'elle affiche le premier excédent commercial du monde en développement et qu'elle détient des milliards de dollars à l'étranger ? En 1996, Moscou a largement usé d'un argument de poids pour obtenir des soutiens étrangers : la crainte du retour des communistes. Mais les dysfonctionnements de l'économie, qui minent l'équilibre intérieur, remettent en question les certitudes d'hier.

A l'approche des élections présidentielles de juin 1996, les grandes puissances occidentales avaient jugé que l'importance stratégique de la réélection de Boris Eltsine justifiait quelques largesses financières. La Russie avait ainsi recueilli plusieurs milliards de dollars aux Etats-Unis, en Allemagne, ou en France. Et le Fonds monétaire international (FMI) consentait en mars une « facilité d'urgence » de 10,2 milliards de dollars (51 milliards de francs) sur trois ans. Lorsqu'on lui reprochait d'apporter un soutien direct à M. Eltsine, Michel Camdessus, le directeur général du Fonds, répliquait qu'on pourrait lui reprocher plus encore de ne pas avoir aidé la Russie lorsque la situation l'exigeait.

EXCÉDENT COMMERCIAL
Un an plus tard, le président Eltsine, réélu mais affaibli par ses problèmes cardiaques, semble ne plus contrôler totalement la situation politique. Les hommes forts d'un « tandem » composé du général Alexandre Lebed, sont devenus de farouches opposants au pouvoir. Les capitaux d'industrie affaiblis ont un pouvoir grandissant, comme Boris Berezovski, devenu en octobre secrétaire adjoint du conseil de sécurité. En revanche, le Parti communiste, qui contrôle la Douma depuis les législatives de décembre 1995, ne ressemble

en rien à une vraie force d'opposition. On trouve dans ses rangs des « hommes d'affaires », tel Vladimir Semago, propriétaire de discothèques, ou de fervents partisans d'un retour aux structures soviétiques. Sur le plan économique, la hausse récente des cours du pétrole devrait permettre à la Russie d'enregistrer cette année un excédent commercial record de 20 milliards de dollars environ. La fin de la récession amorcée en 1990, espérée en 1995, promise pour l'année suivante, est encore remise : en 1996, la chute du produit intérieur brut (PIB) devrait atteindre au moins 6 %.

Dénoncés depuis plus d'un an, la mauvaise collecte des impôts, le non-versement des salaires empêchent la reprise de l'investissement et aggravent la pauvreté, tandis que la consommation se

De puissantes banques sont parvenues à racheter à bas prix certaines des entreprises les plus lucratives du pays. Lundi 23 décembre, la banque Menatap est devenue propriétaire à 85 % de Loukos, deuxième groupe pétrolier du pays, pour 1 milliard de francs environ. La capitalisation boursière du français Elf-Aquitaine, dont la production est sensiblement égale, mais les réserves largement inférieures à celles de Loukos, excède 100 milliards de francs.

Face à cette évolution décourageante, même les meilleures volontés s'émoussent. Le spéculateur américain George Soros, qui a multiplié les donations à la Russie, dénonçait récemment le « système capitaliste de voleurs », la « déformation grotesque d'une société ouverte ». Les investisseurs étrangers restent très timides, et

ministre chargé des relations économiques extérieures, Moscou pourrait se passer des crédits du FMI. Qui pourtant, de Boris Eltsine ou de Michel Camdessus, aurait le plus à perdre d'une rupture des relations entre la Russie et le FMI ? A court terme, les Russes pourraient continuer à émettre des bons du Trésor pour financer les dépenses courantes de l'Etat, tandis que leur excédent commercial leur permettrait de boucler leurs comptes extérieurs. Mais la capacité du marché interne est limitée. Or l'endettement repose forcément sur le bon-vouloir des prêteurs.

Malgré les propos fanfarons de M. Davidov, très rares sont les pays qui se permettent de se brouiller avec le Fonds, pourvoyeur de crédits, à condition que certaines règles de bonne conduite soient respectées. Si la Russie interrompait son dialogue avec le FMI, toutes les institutions multilatérales et les investisseurs étrangers se retireraient.

FUITE EN AVANT
A long terme, Moscou devrait donc faire face, seule, aux conséquences de la désintégration de son pouvoir : montée en puissance de forces politiques rivales, risques d'explosions sociales issues de l'explosion des inégalités. M. Eltsine a bien conscience que ce long terme n'est pas si lointain, puisqu'il a choisi, dès son retour au Kremlin, mercredi 25 décembre, de prêter le retour à un « ordre élémentaire » en matière fiscale.

Le problème fiscal de la Russie dépasse de loin le versement ponctuel de la « facilité d'urgence » du FMI. Il est celui d'un Etat privé de ses habituels moyens de subsistance - les recettes fiscales -, qui ne survit que grâce à l'endettement auprès de ses propres banques, des marchés financiers internationaux et des organismes multilatéraux. Une fuite en avant dont on imagine difficilement qu'elle puisse durer longtemps.

Françoise Lazare

Vers des « mesures concrètes »

Boris Eltsine a promis, mercredi 25 décembre, dans sa première adresse radiodiffusée à la nation depuis son retour lundi au Kremlin, l'instauration d'un « ordre élémentaire » dans le pays et des « mesures concrètes », « fortes et sérieuses » pour remettre sur pied le système fiscal russe. « L'endettement de l'Etat envers la population reste élevé, alors que le niveau de vie est insupportablement bas ». Dénonçant les « gaspillages » des dépenses de l'Etat, M. Eltsine a également estimé qu'« une grande partie des dépenses ne vont pas » à où elles sont utiles. « Si on met de l'ordre (dans la collecte d'impôts), les arriérés de salaires et de retraites ne seront plus que du passé », a relevé le chef de l'Etat. « Le temps est venu, a-t-il ajouté, de prendre des mesures envers ceux qui aiment à vivre luxueusement sur le compte de l'Etat ».

porte surtout sur des biens de consommation importés, très souvent illégalement. Les grandes entreprises du pays ont beau ne pas payer leurs impôts à l'Etat, ni leurs salaires aux employés, elles construisent des bâtiments luxueux, investissent des millions de dollars à l'étranger. Quelque 50 milliards de dollars auraient déjà été transférés hors des frontières du pays. Quant au système bancaire, il s'écroule en souscrivant massivement aux obligations à court terme émises par l'Etat (GKO), assorties de taux d'intérêt réels très élevés.

sont souvent écartés des privatisations les plus prometteuses. Le FMI, lui, a déjà suspendu à trois reprises des versements mensuels de sa « facilité d'urgence ». « L'effet FMI » a pourtant déjà joué à plein, permettant à la Russie de rééchelonner sa dette avant de laider, en novembre, un grand emprunt sur les marchés internationaux des capitaux. Oleg Davidov n'a pas caché sa fierté, en déclarant qu'il ne lui restait plus qu'à régler l'entrée de la Russie à l'Organisation internationale du commerce (OMC). Et désormais, n'a pu s'empêcher d'ajouter le mi-

Le commerce lucratif des policiers « gaïchniki » à l'aéroport de Moscou

MOSCOU
de notre correspondant
Les étrangers qui résident à Moscou et se rendent dans leurs pays d'origine à l'occasion des fêtes sont confrontés à un phénomène qui en dit long sur l'état de corruption généralisée qui prévaut en Russie. Se dirigeant en voiture du centre-ville vers l'aéroport de Chermietsevo-2, à vingt-cinq kilomètres de la capitale russe, le voyageur étranger est aisément repérable à la couleur jaune de ses plaques d'immatriculation. Il est, dans un cas sur trois, interpellé par des policiers de la route (GAI) dès son arrivée dans le périmètre de l'aéroport. Les gaïchniki vivent alors leur proie à se rendre au commissariat le plus proche, sous le faux prétexte d'une « expertise » du véhicule. Devant l'embourgeoisement de l'interpellé, qui craint de rater son avion, un arrangement à l'amiable est proposé : 200 dollars (environ 1 000 francs) et l'affaire est enterrée.

Les étrangers qui reviennent à Moscou après un séjour chez eux ne sont pas épargnés. Un couple de jeunes Français, rentrant à Moscou où ils travaillent avec leur nouveau-père, ont, eux aussi, la semaine dernière, dû déboursier 200 dollars sous peine de voir leur véhicule confisqué pendant une période indéterminée. « Pourquoi 200 et pas 100 ou 150 ? », interrogea l'homme. « Parce que nous sommes deux », répondit le gaïchnik.

Une journée de ce petit commerce peut se révéler très lucrative. « J'ai récemment observé leur manège », raconte Alexandre, un homme d'affaires français installé à Moscou depuis trois ans. « En dix minutes, ils ont arrêté six véhicules étrangers. La transaction durait à peine une demi-heure. En

général, chacun met la main à la poche sans broncher car rares sont ceux qui souhaitent rater l'avion. Calculez vous-même : six voitures à 200 dollars, ça fait plus de 7 000 dollars de l'heure (environ 35 000 francs), à raison de huit heures de travail par jour ça fait 56 000 dollars (280 000 francs). Ce gain supposé, soumis au flux des partants étrangers, est loin d'être garanti et devra de toute façon être partagé avec les supérieurs et la mafia de l'aéroport. Mais les gaïchniki moscovites, dont le salaire (1 million de roubles, soit 1 000 francs) est supérieur à la moyenne russe, et qui, contrairement à l'ensemble des travailleurs du secteur public en Russie, perçoivent leurs salaires sans délai - ont trouvé à un moyen rapide d'empocher un appoint considérable.

« Nos gaïchniki ont toujours été corrompus. Simplement, avant ils se

cachaient, alors qu'aujourd'hui ils touchent des pots-de-vin au grand jour. L'article 88 ne leur fait pas peur », explique Sacha, un chauffeur routier, faisant référence à cet article du code pénal qui interdit tout paiement en devises en Russie. Dès 1997, il ne figurera plus au nouveau code pénal, mais il avait contribué à envoyer plus d'un commerçant derrière les barreaux.

LA TAXE AUX FRONTIÈRES
Outre le racket des policiers, l'état antédiluvien de l'aéroport de Chermietsevo-2, construit en 1980 pour les Jeux olympiques et jamais rénové, contribue à donner une image déplorable de la « nouvelle » Russie aux visiteurs étrangers. En 1992, un rapport réalisé par la banque Lehman Brothers qualifiait l'aéroport de « désespoir national ». Il mettait en lumière la vétusté des lieux, la gestion anarchique par la compagnie

Aeroflot et l'absence totale de services dans l'aéroport. Depuis, un parking de petite contenance a été ouvert, l'escalator - qui n'avait jamais fonctionné - a été réparé et l'aéroport a été placé sous la juridiction de la mairie de Moscou. Le contrôle des passeports dure facilement une heure, et il faut souvent marchander pour trouver un taxi à moins de 50 dollars (environ 250 francs).

Les 9 millions de voyageurs qui transitent chaque année en Russie (contre à peine 6 millions en 1981) peuvent néanmoins nourrir un espoir : la taxe de 70 francs que chaque passager devra bientôt acquitter en franchissant la frontière russe (dans les deux sens), en vertu d'une loi adoptée par la Douma le 10 décembre dernier, pourrait fournir les moyens, du moins l'occasion, d'améliorer l'accueil.

Marie Jégo

La police serbe menace d'intervenir contre les manifestants

LES AUTORITÉS serbes ont menacé pour la première fois, mercredi 25 décembre, d'intervenir contre les manifestants de l'opposition qui poursuivent leurs défilés dans le centre de Belgrade. « La police ne permettra pas à l'avenir le blocage arbitraire de la circulation », a indiqué le ministère de l'Intérieur.

Cent mille contestataires environ s'étaient de nouveau rassemblés dans le centre de la capitale, au lendemain de la manifestation de soutien à Slobodan Milosevic qui avait donné lieu, mardi, à des échauffourées avec l'opposition. Un manifestant, Predrag Starcevic, est mort jeudi des suites de ses blessures pendant les affronte-

ments de mardi. Des milliers d'étudiants munis de balais et de serpilières se sont, pour leur part, livrés, mercredi, à une manifestation de « décontamination » sur les lieux où les partisans de M. Milosevic s'étaient rassemblés la veille.

« DISCUSSION » AU PARLEMENT
L'opposition a reçu le soutien des principales capitales occidentales, qui ont rendu le président serbe responsable des incidents violents de mardi. « C'est grâce à la retenue et à la patience exceptionnelles des manifestants de l'opposition qu'un affrontement plus grave a pu être évité », a dit Zoran Djindjic, l'un des leaders de l'opposition, tout en rendant hommage au

« comportement correct » de la police anti-émeute. Les partis d'opposition ont refusé, mercredi, de participer à une « discussion » au Parlement, proposée par le pouvoir. Ils rejettent tout dialogue tant que les résultats des municipales ne seront pas reconnus.

Les manifestations se poursuivent également à Nis, deuxième ville du pays. La commission électorale est réunie dans cette ville depuis mercredi pour réexaminer les résultats des élections municipales du 17 novembre. D'autre part, la mission conduite la semaine dernière en Serbie par Felipe Gonzalez pourrait remettre les résultats de son enquête sur ces élections vendredi. - (AFP Reuters.)

GILLES PERRAULT
Le Livre de Poche
Nouveautés de décembre

LITTÉRATURE GÉNÉRALE	
Stefan ZWEIF	Wendrak
Stefan ZWEIF	Avarice
Margaret ATWOOD	La Voleuse d'hommes
Jérôme DUHAMEL	Le Bénédictin du XVIII ^e siècle
Cizia ZYKE	Amsterdam Zombi
Madeleine CHAPSAI	L'Inconnu
Gilles PERRAULT	Les Jardins de l'Observatoire
Nelson MANDELA	Un long chemin vers la liberté
Dominique de SAINT-PERN	L'Extravagante Dorothy Parker
Louis BEGLEY	L'Homme en retard
Raphaël CONFIAIT	L'Alca des soubres
Frédéric BEIGBEDER	Vacances dans le coma
Frédérique LEBELLEY	Duras, du le pays d'une femme

BIBLIO/ROMANS	
Muriel SPARK	L'Ingrénier culturel
THRILLERS	
Murray SMITH	Aux portes de l'enfer
Serge BRUSSOLO	Le Souterrain noir
Danielle THIERY	Mauvaise Graine

SCIENCE-FICTION	
Robert REED	Le Lat de la chimie

La Pochothèque Art
Des volumes abondamment illustrés en couleurs.

ENCYCLOPÉDIE DE L'ART
1340 pages. 195 F

L'ART DE LA PRÉHISTOIRE
par L.-R. Nougier. 544 pages. 149 F

L'ART ÉGYPTIEN
par S. Dignadoni. 672 pages. 169 F

L'ART GREC
par Roland Martin. 734 pages. 180 F

L'ART DU XV^e SIÈCLE : des Parler à Dürer
par J. Bialostocki. 544 pages. 149 F

L'ART DU GANDHARA
par Mario Bussagli. 544 pages. 149 F

L'ART DU JAPON
par Miyeko Murase. 416 pages. 140 F

Jean Paul II dénonce l'« indifférence » à l'égard de l'Afrique

Dans son message de Noël, le pape demande une réaction devant la tragédie de la région des Grands Lacs

Dans son message de Noël au monde, prononcé mercredi 25 décembre à Rome, le pape a lancé un cri d'alarme en faveur de l'Afrique. Notamment à

propos de la situation au Zaïre et au Burundi, il a dénoncé l'« indifférence de la communauté internationale ». Ce message témoigne d'un attachement

croissant du pape pour un continent où la présence des Eglises est forte et ses efforts pour calmer les passions assez largement ignorés.

PUGNACE, malgré l'âge et la fatigue due à la répétition des épreuves de santé, le pape a consacré l'essentiel de son message de Noël, cette année, à l'Afrique, un continent qui, pour lui, récapitule tous les maux de l'humanité : guerres, haines ethniques, épidémies, famines. Si l'on en juge par le nombre des voyages qu'il y a accomplis (le onzième en septembre 1995) et des interventions qu'il lui a consacrées, Jean Paul II semble de plus en plus s'identifier au sort du continent noir, comme il l'avait fait pour l'Europe communiste jusqu'en 1991, avec la conviction, justifiée ou non, qu'il reste l'une des dernières autorités morales à tenter d'alerter le monde sur le sort de ce continent oublié.

Pour Jean Paul II, la contradiction devient de plus en plus insupportable entre les espoirs placés par les Eglises chrétiennes dans cette ré-

gion des Grands Lacs où elles sont le plus enracinées - le Rwanda et le Zaïre sont les pays les plus catholiques d'Afrique - et l'étendue des drames qui les ravagent. Aussi le Saint-Siège déploie-t-il une activité pour ce continent, qui paraît aussi généreuse qu'inefficace. Déjà, au début de la rébellion du Sud-Kivu, à la surprise de la France et des Etats-Unis, il avait réclamé une intervention militaire internationale. Quelques jours plus tard, le 15 novembre, le Conseil de sécurité devait se résoudre à cette issue et décidait d'envoyer une force d'intervention, dont on sait qu'elle ne s'est jamais déployée.

L'autre volet de cette action consiste à mobiliser des Eglises locales qui sont les rares forces à peu près organisées dans une région soumise à la haine ethnique, à la guerre civile et à l'anarchie. Du 18 au 21 décembre au Vatican, sous la

présidence du cardinal Roger Etchegaray, président du conseil pontifical Justice et Paix, s'est tenu un mini-synode d'évêques de la région des Grands Lacs (Zaïre, Rwanda, Burundi, Ouganda). Le communiqué dénonce l'« idéologie ethnocentrique » qui, « par le jeu des alliances internes et externes et par le trafic des armes, alimente une spirale de discrimination, d'exclusion et de violence, allant jusqu'au massacre, voire au génocide ».

« SUSCITER LA VIE »

Ces Eglises africaines ont déjà payé un lourd tribut à ces drames à répétition. Sans oublier la communauté chrétienne d'Algérie, frappée au cours de l'année qui s'achève par la mort des sept moines français de Tibéhirine et de Mgr Claverie, évêque d'Oran, deux autres personnalités fortes d'Afrique noire ont été tuées : Mgr Joachim

Rubuma, archevêque de Gitega, au Burundi, assassiné le 9 septembre, et Mgr Christophe Munzihwa, archevêque de Bukavu, au Zaïre, éliminé, mercredi 30 octobre, par ceux que gênent ses appels à la tolérance et à la paix.

Sauf au Rwanda où, compromise par ses engagements politiques passés, la hiérarchie catholique n'a pas encore été reconstruite par Rome (après l'assassinat de trois évêques en 1994), les évêques du Zaïre et du Burundi tentent encore d'intervenir pour apaiser les passions. Archevêque de Kisangani, Mgr Laurent Monsengwo vient de dénoncer les « tergiversations internationales » qui ont pour conséquence « le flux ininterrompu de réfugiés, de personnes déplacées, de populations paupérisées vers la ville de Kisangani ». Il se scandalise du fait que « plus personne ne parle aujourd'hui de ces réfugiés. Et pourtant, que de misère et de détresse que de désolation et de mort, parmi ces gens dont les plus vigoureux seulement ont pu et peuvent encore continuer leur route ».

Au Burundi, c'est l'évêque de Bujumbura, Mgr Simon Ntamwanga, qui a déclaré à la veille de Noël : « Il y a tout ce qu'il faut pour guérir le Burundi. L'amour est plus fort que la mort que le subit ou qu'on subit les maux. Il est possible d'aimer l'ennemi, mon tueur. Il est possible de s'occuper la vie parmi les Burundais, à partir de la cendre des haines que beaucoup parmi eux se jurent. C'est pour soutenir ces efforts locaux, apparemment dérisoires, et secouer la conscience internationale, que le pape jette ses ultimes forces au service de l'Afrique ».

Henri Tineq

« L'un des drames humanitaires les plus cruels »

DANS SON MESSAGE de Noël, le pape a déclaré, mercredi 25 décembre au Vatican : « Peut-on oublier l'Afrique ? En son cœur même, dans la région des Grands Lacs, ce continent vit l'un des drames humanitaires les plus cruels de son histoire, au milieu de l'indifférence générale de la communauté internationale. Des milliers et des milliers de personnes, qui sont nos frères et nos sœurs, errent, en proie à la peur, à la faim et aux maladies. Ils ne pourront, hélas, goûter la joie de Noël... »



VERBATIM

« Personne ne peut rester indifférent à ce scandale, dont les paroles et les images ne peuvent donner qu'un pâle reflet, à poursuivre le souverain pontife. Se résigner à de telles violences et à de telles injustices, ce serait refuser, de manière trop grave, la joie et l'espérance que nous offre Noël... »

Jean Paul II a élargi son propos à d'autres situations tragiques

dans le monde, souhaitant que l'écho de Noël puisse « franchir les murs derrière lesquels les armes continuent à crépiter, rompant le charme paisible d'un jour aussi saint ». Il a pris acte qu'en Bosnie-Herzégovine et au Guatemala, « après de longues années de guerre, l'intérieur et l'extérieur, les armes ont fini par se taire et les hommes par reprendre le chemin d'une entente fraternelle ». Mais il a aussi traité du Proche-Orient et cité spécialement « Bethléem et toute la Terre sainte, où Jésus est né et a vécu, la terre qu'il a aimée, où l'espérance ne doit pas mourir, malgré les provocations et les oppositions profondes ».

« Je pense à Chypre, encore divisée, à l'Algérie en proie à une violence injustifiable, à-t-il ajouté. En ce jour de fête, le regard se porte aussi vers l'Est, vers l'Afghanistan et le Sri Lanka, où se prolongent des luttes fratricides et des conflits d'identité, générateurs de désolation et de mort ».

En conclusion, pour Jean Paul II, le sens de Noël est de « redire qu'il est possible de vaincre la haine, de surmonter les rancœurs, de reprendre le dialogue et de parcourir ensemble la route de la vie ».

pour financer leur lutte. Mais M. Kabila a indiqué que ses hommes ne les avaient pas encore prises.

M. Kabila a, en outre, appelé la France à « changer de politique » envers le Zaïre. « Si la France lâchait ces assassins [les dirigeants de Kinshasa], cela nous ferait du bien. Il faut que la France assiste [la rébellion] pour favoriser la démocratie, mettre fin à la misère et à la dictature », a-t-il déclaré, en ajoutant : « Nous ne sommes absolument pas anti-français. Les intérêts de la France ne sont pas menacés, mais ils [les responsables français] refusent de nous parler. Pourquoi ne viennent-ils pas nous parler ? »

D'un autre côté, « les Américains nous surprennent par la compréhension qu'ils ont des problèmes de notre pays », s'est-il félicité. Un représentant de l'ambassade des Etats-Unis à Kigali (Rwanda) s'est rendu, lundi, à Goma. « Il est venu s'informer », a déclaré laconiquement le chef de la rébellion. - (AFP, Reuter.)

Les rebelles zairois auraient repoussé l'offensive de l'armée

LE CHEF DES REBELLES zairois, Laurent-Désiré Kabila, a déclaré, mercredi 25 décembre, que ses troupes s'étaient emparées de la ville de Bunia, dans le Nord-Kivu, après avoir repoussé une offensive de l'armée régulière zairoise. Mais cette revendication n'a pu être confirmée de source indépendante. Les rebelles avaient déjà affirmé, dans le passé, avoir pris le contrôle de plusieurs villes alors qu'elles étaient toujours aux mains des forces gouvernementales.

« Nous avons repoussé l'armée zairoise à trois kilomètres de Bunia (...). La ville est complètement sous notre contrôle », a affirmé M. Kabila. Il a reconnu que précédemment l'armée zairoise avait regagné du terrain sur les rebelles dans le cadre d'une offensive lancée samedi. La chute de Bunia, si elle devait être confirmée, aurait une grande importance stratégique en raison de sa situation et de l'utilisation possible de son aéroport. Bunia est proche des mines d'or de Kilo Moto, dont les rebelles pourraient se servir

pour financer leur lutte. Mais M. Kabila a indiqué que ses hommes ne les avaient pas encore prises.

M. Kabila a, en outre, appelé la France à « changer de politique » envers le Zaïre. « Si la France lâchait ces assassins [les dirigeants de Kinshasa], cela nous ferait du bien. Il faut que la France assiste [la rébellion] pour favoriser la démocratie, mettre fin à la misère et à la dictature », a-t-il déclaré, en ajoutant : « Nous ne sommes absolument pas anti-français. Les intérêts de la France ne sont pas menacés, mais ils [les responsables français] refusent de nous parler. Pourquoi ne viennent-ils pas nous parler ? »

D'un autre côté, « les Américains nous surprennent par la compréhension qu'ils ont des problèmes de notre pays », s'est-il félicité. Un représentant de l'ambassade des Etats-Unis à Kigali (Rwanda) s'est rendu, lundi, à Goma. « Il est venu s'informer », a déclaré laconiquement le chef de la rébellion. - (AFP, Reuter.)

Des religieux israéliens accusent M. Nétanyahou de trahir sa promesse de ne pas céder de territoires aux Arabes

LE RABBIN Shmouel Hefer, chef du mouvement ultra-orthodoxe Habad, a accusé, mercredi 25 décembre, le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, de ne pas avoir tenu une promesse formelle de ne jamais céder de territoires aux Arabes, promesse ayant fait l'objet d'une lettre adressée au Habad, en mai. Selon le rabbin, M. Nétanyahou et l'actuel ministre des infrastructures nationales, Ariel Sharon, avaient rédigé et signé le document en échange du soutien du mouvement lors des élections du 29 mai.

La lettre contient la promesse qu'« aucun Etat palestinien ne sera créé et qu'aucune partie de la terre d'Israël ne sera rétrocédée à des étrangers », a affirmé le rabbin. Donner de tels engagements « en secret » est « une démarche illégale, car selon la loi fondamentale sur l'élection du premier ministre, les candidats à ce poste doivent publier, au moins deux jours avant le scrutin, tous les accords qu'ils ont passés », a déclaré à la radio d'Etat un expert juridique, Moshe Negbi. Toutefois, a-t-il ajouté, la loi ne précise pas les moyens de pénaliser les infrac-

tions à cette clause. « Les déclarations d'un candidat à la présidence du gouvernement concernant ses intentions politiques ne doivent pas être considérées comme un accord politique de quelque sorte » que ce soit, a commenté le porte-parole du premier ministre, Shai Bazak. Elles n'ont donc pas, selon lui, de caractère contraignant.

OPTIMISME DE M. ROSS

Le mouvement Habad s'était rallié à M. Nétanyahou une semaine avant les élections du 29 mai, et avait contribué à sa victoire en lançant le slogan « Bibi [Benjamin], c'est bon pour les Juifs ». Candidat de la droite, M. Nétanyahou avait battu son adversaire travailliste, Shimon Pérès, sur la base d'un programme favorisant l'extension des implantations juives dans les territoires occupés et s'opposant à la création d'un Etat palestinien.

Selon le rabbin Hefer, la perspective de voir des troupes israéliennes se retirer de certains quartiers de la ville d'Hébron, en Cisjordanie, comme l'état des négociations entre Israéliens et Palestiniens le laisse penser, est une « grave violation » de l'engage-

ment pris par le premier ministre.

Le coordonnateur américain du processus de paix, Dennis Ross, a déclaré, mercredi, avant de quitter le Proche-Orient pour Washington, qu'il s'attendait à voir les Israéliens et les Palestiniens conclure un accord sur le redéploiement israélien à Hébron, après son retour dans la région la semaine prochaine. « Je ferai un compte-rendu favorable au président Bill Clinton et je ne reviendrai pas plus tard que lundi, notamment parce que le travail avance très bien, et parce que j'espère et m'attends à ce que nous concluons un accord peu après », a déclaré M. Ross à la presse, après avoir rencontré le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, à Ramallah, en Cisjordanie.

M. Ross a indiqué que des membres de sa délégation resteraient au Proche-Orient pour continuer les efforts de médiation entre Israéliens et Palestiniens afin de surmonter les derniers obstacles sur lesquels bute la question du redéploiement. « Nous espérons que nous aurons très bientôt cet accord pour appliquer ce qui a été convenu », a déclaré M. Arafat. - (AFP, Reuter.)

La France ne participerait pas à la surveillance du nord de l'Irak

ANKARA. Le ministre turc de la défense, Turhan Tayan, a affirmé, mercredi 25 décembre, que la France ne participerait pas à la nouvelle force aérienne multinationale de protection des Kurdes d'Irak, qui sera mise en place à partir du 31 décembre. A Paris, toutefois, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré que « la question est à l'étude ».

Il a laissé entendre que les autorités françaises n'ont pas été consultées sur cette décision. « Les autorités turques et américaines ont décidé de mettre fin le 31 décembre à l'opération "Provide Comfort" à laquelle la France participe depuis le début. Les autorités françaises étudient les conditions nouvelles créées par cette décision », a affirmé le porte-parole. Ladite force est destinée à remplacer la mission « Provide Comfort », mise en place en 1991, et à laquelle participent la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Turquie. Un porte-parole de la Maison Blanche a néanmoins indiqué que « dans les prochains jours », tout devrait être réglé, Paris ne souhaitant pas, selon lui, « conclure quelque chose d'officiel le jour de Noël ». - (AFP, Reuter.)

Quatre morts dans un double attentat à la bombe en Birmanie

RANGOUN. L'explosion de deux bombes à retardement a tué quatre personnes et blessé dix-huit autres dans un sanctuaire religieux proche de Rangoun, ont annoncé, jeudi 26 décembre, les médias officiels. Mercredi soir, des centaines de pèlerins étaient rassemblés près de la pagode de Kaba Aye et de la grotte de Maha Passana, dans les faubourgs de la capitale birmane, pour s'incliner devant une relique de Bouddha, transférée de Chine en Birmanie au début du mois. Le gouvernement militaire, au pouvoir depuis 1988, est confronté depuis un mois à un important mouvement de protestation, animé par les étudiants de l'université de Rangoun qui ont manifesté pendant deux semaines dans les rues. Il est contesté par des mouvements armés ethniques, comme celui du peuple Karen, dans l'est du pays.

L'attentat de mercredi est le premier qui ait été annoncé depuis l'explosion d'une bombe, qui n'avait pas fait de victimes, en juillet, devant l'ambassade des Etats-Unis. La presse birmane affirme que le dernier attentat est l'œuvre d'« un groupe d'éléments ignoblement destructeurs » qui tentent de saper les relations avec la Chine. Le régime de Pékin est l'un des rares à soutenir le régime de Rangoun, mis au ban de la communauté internationale pour de multiples atteintes aux droits de l'homme et la répression de l'opposition, dont le chef de file est la lauréate du prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi. - (Reuter.)

Le parti démocrate gabonais remporte le 1^{er} tour du scrutin législatif

LIBREVILLE. La formation du président Omar Bongo, le Parti démocratique gabonais (PDG), a remporté 47 des 53 sièges adjugés lors du premier tour des élections législatives du 15 décembre, ont annoncé mercredi 25 décembre des responsables du scrutin. Une petite formation alliée au PDG remporte un siège. Le Rassemblement national des bûcherons, principale formation d'opposition - qui avait gagné le contrôle de la capitale, Libreville, lors du scrutin municipal, en octobre - n'emporte que trois sièges. Quatre autres sièges sont allés à de petits partis d'opposition et à un candidat indépendant. Un second tour aura lieu le 29 décembre pour les 62 sièges restant à attribuer. Il y aura également un nouveau scrutin dans trois circonscriptions où le vote n'a pu avoir lieu le 15 décembre en raison de graves incidents.

AMÉRIQUES

■ CUBA : l'année 1997 a été déclarée année du « Che » pour commémorer le 30^e anniversaire de la mort du héros emblématique de la révolution cubaine, le 8 octobre 1967, en Bolivie, a annoncé l'agence Prensa latina. La mention « année du 30^e anniversaire de la mort au combat du guerrillero héroïque et de ses compagnons » figurera sur tous les documents officiels cubains.

ASIE

■ CHINE : le premier ministre chinois, Li Peng, a quitté, jeudi 26 décembre, Pékin pour une visite officielle de trois jours en Russie présentée par la direction chinoise comme la première d'une série de rencontres régulières. Le principal objectif est de développer les relations économiques entre les deux pays et de préparer le sommet sino-russe prévu dans le courant 1997. - (Reuter.)

EUROPE

■ CROATIE : des Serbes ont assiégé pendant trois heures 200 fidèles croates qui assistaient mardi 24 décembre à la messe de Noël, dans une église catholique d'Ilok, en Slavonie orientale (est de la Croatie). La police de l'ONU est intervenue pour mettre fin à ce siège. Des manifestants serbes ont fait irruption à l'intérieur de l'église et ont causé des dégâts matériels. Selon l'agence croate Hina, un policier de l'ONU a été blessé lors de cet incident. (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ BAHRÉIN : trois monarchies pétrolières arabes du Golfe, Bahreïn, Koweït et Oman, ont signé, mercredi 25 décembre à Mascate, un accord pour relancer leurs Bourses de valeurs. Cinquante-six compagnies sont cotées à la Bourse de Koweït, totalisant une capitalisation de 15 milliards de dollars. 37 le sont à Bahreïn (4,7 milliards de dollars) et 95 en Oman (2,5 milliards de dollars). - (AFP)

■ ISRAËL : un vaste mouvement de grèves a été déclenché, jeudi 26 décembre, pour protester contre la politique économique du gouvernement, paralysant notamment une partie de l'activité à l'aéroport Ben Gourion de Tel-Aviv, les secteurs des postes et télécommunications, des ports et des chemins de fer. - (AFP)

Le gouvernement japonais adopte le projet de budget 1997-98

TOKYO. Le gouvernement japonais a adopté, mercredi 25 décembre, la version définitive du projet de budget pour l'année 1997-1998 démarrant le 1^{er} avril. Ce projet repose sur une hypothèse d'une croissance de 1,9 % du produit intérieur brut (PIB), alors que le budget actuel était basé sur une hypothèse de croissance de 2,5 %. Les dépenses devraient progresser de 3 %, atteignant 77 390 milliards de yens (3 550 milliards de francs). Soucieux de diminuer l'endettement public, l'un des plus élevés des pays industriels, le gouvernement a choisi de relever le taux de TVA de 3 % à 5 %. Le projet de budget sera discuté en janvier au Parlement. - (AFP)

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 27 DÉCEMBRE 1996

EMPLOI. Président du Conseil national du patronat français (CNPF), Jean Gandois a lancé, début décembre, l'idée de stages en entreprise pour les étudiants, afin de leur per-

mettre de se familiariser avec l'activité économique et de donner aux employeurs la possibilité de former et de sélectionner des jeunes. Jacques Chirac a fait l'éloge de cette proposi-

tion le 12 décembre. ● LE GOUVERNEMENT et le patronat ont, cependant, des idées différentes sur cette formule, dont François Bayrou souhaite qu'elle soit ouverte aux jeunes

sans qualification, tandis que M. Gandois entend la réserver aux étudiants. ● NOUVEAU PRÉSIDENT de la commission sociale du CNPF, Didier Pineau-Valencienne (Schneider) ex-

pique au Monde que ces stages « qualifiants » ou « diplômants » pourraient accueillir cent mille jeunes et réduire d'autant le nombre des chômeurs de seize à vingt-cinq ans.

Le CNPF et le gouvernement négocient les « stages diplômants »

Lancée par Jean Gandois, la formule de stages en entreprise pour les jeunes chômeurs a été reprise au vol par Jacques Chirac, mais le patronat et les ministres concernés n'en ont pas la même vision. Leur seul souci commun est de ne pas rééditer l'erreur du « Smic-jeunes » de 1994

POUR L'INSTANT, le projet relève encore de la déclaration d'intention. Il faudra attendre le milieu janvier et le sommet sur l'emploi des jeunes, prévu à Matignon, pour en savoir plus sur la nature et le contenu des « stages diplômants » que le CNPF entend proposer aux étudiants, afin de les familiariser avec le monde de l'entreprise et de faciliter leur insertion professionnelle.

Bien que le chômage des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur soit sans commune mesure avec celui des jeunes sans qualification, le patronat a choisi de le traiter en priorité dans les mois à venir.

Cette initiative a été évoquée, en novembre, lors d'une rencontre entre Jean Gandois, président du CNPF, et François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale. Ce dernier a accueilli avec intérêt l'idée d'inscrire dans la formation des jeunes une période de neuf mois en entreprise, validée par un diplôme et donnant lieu à une rémunération d'environ 1 000 à 1 500 francs par mois.

Lors de son passage sur TF1, le 12 décembre, Jacques Chirac s'est aussitôt saisi de cette « contribution civique » du patronat en lui donnant le caractère d'une annonce officielle. Les premières discussions

engagées entre le CNPF et le ministère de l'Éducation nationale n'ont pas dépassé, toutefois, le stade des idées générales. Côté patronat, un groupe de travail placé sous la responsabilité de Didier Pineau-Valencienne a été chargé de prospecter les grandes entreprises susceptibles d'accueillir les futurs stagiaires et de recruter des « tuteurs » pour les encadrer.

SOUVENIR FÂCHEUX

Pour sa part, M. Bayrou a confié une mission à Claude Lambert, inspecteur général et ancien recteur de l'Académie de Créteil, pour rencontrer les organisations syndicales, plutôt médiantes et réservées. L'idée de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés par une période de découverte et d'adaptation dans l'entreprise n'est pas nouvelle. Elle a même laissé un fâcheux souvenir, en 1994, dans la version du contrat d'insertion professionnelle (CIP), aussitôt dénoncé comme un « SMIC-jeunes » et que le gouvernement Balladur a été contraint de retirer sous la pression des manifestations d'étudiants. De 1 000 à 1 500 francs par mois, la rémunération proposée par le CNPF aux futurs stagiaires — qui resteraient « sous statut étudiant », précisait M. Gandois dans un entretien publié par Le Monde

du 3 décembre — n'est pas de nature à rassurer les syndicats.

Pour ne pas répéter le précédent du CIP, le CNPF semble avoir renoncé à proposer cette formule en fin d'études. En aucun cas, précisent ses dirigeants, il ne s'agit de créer des stages « parkings » en attendant l'entrée sur le marché du travail, encore moins de laisser croire que les entreprises vont utiliser les services de jeunes diplômés à bas prix.

Cependant, la nature, les bénéficiaires et la durée de ces stages sont encore loin d'être définies. Le CNPF et le ministère de l'Éducation paraissent encore hésiter sur la bonne période : à partir du lycée à bac - 2, comme le suggère M. Bayrou ; après le bac et jusqu'au troisième cycle (bac + 5), selon M. Gandois. Pour ce dernier, une période de neuf mois est nécessaire pour que l'étudiant puisse découvrir l'entreprise et être opérationnel. Ce délai équivaut, en fait, à allonger les études d'une année.

Dans cette hypothèse, il resterait à régler la question du statut de l'étudiant, la prise en charge sociale, les droits d'inscription et l'attribution des bourses. Dans l'entourage du ministre de l'Éducation, on reconnaît que cette opération représenterait un coût pour l'État qui n'a pas été évalué. Cette

période de neuf mois cadre mal, enfin, avec la nouvelle organisation des études en semestres que M. Bayrou a incluse dans sa réforme de l'université.

« Il ne faudrait pas donner l'impression que l'on redécouvre la fonctionnement de la roue », Jean-Pierre Finance, président de l'université scientifique Nancy-1 et membre du bureau de la conférence des présidents d'université, ne cache pas un certain scepticisme. Selon lui, les établissements n'ont pas attendu le CNPF pour développer les formations en alternance ou par apprentissage. Un

étudiant sur trois, soit au total entre 500 000 et 600 000, bénéficierait de stages de trois à six mois dans les formations « professionnalisantes » des IUT, des licences et maîtrises de sciences et techniques ou de gestion, sans oublier les études juridiques, médicales, la préparation aux carrières de l'enseignement ou encore dans les diplômes d'études spécialisées (DESS) à bac plus cinq. « La difficulté est en fait de trouver des entreprises, notamment des PME-PMI, capables d'accueillir des étudiants de niveau bac plus deux et au-delà dans de bonnes conditions d'encadrement », relève Bernard Blicher, ancien président de l'université de Saint-Etienne.

Favorables sur le principe, les syndicats d'étudiants restent réservés sur la forme. « Les stages sont indispensables, et nous les réclamons pour tous les étudiants et toutes les formations de l'université. Nous avons d'ailleurs rédigé une charte qui n'a pas trouvé d'écho », soulignait récemment Pierre Amisshahli, président de l'UNEF-ID, dans un entretien à Libération. Lui aussi demande des garanties contre les « stages cafés ou photocopies », sans réel intérêt.

Soucieux de prévenir ces critiques, le CNPF prend soin de préciser que le « stage diplômant » s'adresse en priorité à des étudiants volontaires, inscrits dans des filières générales aux débouchés incertains comme les lettres, les sciences humaines et sociales, ainsi qu'à des jeunes en échec, à la recherche d'une réorientation.

Ces questions devraient être évoquées lors d'une réunion interministérielle prévue le 3 janvier. Avant de lancer son opération « coup de poing » de cinq mille stages dès le printemps, le CNPF devra s'assurer de l'accord des intéressés et de leurs représentants.

Michel Delberghe

La France « lanterne rouge » du chômage des jeunes

Selon la quatrième édition de *Regards sur l'éducation*, une étude de l'OCDE, la France, à égalité avec l'Espagne, a le plus fort taux de chômage (40 %) de jeunes de vingt à vingt-quatre ans dont le niveau d'études est inférieur au deuxième cycle du secondaire. Lors du sommet sur l'emploi des jeunes, en juin 1996, Alain Juppé avait rappelé son objectif qu'« aucun jeune à la sortie de ses études ne se trouve sans solution d'aide, d'orientation, d'insertion ou d'embauche ».

La France compte 8 millions de jeunes de seize à vingt-cinq ans, dont un peu plus de 600 000 sont inscrits à l'ANPE, soit 8 % de cette classe d'âge et 19,8 % des demandeurs d'emploi. Selon les statistiques du ministère du travail, au mois d'octobre, 290 000 hommes de moins de vingt-cinq ans étaient sans emploi, soit un recul par rapport au mois précédent (-1,3 %), mais une progression de 7,5 % sur un an. Avec 330 000 inscrites à l'ANPE, les jeunes femmes demeurent plus touchées que les hommes, mais le chômage des femmes de moins de vingt-cinq ans n'a progressé que de 3,4 % sur un an.

Didier Pineau-Valencienne, président de la commission sociale du CNPF

« L'objectif est de réduire de 100 000 le nombre des 700 000 jeunes chômeurs »

« Pourquoi avez-vous accepté de devenir vice-président du CNPF et d'assumer la responsabilité de la commission sociale ?

— Le grand échec de l'ère Mitterrand est qu'en quatorze ans le taux de chômage a considérablement augmenté. Faut-il le taux de chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans est le double de la moyenne nationale. On ne peut contester que, de 1981 à 1995, on a enregistré 4 % d'accès supplémentaires, mais 37 % de jeunes de moins au travail. C'est minable !

— Au président du CNPF, Jean Gandois, qui me demandait ce que je pensais de certaines pleuricheries patronales sur les charges sociales, j'ai répondu que nos entreprises ne sont certes pas dans des conditions optimales, mais que nous devons commencer à faire bouger les choses.

— Est-ce à dire que vous voulez généraliser l'expérience des stages que votre entreprise a offerts depuis 1993 à 2 800 jeunes ?

— Schneider a besoin chaque année de quatre à six cents jeunes de tous les niveaux. Pour lutter contre le chômage, nous avons décidé d'en accueillir sur trois ans deux

fois et demi, plus que nécessaire. Après signature d'une convention avec le premier ministre de l'époque, Édouard Balladur, et en partenariat avec l'éducation nationale et l'ANPE, nous avons accueilli le sous contrat d'apprentissage ou de qualification aussi bien le mar-



Didier PINEAU-VALENCIENNE

ginal exclu du système scolaire que le bachelier désireux de devenir ingénieur.

— Avec le concours de tuteurs — un par jeune —, ils ont reçu une formation en alternance d'une vingtaine de mois, qui leur a permis de préparer des diplômes de

l'éducation nationale. L'opération nous a coûté — en moyenne — 40 000 francs par stagiaire, et 72 % de ces jeunes de seize à vingt-cinq ans ont été reçus à leur examen. Je viens de participer à la remise de cinq diplômes d'ingénieur à Rouen. Nous avons rempli à peu près notre objectif d'embaucher la moitié de ces diplômés. Nous avons énormément de mal à tenir notre engagement moral de trouver du travail à l'extérieur pour l'autre moitié. Je ne serai satisfait que lorsque 100 % de nos nouveaux diplômés auront un travail.

— En quoi consisteront les stages qualifiants que vous proposez sous l'égide du CNPF et en partenariat avec l'éducation nationale ?

— Je constate que bien des diplômés constatent la désespérance parce que l'absence de sélection universitaire les incite à faire cinq ans d'études pour rien. Ma fille étudie l'histoire de l'art, discipline dans laquelle peut-être un étudiant sur cinquante trouve du travail. Il faut les sortir de ces ghettos.

— Pourquoi ne pas organiser un stage de neuf mois en entreprise, qui serait validé par l'éducation na-

tionale ? L'article S-4-2 de la loi quinquennale pour l'emploi ne prévoit-elle pas que tout jeune a droit à un passage en entreprise ? Cela permettrait, par exemple, à un diplômé de psychologie d'acquiescer une unité de valeur et d'obtenir un diplôme de gestion qui servirait à lui et à nous.

— La discussion se poursuit avec les ministères de l'éducation nationale et du travail pour savoir s'il conviendrait de recruter ces jeunes à bac moins deux ou au-dessus du baccalauréat. J'étais partisan de la première solution, mais certains redoutent qu'elle ne nuise à l'apprentissage. Ces stages — volontaires — seraient effectués sous statut scolaire et universitaire dans le cadre du cursus.

— Le projet du stagiaire serait accepté par l'entreprise et par l'éducation nationale, puis sanctionné par un jury mixte, avec l'octroi d'une unité de valeur motivante. Le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, aimerait qu'elle donne des points pour le bac ou qu'elle dispense de certaines épreuves du brevet de technicien supérieur. Les jeunes connaîtront les entreprises, et

celles-ci apprendront à connaître les jeunes. Les stagiaires percevront une indemnité comprise entre 1 000 et 1 500 francs puisqu'ils ne sont pas directement utiles à l'entreprise et qu'ils mobilisent un tuteur.

— Nous aimerions lancer une opération « Coup de poing » avec le concours d'une dizaine de bonnes volontés parmi lesquelles MM. Meesler (Générale des eaux), Bédar (AXA), Riboud (Danone) ou Lachman (Strafor-Facom). Dès février, il faudrait créer un effet boule de neige en proposant cinq mille stages, sans attendre le lancement officiel à la rentrée de septembre 1997.

— J'ai reçu une vingtaine de lettres de patrons de PME me disant qu'ils sont prêts à prendre un stagiaire. Si l'on arrivait à réduire de 100 000 le nombre des 700 000 jeunes chômeurs, notre objectif serait atteint. Je voudrais même que ce stock baisse de moitié, mais nous n'y parviendrons pas sans retour de la croissance.

— Quelles sont vos priorités à la commission sociale du CNPF ?

— Je suis à la commission sociale pour m'occuper de ces 700 000

jeunes chômeurs. Les problèmes techniques des retraites, de l'Agac, de l'Unedic, etc., ne sont pas ma tasse de thé. Je suivrai ces dossiers, mais pas forcément à la table des négociations. Jean Gandois, qui peut compter sur ma fidélité, continuera à s'occuper en priorité du social. Si je ne suis pas d'accord avec lui, je le lui dirai.

— Ainsi je ne partage pas complètement son avis sur la loi Robien. Certes, elle a bloqué les discussions sur le temps de travail et peut tourner au drame budgétaire dans sept ans, mais elle offre des possibilités.

— Estimez-vous, comme Jacques Chirac, que le patronat et les syndicats soient trop conservateurs ?

— Tout à fait. La France n'est pas sortie de la lutte des classes. Depuis 1981 et l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir, celle-ci s'est atténuée, mais nos syndicats y demeurent attachés. Notre pays s'accroche à ses privilèges passés. Quand je pense que les retraités descendent dans la rue alors que ce sont les jeunes qui vivent mal !

Propos recueillis par Alain Fautjas

Les socialistes girondins ne veulent pas laisser une circonscription à M. Mamère

BORDEAUX

La fédération socialiste de Gironde accepte mal les consignes nationales pour la préparation des législatives. Le choix des circonscriptions réservées à des candidats féminines ne lui convient pas plus que la perspective de laisser quelques places à des alliés. Les enjeux, pour elle, sont très importants : en 1993, elle a perdu six sièges de députés et elle espère bien en récupérer lors des prochaines législatives.

Aujourd'hui, seules deux circonscriptions sont tenues par des élus socialistes : celle de Pierre Garmendia et celle de Pierre Ducout. La reconquête, selon les instances fédérales, ne devrait pas poser trop de problèmes pour les candidats à présenter dans la circonscription dont Claude Barande était l'élu (la troisième), dans celle de Pierre Gar-

mendia (la quatrième) et dans celle de Jacques Chaban-Delmas (la deuxième).

Il ne fait aucun doute qu'Alain Juppé voudra prendre la succession législative de son prédécesseur à la mairie de Bordeaux. Pour ce combat symbolique, les instances nationales du PS voulaient faire porter leurs couleurs par une femme.

Pour les socialistes girondins, c'était une erreur, car il leur paraît impossible de trouver dans le personnel politique local une candidate de taille pour un tel challenge. « On ne veut pas être accusé de dérobade face à Juppé », plaide Alain Anziani, premier secrétaire, fabusien, de la fédération. Les Girondins ont donc obtenu du conseil national de revenir à une proposition antérieure : réserver la quatrième circonscription à une femme.

Un homme pourrait tenir tête au maire de Bordeaux ; Gilles Savary, légitime en tant que chef de file du PS à la mairie, lors des municipales de 1995, mais évincé en 1993 des lé-

gislatives au profit du radical François Tourmeir. Mais, en fait, Gilles Savary hésite entre la deuxième circonscription et la troisième (Bordeaux, Bègles, Villeneuve-d'Ornon, Talence). « Une circonscription de reconquête pour renforcer mon poids politique face à Juppé », dit-il. Mais celle-ci est également convoitée par Noël Mamère, maire de Bègles, président fondateur de Convergences écologie solidarité et député européen élu sur la liste de Bernard Tapie. Sa candidature lui paraît légitime en tant que seul maire de gauche de la circonscription.

SOUTIEN PARISIEN

La fédération départementale du PS ne veut pas en entendre parler, et elle a voté une motion annonçant qu'elle ne soutiendrait qu'un candidat socialiste. Les socialistes girondins reprochent notamment à Noël Mamère sa versatilité politique et son carriérisme. Ils redoutent aussi que le PC ne les soutienne pas s'ils ne s'engagent pas contre celui qui leur a ravi la mairie

de Bègles en 1995. Pourtant, Noël Mamère semble serein, fort du soutien de Paris et renforcé par la fusion annoncée de son mouvement avec les Verts. Il s'engage aussi, en retour d'une alliance législative, à voter pour un président socialiste aux élections régionales.

La situation n'est pas plus simple dans la quatrième circonscription, sur la rive droite de Bordeaux, bastion socialiste. La fédération du PS voulait y présenter une femme, sûrement Françoise Cartron, maire d'Artigues-près-Bordeaux. Mais le député sortant, Pierre Garmendia, n'entendait pas abandonner son siège. Il l'a fait savoir en novembre à Paris. Finalement à la mi-décembre, il a annoncé le retrait de sa candidature. Lionel Jospin et la fédération auraient-ils gagné leur pari de présenter une femme dans une circonscription a priori acquise ? Mais, Pierre Garmendia ne veut céder sa place qu'à son suppléant Jean-Pierre Soubie, maire de Tresses, un fabusien comme lui. (Intérim.)

Le préfet du Var juge illégales

des décisions de la mairie de Toulon

JEAN-MARIE LE CHEVALLIER, maire (FN) de Toulon, se heurte au contrôle de légalité exercé par le préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, au sujet des conditions dans lesquelles la mairie avait repris en régie directe, fin novembre, l'organisation de la fête du livre. L'élu d'extrême droite ayant jugé « inopportun » l'hommage qui devait être rendu à Marek Halter lors de cette fête, la société Acte Public Communication, organisatrice depuis 1991, lui avait fait savoir, le 14 novembre, qu'elle n'était plus en mesure de remplir sa mission. M. Le Chevallier avait invoqué alors l'urgence pour faire voter par le conseil municipal, le 22 novembre, la reprise en régie directe de l'organisation de la fête après la résiliation, la veille, du marché passé avec Acte Public Communication. Le conseil municipal avait donné délégation au maire pour prendre toute décision concernant les marchés pouvant être passés, sous forme négociée, à hauteur de 1,3 million de francs. M. Marchiani, alerté par Robert Gaia, conseiller municipal (PS), estime, dans un courrier adressé à M. Le Chevallier, que ces marchés étant conclus sans mise en concurrence les délibérations du conseil sont illégales et doivent être annulées. (Corresp.)

DÉPÊCHE

■ MESSE DE NOËL : Jacques Chirac et son épouse ont assisté, mardi 24 décembre, à la messe de minuit dite en l'église d'Eugénie-les-Bains (Landes), où le président de la République prend plusieurs jours de repos à l'occasion des fêtes.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 27 DÉCEMBRE 1996

SANTÉ Selon une étude réalisée par l'Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance, une nouvelle épidémie est en train de se développer chez les toxicomanes utilisant la voie veineuse : l'hépatite C. Effectuée auprès d'un échantillon de 1 703 usagers de drogue, cette enquête constate, en 1995, une séroprévalence de 48 %

pour cette maladie. ● **SUR 100 INFECTIONS** par le virus, on considère que 50 évoluent vers l'hépatite chronique, 20 vers une cirrhose hépatique et 5 vers un cancer du foie.

Après vingt ou trente ans, la mortalité serait comprise entre 5 % et 20 %. ● **LA COMMISSION TOXICOMANIE** d'Act Up-Paris et certains spécialistes s'élèvent contre le

« tout-Subutex », un médicament de substitution à l'héroïne. Ils considèrent que ce traitement, suivi par vingt-cinq mille toxicomanes, « ne convient pas à tous les patients ».

La moitié des toxicomanes seraient contaminés par l'hépatite C

Selon une étude, cette nouvelle épidémie est liée non au partage des seringues, qui régresse grâce aux politiques de prévention contre le VIH, mais à celui du matériel nécessaire à la préparation de l'injection – produit, cuillère, coton, citron et eau – et à sa réutilisation

UNE NOUVELLE ÉPIDÉMIE se développe chez les toxicomanes utilisant la voie veineuse : l'hépatite C. La troisième et dernière étude sur « les attitudes et les pratiques des usagers de drogues confrontés aux risques de contamination par le VIH et les virus des hépatites B et C », réalisée par l'Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance (IREP), financée par l'Agence nationale de recherches sur le sida et la direction générale de la santé, révèle l'ampleur du phénomène. Les chercheurs estiment que la fréquence des contaminations par ce virus conduit à s'interroger sur « les limites et les faiblesses des politiques de prévention mises en place pour le sida dans ce groupe ».

Effectuée auprès d'un échantillon de 1 703 toxicomanes recrutés pour moitié dans la rue et pour moitié dans des centres d'accueil et de soins à Lille, Marseille, Metz, Paris et en banlieue parisienne, cette enquête, constatée, en 1995, une séroprévalence chez les toxicomanes de 48 % pour l'hépatite C et de 23 % pour l'hépatite B. Pour le sida, la baisse des contaminations observée ces dernières années se confirme : en 1995, elle s'établit à 20 %, contre 40 % en 1987 et 34 % en 1990. 6 % des personnes interrogées sont séropositives aux trois virus.

Le virus de l'hépatite virale de type C (VHC), identifié en 1989, toucherait entre 500 000 et 600 000 personnes en France. L'infection aiguë est le plus souvent inapparente et le symptôme le plus habituel est l'asthénie. Sur 100 infec-

tions par le VHC, on considère que 50 évoluent vers l'hépatite chronique, 20 vers une cirrhose hépatique et 5 vers un cancer du foie. Après vingt ou trente ans, la mortalité serait comprise entre 5 % et 20 % des cas. Le seul traitement disponible, l'interféron de type alpha, se révèle d'une efficacité relative. Il s'accompagne de nombreux effets secondaires et son coût est prohibitif : 15 000 francs la cure de six mois.

La majorité des toxicomanes rencontrés déclarent avoir subi des tests de dépistage, aussi bien pour les hépatites B et C (72 %) que pour le sida (82 %). « La proportion considérable de sujets contaminés par le VHC est quasiment identique dans tous les sites », précisent les chercheurs. Elle évolue en effet dans une fourchette

qui va de 42 % à Lille à 37 % à Marseille et touche davantage de femmes (51 %) que d'hommes (45 %). Les variations de l'épidémie de sida sont nettement plus marquées : elle passe de 5 % à Lille à 25 % à Paris, 26 % en banlieue parisienne et 36 % à Marseille. Parmi les personnes contaminées à la fois par le VIH et le VHC, 55 % disent bénéficier d'un suivi médical régulier (65 % à l'hôpital et 35 % par un médecin généraliste).

L'étude insiste sur le « manque d'informations au sujet des hépatites » et constate qu'une grande partie (57 %) des toxicomanes sont informés par la radio et la télévision. « Bien des usagers ne connaissent pas l'existence des différentes formes d'hépatites confondant hépatites B et C, ignorent l'existence d'un vaccin pour l'hépatite B, ne

sont pas au courant des modes de contamination, méconnaissent la gravité de l'hépatite C », explique l'IREP. Cela les amène à « ne pas tenir compte de ce risque infectieux, tout particulièrement quand ils se trouvent en situation de partager le matériel d'injection avec un autre usager ».

Les auteurs de l'étude. Elles ont pu se focaliser sur le seul problème de la disponibilité des seringues. Ce faisant, elles ont négligé de s'interroger sur la question du devenir des seringues mises à disposition, sur les pratiques de réutilisation de ces seringues et, plus globalement, sur l'impact d'une pédagogie préventive

« La priorité quasi exclusive donnée au sida a laissé le champ libre aux autres virus »

La diffusion en milieu carcéral

Dans un rapport consacré à la santé en milieu carcéral, remis, au mois de novembre, au garde des sceaux, Jacques Toubon, le professeur Marc Gentilini soulignait le problème majeur que représente la diffusion du virus de l'hépatite C en milieu carcéral, notamment chez les détenus toxicomanes, que ces derniers soient ou non infectés par le VIH. Le virus de l'hépatite C se transmet par voie sanguine mais les autres modes de contamination sont mal connus. Le travail de l'IREP qui permet de mesurer les changements de comportements intervenus depuis la mise en vente libre des seringues, en 1987, risque une hypothèse sur l'expansion du VHC. « L'abandon progressif du « partage des seringues » aurait constitué un obstacle à la diffusion du VIH, tandis que le maintien des pratiques de réutilisation aurait suffi à permettre les contaminations VHC via l'eau et le partage du reste du matériel d'injection. » Les toxicomanes ont en effet appris à ne plus prêter leur seringue mais ils continuent à la réutiliser dans 75 % des cas. Le produit, la cuillère, le coton, le citron et l'eau utilisés lors de la préparation d'une injection sont quant à eux largement partagés (54 % à 70 %).

Le virus de l'hépatite C se transmet par voie sanguine mais les autres modes de contamination sont mal connus. Le travail de l'IREP qui permet de mesurer les changements de comportements intervenus depuis la mise en vente libre des seringues, en 1987, risque une hypothèse sur l'expansion du VHC. « L'abandon progressif du « partage des seringues » aurait constitué un obstacle à la diffusion du VIH, tandis que le maintien des pratiques de réutilisation aurait suffi à permettre les contaminations VHC via l'eau et le partage du reste du matériel d'injection. » Les toxicomanes ont en effet appris à ne plus prêter leur seringue mais ils continuent à la réutiliser dans 75 % des cas. Le produit, la cuillère, le coton, le citron et l'eau utilisés lors de la préparation d'une injection sont quant à eux largement partagés (54 % à 70 %).

Selon l'IREP, ces pratiques induisent un mode de contamination « indirect », intervenant « sans partage de la seringue mais dans le contexte de sa réutilisation et de partage du matériel d'injection ». « Il devient nécessaire de questionner les logiques des interventions préventives, concluent les

Souhaitant que des études épidémiologiques soient développées sur ce thème, le professeur Gentilini demandait au gouvernement qu'un dépistage soit systématiquement proposé à chaque entrant, ce qui devrait être prochainement le cas. Il avait d'autre part rappelé l'importance du respect des règles de l'asepsie et de la stérilisation des matériels médicaux, en particulier ceux utilisés lors des soins dentaires.

fondée exclusivement sur l'exploration de ces pratiques. » Selon l'Institut, « la priorité quasi exclusive donnée au sida en tant que maladie infectieuse a laissé le champ libre aux autres virus, à commencer par ceux de l'hépatite ».

Laurence Folléa

Des spécialistes dénoncent le « tout-Subutex »

APRÈS la publication par le laboratoire Schering-Plough d'un premier bilan de l'utilisation du Subutex comme traitement de substitution chez les héroïnomanes (Le Monde du 6 décembre), la commission toxicomanie d'Act Up-Paris et certains spécialistes s'élèvent contre le « tout-Subutex ». Dans un communiqué diffusé vendredi 20 décembre, les signataires, dont le docteur William Lowenstein (hôpital Laennec, Paris) et l'équipe de médecine générale du Centre Mar-mottan, considèrent que ce médicament, mis sur le marché en mars, « n'est pas adapté au plus grand nombre ».

25 000 patients suivent un tel traitement en médecine de ville, tandis que 4 000 toxicomanes bénéficient d'une prescription de méthadone, un autre substitut à l'héroïne dont la première ordonnance ne peut être délivrée que par un centre agréé. Ces deux produits font aujourd'hui partie de la politique dite de « réduction des risques » (sanitaires et sociaux) chez les toxicomanes. La contamination par le virus du sida semble marquer le pas dans cette population (environ 20 % de séropositifs en 1995), mais la transmission du virus de l'hépatite C prend, en revanche, un aspect épidémique.

Estimant que le Subutex « ne convient pas à tous les patients » et qu'il « entraîne souvent chez

les patients une polytoxicomanie (alcool, benzodiazépines), parce qu'ils continuent à rechercher un état d'ivresse », les experts assurent, pour ces derniers, que « la méthadone ou le sulfate de morphine pourraient être de meilleures indications ». Ils citent à cet égard le Moscovitch et le Skennan, deux dérivés morphiniques qui concerneraient 3 000 personnes à l'heure actuelle. Dans son protocole de mars 1995, la direction générale de la santé avait choisi de ne pas retenir ces deux médicaments dans l'arsenal de la substitution, moyennant une période transitoire qui courrait jusqu'au 1^{er} janvier 1996.

« DÉRIVES DU SYSTÈME »

« 10 % ou 15 % de toxicomanes substitués, c'est trop peu », commentent ces experts, qui refusent cependant l'idée d'un traitement standard en matière de substitution. Dénonçant l'enquête du laboratoire Schering-Plough, ils jugent, dix mois après l'autorisation de mise sur le marché du Subutex, que le délai est « très court pour une évaluation qualitative de résultats » et qu'« une évaluation de ce type aurait dû être financée et conduite par l'Etat ».

Selon eux, « il semble donc que le gouvernement ait laissé toute liberté à un laboratoire pour "régler" le problème de la substitution en France », in-

voquant les distorsions dans la prise en charge des traitements par la Sécurité sociale (méthadone remboursée à 100 %, Subutex à 65 %) comme « début d'explication » à ce désengagement de l'Etat. Ils protestent également contre l'enquête de Schering-Plough chez les pharmaciens. Les signataires citent à cet égard les propos de Jean Parrot, président du conseil national de l'ordre des pharmaciens, qui relayait, dans Les Nouvelles pharmaceutiques du 10 octobre, les inquiétudes de ses confrères sur les « dérives du système » et le « nomadisme médical et pharmaceutique » des toxicomanes.

« Serions-nous en train de remplacer la désastreuse politique minimaliste du tout-sevrage et tout-abstinence par celle du tout-Subutex ? », demandent finalement les auteurs du communiqué, qui affirment que « le cabinet du médecin généraliste ne permet sans doute pas de toucher les plus marginalisés des usagers de drogues ». Ils plaident ainsi en faveur d'« un élargissement de la palette de substitutions à l'ensemble des opiacés (codéinés, sulfates de morphine) avec des galéniques adaptées, injectables et non injectables » et pour « une substitution ambulatoire sur le modèle des cars d'échange de seringues ».

L. F.

L'assassinat de Sophie Toscan du Plantier demeure mystérieux

LONDRES de notre correspondant

Le mystère demeure entier sur les circonstances de l'assassinat, en début de semaine, dans le comté de Cork (sud de l'Irlande), de Sophie Toscan du Plantier, épouse du distributeur de films français Daniel Toscan du Plantier. Le crime est en effet dépourvu de mobile apparent.

Le cadavre de Sophie Toscan du Plantier, trente-huit ans, a été retrouvé, lundi 23 décembre à 10 h 30, à une cinquantaine de mètres de sa maison, par un voisin, un retraité irlandais, qui se promenait. L'épouse de l'ancien producteur était arrivée le vendredi dans la péninsule de Mizen Head, l'endroit le plus méridional de la république, un village isolé en hameaux isolés, face à l'océan, où le couple avait acheté une ancienne ferme il y a cinq ans. Selon un rapport préliminaire d'autopsie pratiqué le lendemain de la découverte du cadavre, la victime, qui était vêtue d'une sorte de pyjama-serviette de couleur blanche, « a été tuée de multiples coups à la tête par un objet contondant ».

« Il s'agit d'un homicide sauvage et brutal, particulièrement horrible. Nous ne négligeons aucune piste pour retrouver l'auteur de ce crime. » Comme l'a déclaré le superintendant Noel Smith, de la police de Dublin, les enquêteurs s'interrogent sur le mobile de l'assassinat perpétré dans ce village paisible et isolé. Selon les premiers éléments de l'enquête, M^{me} du Plantier, personnalité du milieu du cinéma et de la télévision, n'aurait pas subi de violences sexuelles avant d'être tuée, mais les résultats définitifs des tests scientifiques ne seront pas connus avant le 15 janvier.

Ce décès est entouré de bien des mystères. La porte de la maison, nichée tout au bout d'un chemin, était fermée à clef. Aucune trace d'effraction n'a été décelée, rien n'a été volé. A en croire les premiers éléments de l'enquête, la Française aurait pu fuir son agresseur, comme l'atteste la présence du corps à une cinquantaine de mètres de sa demeure. Sophie Toscan du Plantier aurait pu rencontrer son meurtrier près de sa voiture grise de location, garée à proximité de la maison. Elle a pu également lui ouvrir la porte. Selon l'*Evening Echo*, le quotidien de Cork, la victime aurait même pu connaître son assassin.

D'après des amis de la défunte, la troisième femme du président

d'Unifrance Film se reposait dans cette région, réputée pour sa beauté et, surtout, sa tranquillité. Les paysages de la côte sud irlandaise ont en effet toutes les qualités requises pour faire de superbes cartes postales. Le dépaysement est total ; l'anonymat assuré. Pour trouver la maison blanche des du Plantier, ni trop grande ni trop belle, il fallait vraiment la chercher. Le bameau comprend deux autres habitations, l'une occupée par un couple de retraités dont le mari a fait la découverte macabre, l'autre dont les propriétaires anglais étaient absents au moment des faits.

Charmante, attentionnée, Sophie Toscan du Plantier, quand elle se promenait, adressait toujours

un salut aux autochtones. Comme bon nombre d'étrangers vivant dans la campagne de l'Elre, elle cultivait une discrétion confinant à l'effacement. « Je la connaissais comme cliente. Je l'ai servie il y a quelques jours. Nous sommes tous traumatisés par ce drame », a souligné l'épicier du bourg. D'après les témoignages, la victime venait la plupart du temps seule à Mizen Head, parfois avec son fils, issu d'un premier mariage et âgé de quinze ans. Cette passionnée de cinéma et d'art primitif africain avait fait savoir à la gardienne de sa maison qu'elle comptait rentrer en France le 24 décembre pour y passer le réveillon.

Marc Roche

Quatre adolescents périssent carbonisés dans une cave de Revin

LE SOIR DE NOËL, vers 19 heures, quatre adolescents âgés de quinze ans ont été découverts carbonisés dans une cave d'un immeuble HLM de Revin (Ardennes). Les corps ont été identifiés dans l'après-midi du mercredi 25 décembre, grâce, notamment, à l'intervention des dentistes des enfants, qui avaient été portés disparus. L'enquête a été confiée à la brigade de recherche du groupement de gendarmerie de Charleville-Mézières, assistée par un expert en incendie. Une autopsie sera pratiquée vendredi à l'Institut médico-légal de Strasbourg afin d'établir les causes exactes des décès. « On peut déjà dire qu'il s'agit d'un accident mais il reste à expliquer comment cela s'est passé », indique le lieutenant-colonel Hugot.

Selon les premières constatations, il semble que les jeunes aient été endormis par une substance toxique, sans doute du chloroforme, mais rien ne l'atteste formellement. Le feu aurait pris sa source, de façon encore inexpliquée, sur un divan installé dans cette cave de 12 mètres carrés fermée de l'intérieur par une chaîne et un cadenas. Parmi les débris, les secours n'ont retrouvé que des pneus de voitures calcinés ainsi que trois carcasses de vélo.

« Nous sommes plongés dans un sentiment de colère et de gémissements », raconte Sylvestre Carvalho, responsable du foyer d'animation sociale de la cité. « En colère contre une société qui laisse traîner toute une frange de la population en marge de la vie, du travail et des loisirs », ajoute-t-il. Lui, ces jeunes s'étaient rendus dans cette cave comme tant d'autres, à travers les cités de France, pour s'y retrouver

« dans un lieu de vie qui leur appartient ». « C'étaient des gosses tranquilles. La mère de l'un d'eux travaille avec moi au centre », confie l'animateur.

Cette cité, classée « zone urbaine sensible », où habitent près de 3 000 personnes, connaît un chômage de plus de 20 %. Dernièrement, le conseil général a supprimé un tiers de sa subvention au centre social du quartier et les services de l'Etat vont retirer un poste d'animateur au 1^{er} janvier. Ces difficultés n'ont rien de la solidarité entre ses habitants. Une collecte va être organisée pour soutenir les familles endeuillées. Les jeunes vont être réunis au centre social afin de parler du drame et « pour ne pas ramener leur malheur », conclut M. Carvalho.

Jacques Follorou

DÉPÊCHES

■ **TABAC** : la famille d'une femme de trente-cinq ans décédée le 19 octobre d'un cancer du poulmon a assigné la Seita devant le tribunal de Béziers, mardi 24 décembre, dans le but de « l'obliger à informer le public sur les risques de dépendance et les graves dangers de ses produits ». Suzanne Berger fumait « à un rythme soutenu des Gauloises brunes depuis son enfance », a indiqué l'avocat de la famille, Francis Caballero, qui estime le préjudice subi à 1 158 499 francs.

■ **FAITS DIVERS** : Dominique Laurain, l'homme qui s'était retranché dans le palais de justice du Puy-en-Velay (Haute-Loire), mardi 24 décembre, a fait l'objet, mercredi 25 décembre, d'une mesure d'hospitalisation d'office, après avoir été examiné par des psychiatres. Il s'était enfoncé avec sa famille dans le bureau d'un juge à la suite d'un contentieux avec la caisse d'allocation familiale (Le Monde du 26 décembre).

■ **IMMIGRATION** : quatre femmes étrangères, mères d'enfants nés en France et membres du collectif de sans-papiers des Hauts-de-Seine, poursuivent depuis le 21 décembre, à Colombes, une grève de la faim afin d'obtenir leur régularisation. La préfecture des Hauts-de-Seine a indiqué que deux d'entre elles devraient être régularisées en tant que parents d'enfants français.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean-Marie Messier

A la suite de la publication, dans Le Monde du 24 décembre, d'un article intitulé « La brigade financière : une perquisition chez le président de la Compagnie générale des eaux », Jean-Marie Messier, président de la CGE, a souhaité nous apporter les précisions suivantes :

« Les allégations fantaisistes portées contre moi constituent une manipulation. Celle-ci est très préjudiciable au groupe que je préside et je regrette tout ce qui peut, de façon complaisante, lui donner une quelconque consistance. »

« La Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) est

une entité puissante et respectée, qui a porté plainte contre l'un de ses anciens dirigeants. Mon nom est utilisé injustement et à dessein dans cette affaire interne à la FNMF. Les faits finissent bien par le démontrer. J'espère que, ce jour-là, votre journal accordera une égale importance au traitement de l'information.

« Quant aux perquisitions qui ont eu lieu le 20 décembre, elles sont une étape importante vers l'établissement de la vérité que j'appelle de mes vœux, dans les délais les plus rapides. Ces mesures, aussi désagréables soient-elles, vont donc dans le bon sens.

الصحافة

DISPARITIONS

Olga Nicolis di Robilant

L'amie et la bienfaitrice d'illustres artistes

LA MARQUISE de Cadaval, Olga Nicolis di Robilant, est morte, samedi 21 décembre, à Lisbonne. Elle était âgée de quatre-vingt-seize ans.

Née à Turin d'une famille descendant de Frédéric II et de Catherine II la Grande, Olga Nicolis di Robilant a épousé en 1926 Antonio Alvares Pereira de Melo, marquis de Cadaval, dont la famille s'était exilée à Paris au XIX^e siècle. Veuve à trente-huit ans, celle que ses amis appelaient affectueusement « la Marquise » s'est vouée au mécénat de musiciens et d'intellectuels, notamment lors de la seconde guerre mondiale. « Du philosophe espagnol Ortega y Gasset à Rostropovitch, des artistes plus jeunes aux plus connus, dont nombreux fuyaient des régimes oppressifs, tous ont reçu son aide et sa compréhension », a rappelé le

président portugais Jorge Sampaio.

La marquise de Cadaval organisait chaque année un grand festival au Portugal et recevait les plus illustres artistes dans sa demeure. Arthur Rubinstein - à qui une longue amitié la lia - Igor Stravinsky, Maria Callas furent ses proches. Mais cette femme au caractère entier, qui tint tête à un groupe qui voulait, malgré son attitude irréprochable durant la dictature de Salazar, la chasser de chez elle lors de la « révolution des œillets », en 1974, aida aussi des musiciens qui auraient pu être ses petits-enfants. Au début de leurs carrières, la violoncelliste Jacqueline Du Pré, le pianiste Daniel Barenboim, Rafael Orozco, Martha Argerich et Nelson Freire - à qui revint l'honneur de jouer pour les quatre-vingt-quinze ans de « la

Marquise » - trouvèrent chez elle un toit pour se réfugier et se réunir pour de longues vacances studieuses.

Cette femme de très haute stature était réellement aimée par ceux qu'elle avait aidés ou reçus chez elle et invités à jouer quand ils n'étaient pas connus. Ils lui sont restés fidèles, et aucun, la gloire venue, n'aurait renoncé à jouer pour le public qu'elle réunissait dans ses jardins. Ce n'est pas l'argent qui les intéressait - les cachets étaient quasi symboliques -, mais la marquise de Cadaval était une personnalité dont la fréquentation marquait ceux qui la côtoyèrent, une femme dont la conduite exemplaire inspirait le respect et la dévotion.

Alain Lompech

NOMINATIONS

FONDATION DE FRANCE

Jean Dromer a été nommé président de la Fondation de France par le conseil d'administration de cet organisme. Il succède à Olivier Philip, qui présidait la Fondation depuis mars 1991, et prendra ses fonctions le 13 janvier 1997.

[Né le 2 septembre 1929 à Paris, inspecteur général des finances, Jean Dromer est actuellement président-directeur général de Financière Agache et de Louis Vuitton, et président d'honneur de l'UAF II et a été conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République (1964-1967), directeur général adjoint, puis vice-président du comité international de la BNP (1968-1979). Il fut également président de l'Association française des banques (1982-1986), président du conseil d'administration de la Compagnie financière du CIC (1986-1987), puis président de l'UAF (avril 1987-octobre 1988). Jean Dromer, qui a participé à la création de la Fondation Médécine sans frontières qu'il préside depuis 1990, siège au conseil d'administration de la Fondation de France depuis juin 1994.]

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

● Concours externe : Frédéric Aladjidi, Rainer Andiau de Cléron d'Hanssonville, Eric Barbier, Julien Bargeton, Emmanuelle Bensimon, Cécile Berthier, Guillaume Blanchot, Christophe Bonnard, Claire Bonnat, Stanislas Bouron, Amélie Casadevall, Marie Cheval, Bertrand Cozzarolo, Alain Crawford, Olivier Cuny, Eric David, Thomas Degos, Thomas Devedjian, Muriel Domenech, Virginie Dumoulin, Charles Dupont, Laurent Germain, Laure Gillet, Jérôme Gludicelli, Frédéric Gonand, Antoine Guerin, Marianne Hall, Delphine Hedary, Catherine Joly, François Lellèvre, Frédéric Lenica, Antoine Magnan, Vincent Mahé, Chantal Paul, Vincent Perrin, Mathias Pestre, Michel Richard, Armand Roffignon, Anne Savary, Pascal Schuster, Romain Serman, Patricia Sibbe, Aline Sylla, Marie-Cécile Tardien, Renaud Vedel, Céline Verot,

Cécile Vignon, Bruno Zanghellini, Hayet Zeggar.

● Concours interne : Sylvie Banon, Patrice Berge, Sylvie Bouteau, Jean-Christophe Bouvier, Isabelle Chauvet, Jacques Christien, François Davenne, Pascal Dayez-Burgeon, Elodie Degiovanni, Anne de Goutinoff, Pierre Doucet, Hervé Estampes, Vincent Florent, Philippe Gaboulet, Benoît Gauthier, Ghislain Gomar, Dominique Gontard, Denis Guillaumin, Luc Heritier, Dominique Lassus-Minvielle, Christophe Leuret, Marie-Grace Lux, Jean-Christophe Margellon, Christian Martin, Stanislas Martin, Marie-Ange Matzel, Dominique Numez, Eric Pelissou, Gilles Prieto, François Ravier, Yves Roussel, Stéphane Rouvé, Catherine Schmitt, Philippe Sire, Eric Spitz, Michel Thomas, Laure Tripiet, Jean-Luc Tronco, Jean-Christophe Truffé, Michel Vaysse.

● Troisième concours : Sylvie Bonnier, Martine Dhiver, Pierre Gaudin, Jean-Pierre Guerin, Isabelle Mikol, Olivier Myard, Claude Raynal, Alain Sigalla, Thierry Somma.

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

— M^{me} Henri Bonneau, son épouse, Noëlle, Guy et Geneviève, ses enfants, Maryse, sa belle-fille, et ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-deuxième année, du

général (c.r.) Henri BONNEAU, survenu à Paris, le 23 décembre 1996.

Les obsèques ont eu lieu à Enghien, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Robert et Marie-Claire Bonnelle, François et Solange Bonnelle, Elisabeth et Bernard Bonnelle, Marie-Claire et Roland Paszkoff, Nancy et Denis Chamussy, Jacqueline et Jean Mohler, ses enfants, ses petits-enfants, ses quatorze arrière-petits-enfants, Les familles Rousseau, Beauchamps, Le Potier, Buisse, Sohier, et font part du décès de

Madeleine BONNELLE, née ROUSSEAU, le 16 décembre 1996.

La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 19 décembre, en l'église de Pontons (Dordogne).

— M. Michel Grosset, son épouse, M. et M^{me} Bruno Derville-Grosset, M. et M^{me} Raul Grosset-Clavel, ses enfants, M. Henri Grosset, son beau-père, M^{me} Arlette Grandmaître et ses enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Grandmaître, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne GROSSET, née BLOU GRANDMAÎTRE, survenue le 22 décembre 1996, dans sa soixante-troisième année, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 28 décembre, à 11 heures, en l'église de Cailhon-sur-Saône (Nord), suivie de l'inhumation dans le cimetière de famille.

10, rue Édouard-Nortier, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Charles Miedzyrzeczki, son épouse, Alice et Alain Pichon, Claire et Jacques Miedzyrzeczki, Jean-Michel Miedzyrzeczki, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Odile Haché, son neveu, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Rose MIEDZYRZECKI, née RECHT, le 24 décembre 1996, à Toulouse.

10, boulevard Monplaisir, 31400 Toulouse.

— M^{me} Henri Bonneau, son épouse, Noëlle, Guy et Geneviève, ses enfants, Maryse, sa belle-fille, et ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-deuxième année, du

général (c.r.) Henri BONNEAU, survenu à Paris, le 23 décembre 1996.

Les obsèques ont eu lieu à Enghien, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Robert et Marie-Claire Bonnelle, François et Solange Bonnelle, Elisabeth et Bernard Bonnelle, Marie-Claire et Roland Paszkoff, Nancy et Denis Chamussy, Jacqueline et Jean Mohler, ses enfants, ses petits-enfants, ses quatorze arrière-petits-enfants, Les familles Rousseau, Beauchamps, Le Potier, Buisse, Sohier, et font part du décès de

Madeleine BONNELLE, née ROUSSEAU, le 16 décembre 1996.

La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 19 décembre, en l'église de Pontons (Dordogne).

— M. Michel Grosset, son épouse, M. et M^{me} Bruno Derville-Grosset, M. et M^{me} Raul Grosset-Clavel, ses enfants, M. Henri Grosset, son beau-père, M^{me} Arlette Grandmaître et ses enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Grandmaître, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne GROSSET, née BLOU GRANDMAÎTRE, survenue le 22 décembre 1996, dans sa soixante-troisième année, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 28 décembre, à 11 heures, en l'église de Cailhon-sur-Saône (Nord), suivie de l'inhumation dans le cimetière de famille.

10, rue Édouard-Nortier, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Charles Miedzyrzeczki, son épouse, Alice et Alain Pichon, Claire et Jacques Miedzyrzeczki, Jean-Michel Miedzyrzeczki, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Odile Haché, son neveu, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Rose MIEDZYRZECKI, née RECHT, le 24 décembre 1996, à Toulouse.

10, boulevard Monplaisir, 31400 Toulouse.

Jacques de LATTRE

nous a quittés vendredi 20 décembre, dans sa maison au milieu des siens.

De la part de Sylvie, sa femme, Marie et Thomas, ses enfants, De tous ses amis, De sa famille, Michel Bagros, son beau-père, Philippe et Hélène Bagros, Marie-Claire et Philippe Jessu, Jean-Daniel et Mireille Bagros, Yves et Sylvie Bagros, Dominique Marie, Annie Ginet, Bernadette Bonneau, ses beaux-frères et belles-sœurs, ainsi que tous leurs enfants, De la famille Polanski.

Nous voulons associer à sa disparition le souvenir de ceux qu'il aimait : ses parents,

Joseph et Frida,

déportés à Auschwitz en février 1942 et qui n'ont pas eu de tombe,

ses seconds parents,

Pierre et Madeleine,

morts en avril 1981 et septembre 1983.

Odile,

sa belle-mère, partie en mai 1991 et dont le souvenir nous accompagne.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 décembre, à 10 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, Paris-9^e.

La mise en terre aura lieu à Port-Blanc (Côtes-d'Armor) le samedi 28 décembre, à 11 heures.

Merci au professeur Andrieu, au docteur Le Meignan et à toute leur équipe pour s'être battus avec lui.

1, rue du Val-de-Grâce, 75005 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Clarisse NICOLSKY,

survenue le 23 décembre 1996.

Sa famille et ses amis lui rendront un dernier hommage le vendredi 27 décembre, à 10 h 45, au cimetière de Montmartre.

(Le Monde du 26 décembre.)

— Le président de l'université de Pau et des pays de l'Adour, La directrice du SUEE, Le doyen de l'UFR de lettres et sciences humaines, La directrice du département de FLE, Les enseignants, le personnel et les étudiants, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Jean-Noël MIRA, enseignant,

le lundi 23 décembre 1996.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Anniversaires de décès

— Il y a six ans, disparaissait

Adriana.

Alain Touraine, Mariel, Michel, Alexandra, Gabriel et Andréa, Philippe et Isabelle.

demandent de penser à celle qui fut une source de vie pour tous ceux qui ont partagé sa vie ou l'ont connue.

— A

Jacques CHOVIN

parti trop tôt, trop cruellement, le 26 décembre 1993.

Mais délivré, purifié, pardonné, aimé, tu es entré dans la lumière du Royaume, n'est-ce pas...

« Car je sais bien, moi, le foinasse [qui sourd et coule] malgré la nuit. » Saint Jean de la Croix.

— Voilà cinq ans que

Aby WIEVIOREA

nous a quittés.

Il nous manque.

Sa famille, ses amis.

Souvenirs

— Il y a trois mois, le 27 septembre 1996,

Catherine

nous quitte.

Nous pensons sans cesse à elle.

Malgré la tristesse, grâce à l'amitié de tous, nous conservons l'espérance...

Fabrice et Mélanie.

« Heureux les cœurs purs, [car ils verront Dieu.] »

Soutenances de thèse

— Jérôme Galon a soutenu le 13 décembre 1996, à l'université Paris-VII, sa thèse de doctorat en immunologie sur : « L'étude structurale et fonctionnelle des récepteurs FC Gamma de faible affinité ».

Le jury lui a décerné à l'unanimité la mention très honorable avec félicitations.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Clarisse NICOLSKY,

survenue le 23 décembre 1996.

Sa famille et ses amis lui rendront un dernier hommage le vendredi 27 décembre, à 10 h 45, au cimetière de Montmartre.

(Le Monde du 26 décembre.)

— Le président de l'université de Pau et des pays de l'Adour, La directrice du SUEE, Le doyen de l'UFR de lettres et sciences humaines, La directrice du département de FLE, Les enseignants, le personnel et les étudiants, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Jean-Noël MIRA, enseignant,

le lundi 23 décembre 1996.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Charles Miedzyrzeczki, son épouse, Alice et Alain Pichon, Claire et Jacques Miedzyrzeczki, Jean-Michel Miedzyrzeczki, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Odile Haché, son neveu, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Rose MIEDZYRZECKI, née RECHT, le 24 décembre 1996, à Toulouse.

10, boulevard Monplaisir, 31400 Toulouse.

— M^{me} Henri Bonneau, son épouse, Noëlle, Guy et Geneviève, ses enfants, Maryse, sa belle-fille, et ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-deuxième année, du

général (c.r.) Henri BONNEAU, survenu à Paris, le 23 décembre 1996.

Les obsèques ont eu lieu à Enghien, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Robert et Marie-Claire Bonnelle, François et Solange Bonnelle, Elisabeth et Bernard Bonnelle, Marie-Claire et Roland Paszkoff, Nancy et Denis Chamussy, Jacqueline et Jean Mohler, ses enfants, ses petits-enfants, ses quatorze arrière-petits-enfants, Les familles Rousseau, Beauchamps, Le Potier, Buisse, Sohier, et font part du décès de

Madeleine BONNELLE, née ROUSSEAU, le 16 décembre 1996.

La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 19 décembre, en l'église de Pontons (Dordogne).

— M. Michel Grosset, son épouse, M. et M^{me} Bruno Derville-Grosset, M. et M^{me} Raul Grosset-Clavel, ses enfants, M. Henri Grosset, son beau-père, M^{me} Arlette Grandmaître et ses enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Grandmaître, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne GROSSET, née BLOU GRANDMAÎTRE, survenue le 22 décembre 1996, dans sa soixante-troisième année, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 28 décembre, à 11 heures, en l'église de Cailhon-sur-Saône (Nord), suivie de l'inhumation dans le cimetière de famille.

10, rue Édouard-Nortier, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Manière de voir

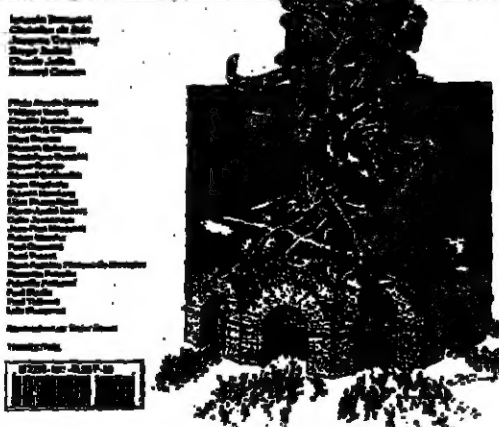
Le trimestriel édité par

LE MONDE diplomatique

Manière de voir 32

LE MONDE diplomatique

SCÉNARIOS DE LA MONDIALISATION



Débarassé du spectre du communisme, le libéralisme donne sa pleine mesure. En France, en Europe et sur le reste de la planète, s'imposent les seuls critères de la compétitivité et du profit, au prix de la déshumanisation et de la dislocation des sociétés. Mais le bourrage de crâne sur cette « seule politique possible » ne saurait empêcher les citoyens de vouloir écrire d'autres scénarios pour leur avenir.

Au sommaire :

Une logique d'oppression, par Ignacio Ramonet. — A l'Est, l'économisme contre la santé, par Marc Danzon et Priscille Poltrinal. — Comment l'ordre règne sur l'Afrique fortunée, par Marc-Antoine Pécresse de Montclos. — Faillite du système de Breton Woods, par Frédéric F. Clairmont. — Pour l'OCDE, le salaire, voilà l'ennemi, par Serge Halimi. — Une orthodoxie à bout de souffle, par Paul Ormerod. — Réviser les dogmes, par Claude Julien. — Seconde jeunesse pour les comptoirs coloniaux, par Edward Goldsmith. — Sur les chantiers de l'économie alternative, par Philippe Baqué. — Taxer les revenus financiers, par Christian de Brie. — Et si le franc retrouvait sa liberté ?, par Dominique Garabiol. — Cinq leviers pour l'emploi, par Liem Hoang-Ngoc et Pierre-André Imbert. — Une stratégie de résistance, par Juan Goytisolo. — Pour un contrat social planétaire, par Riccardo Petrella. — Les voies et les moyens du commerce équitable, par Jacques Decroix. — La régulation par des zones régionales, par Paul Sindic. — Des services publics pour le bien commun, par Sylvain Hercberg. — Une Bourse mondiale des devises, par Ruben Mendez. — L'édification d'une Europe des citoyens, par Paul Thibaud. — Et maintenant... démondialiser pour internationaliser, par Bernard Cassen, etc.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F

IMMOBILIER

VENTES

ALÉSIA-DENFERT. Lot 230 m² + 150 m² terrasses. Triple séjour + sauna + jacuzzi. 4 700 000 F. Part. 01-48-58-58-59 (lux).

VAL-DE-MARNE. UNIQUE À SAINT-MANDÉ. Une villa sur le toit. Imm. n° 11. Haut standing. 167 m² hab. + 280 m² L. vue panoramique sur Paris et bois de Vincennes. Prix : 5 900 000 F. Contacter Olivier Benin Tél. : 01-47-66-70-70

SAINT-MANDÉ. AV. ALPHAND. INVEST. À HAUT RENDEMENT. AVANTAGES FISCAUX. DE LA LOI PÉRISSOL. Studios et 2 pièces de résid. neuve standing. à partir de 1 990 000 F. Contacter Olivier Benin Tél. : 01-47-66-70-70

14^e arrond. GAITÉ. 2 appart. 65^e et 66^e ét. 35 m² 5^e et 6^e ét. possib. réunir 1 980 000 F. T. : 01-63-70-86-46.

APARTEMENTS

5^e arrond. LUTEC. 7^e et dern. ét. Ass. 65 m² abte living. 1 ch., 2 plus terr., 3 expo. Vue N-Darne. 1 900 000 F. Tél. : 01-44-07-12-09

6^e arrond. LUXEMBOURG stand. sans vie à vie, studio 35^e. VAVIN. Imm. anc. 4^e étage. 2 p. 30 m². T. : 01-43-35-19-36

ODÉON. Imm. 18^e, 4 p. en duplex 105 m² à rén., charges min., up. T. : 01-43-35-19-36

MAISONS

PONTAULT-COMBAULT (77) Part. vd maison 5 p. 90 m². 3 ch., cuis., s.-b-mang., salon, s.-de-b., wc, cellier, garage. Jardin 200 m². Prox. gare, tous commerces. Prix : 650 000 F. T. : 02-35-27-60-80 ex. 20 h 30 01-44-39-73-63 h. de bur.

A SAISIR TRÈS RARE à 60 min. Paris Sud direct. A6 Montargis sur son somptueux parc boisé de 4 HA en partie constructible avec chalets, terrasse, eau, électricité branchée. Prix total : 349 000 F. Crédit 90 % remboursable comme un loyer constant de 2 500 F/mois 02-38-85-22-22 24 h/24

LOCATIONS

OFFRES

Paris

PARIS, 8, rue de la Paix meublé, 52 m², ch., SdB, living, cuis. totalement équipée, 5^e étg, asc., 8 500 F ch. et chauff. comp. Visite gardien 8/12 h, 15 h 30/20 h. Tél. : 01-42-61-70-24

M^{me} DURCO 4^e et 2-3 p. clair et calme. Cuis. aménagée, parquet, 4 300 F + charges. Part. à part. Tél. : 01-42-17-29-53

COCHIN. M^{me} DURCO 47, rue Vanneau, 75007 Paris, rech. appts vides ou meublés. Ites surfaces pour CADRES BANQUES ET GRANDES SOCIÉTÉS Tél. : 01-42-22-98-70

SPORTS D'HIVER

Bulletins d'enneigement et météo spécial skieurs de plus de 360 stations!

3615 LEMONDE

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 27 DÉCEMBRE 1996

TOURISME La neige abondante et précoce est la bienvenue pour les stations de sports d'hiver, notamment de moyenne montagne, qui traversent depuis plusieurs années

une passe difficile. ● **POUR ÉVITER LES « FRICHES TOURISTIQUES »**, les conseils généraux des régions montagneuses ont mis sous perfusion un grand nombre de stations, fragili-

sées par un recours massif à l'emprunt pour financer des investissements en remontées mécaniques parfois jugés « inconsidérés ». ● **UN FONDS NEIGE** doit être mis en place

pour mutualiser les risques liés aux incertitudes de l'enneigement. Mais les stations les plus prospères demandent que la situation soit d'abord assainie. ● **LES GRANDES**

SOCIÉTÉS de remontées mécaniques pèsent un poids considérable, notamment en Savoie où le conseil général présidé par Michel Barnier voudrait contrebalancer leur influence.

Les stations de moyenne montagne sauvées par le retour de la neige

Plusieurs saisons peu enneigées ont plongé dans une situation critique des communes parfois surendettées ou situées à des altitudes trop basses. Les domaines « nantis » veulent que le ménage soit fait parmi leurs concurrents structurellement déficitaires, avant de mutualiser les risques liés à la météo

GRENOBLE

de notre correspondant régional
On croyait les stations de moyenne montagne moribondes après plusieurs hivers peu ou pas enneigés. Les voilà tout à coup re-rigorées, suite aux abondantes chutes de neige tombées dès le 18 novembre. Sur le plateau du Vercors (Isère), à 1 050 mètres d'altitude, la saison de ski s'est ouverte sous de biens meilleures auspices que les années précédentes. Dans cette région financièrement sinistrée depuis les hivers désespérément secs de 1989-1990 et de 1992-1993, l'arrivée précoce des flocons a recouvert les difficultés auxquelles sont confrontées la plupart des communes du plateau : l'hiver 1995, l'alerte fut encore très chaude pour Autrans, Lans-en-Vercors, Méaudre ou Villard-de-Lans. La neige fit son apparition, quelques jours avant le début des vacances de février.

En 1991, ces communes de montagne et une quarantaine d'autres situées dans les principaux massifs montagneux avaient été montrées du doigt par l'inspecteur général de l'administration, Jean-François Lort. Ce dernier, chargé d'un rapport sur la situation des stations, avait formulé une avalanche de critiques. Il dénonçait l'équipement de sites aux qualités médiocres, l'absence de véritables études économiques et financières préalables à l'aménagement de certains domaines skiables, le recours massif à l'emprunt pour financer des investissements en remontées mécaniques jugés « inconsidérés ». « Une quinzaine [de communes] s'est tellement engagée dans la spirale de l'endettement qu'elle se trouve dans une situation immédiate ou potentiellement de cessation de paiement, dont elle ne peut espérer s'en sortir sans aide extérieure », concluait le rapporteur.

SITES SOUS PERFUSION

Deux ans plus tard, une étude tout aussi alarmante remise au ministre de l'équipement, Bernard Bosson, pronostiquait la fermeture partielle ou totale de plusieurs stations, confrontées à des « difficultés structurelles », mais aussi le « désarmement » de dizaines de téléskis et de télésièges, si les conditions économiques et financières des communes les plus sinistrées s'aggravaient. Par chance, les conditions climatiques ont été plutôt favorables depuis trois ans. Mais cette écoulement dissimule des situations souvent périlleuses.

Les conseils généraux, qui ne

souhaitent pas voir se développer dans leurs montagnes des « friches touristiques », ont mis sous perfusion un grand nombre de stations. Presque tous les départements, à l'exception des Pyrénées-Orientales, ont fait prévaloir, à coups de subventions souvent massives, les impératifs d'aménagement du territoire et le maintien de la vie dans les zones de montagne, sur la logique économique.

Les départements de l'Isère et de la Savoie ont ainsi évité que ne se produisent de véritables catastrophes. Le premier, qui ne gère plus directement de sociétés de remontées mécaniques, continue toute-

fois d'aider les stations des Sept Laux, de Gresse-en-Vercors et de l'Alpe du Grand Secre, à coups de subventions et de garanties d'emprunts. La Drôme maintient en survie plusieurs sites qui drainent une clientèle locale, en injectant chaque année près de 10 millions de francs.

Le département de la Savoie, fortement impliqué dans l'exploitation de l'« or blanc », à travers les sociétés de remontées mécaniques de Courchevel, de Méribel-Mottaret et de Val Thorens, vient de sauver du désastre la commune de Valmeinier. Ouverte au début de l'hiver 1987-1988, avec

l'aval du département et à une altitude jugée « raisonnable » - 1 500 mètres -, la station a aussitôt affronté plusieurs hivers sans neige et la crise de l'immobilier de montagne, qui sévit depuis sept ans dans les Alpes et les Pyrénées. La dette de Valmeinier est aujourd'hui de 140 millions de francs, soit 387 000 francs par habitant. Pour sauver la station et « l'écosystème » économique et social qui l'entoure, le conseil général a décidé de racheter son parc de remontées mécaniques, pour une somme de 15 millions de francs. Mais il prendra aussi en charge l'aménagement d'une ZAC de

107 000 mètres carrés, dont moins d'un tiers est aujourd'hui aménagé. Enfin, l'assemblée départementale va acquiescer à 2 500 hectares de terres dans le fond de la vallée de Valmeinier, où pourrait voir le jour, à l'horizon 2030, un nouveau domaine skiable.

Située également dans la vallée de la Maurienne, la commune de Modane s'efforce à payer les dettes de sa station, Val Fréjus, construite sur un terrain peu favorable pour la pratique du ski, qu'elle a hérité d'un promoteur privé, Pierre Schmebelen. Actuellement, la dette de cette commune de 4 200 habitants, qui s'élève à 150 millions de

francs, est grevée à hauteur de 70 % par la station, laquelle emploie 150 personnes.

Plusieurs dizaines d'autres villages de moyenne altitude sont confrontés à des problèmes de même nature. Seule la commune de Jausiers (Alpes-de-Haute-Provence) - 1 069 habitants - a eu le courage de « désarmer » ses trois téléskis au début des années 90. « Il n'y a pas eu de grandes catastrophes en montagne, grâce aux multiples interventions des départements. Le retour de la neige a permis à beaucoup de stations de maintenir la tête hors de l'eau et de tenter de diversifier leurs activités hivernales. Mais la situation reste tendue. Si la neige est au rendez-vous pendant deux ou trois ans encore, presque tout le monde devrait s'en sortir. Mais il ne faudrait pas que certaines communes cèdent à l'euphorie d'une bonne saison pour relancer leurs investissements », prévient Pierre Rémy, député général de l'Association nationale des élus de montagne (ANEM).

Depuis quelques années, les maîtres des stations de moyenne altitude observent une lente remontée de la limite de la neige. Ce phénomène, même s'il n'a pas été observé cet hiver, serait dû, selon les spécialistes du climat, au réchauffement de la Terre. S'il se confirmait, il condamnerait définitivement un grand nombre de domaines skiables. Prévoyants, les élus de la station du col du Roussset, dans le Vercors, envisagent de réimplanter leurs téléskis quelques centaines de mètres plus haut pour trouver sur ces nouvelles pentes... « de la neige garantie ».

C. F.

Claude Franchillon

Les régions prospères combattent le projet de fonds de solidarité

GRENOBLE

de notre correspondant régional
Paradoxalement, l'apparition précoce, cette saison, de la neige sur les massifs montagneux risque de ralentir la laborieuse mise en place du « fonds neige ». Imaginé en 1993 après une série d'hivers secs dans les villages de moyenne altitude, ce fonds national devrait rendre plus solidaires entre elles les stations de haute et de basse altitude. Il se propose d'atténuer les conséquences des aléas climatiques pour les exploitants de remontées mécaniques et de domaines de ski nordique. Les stations installées au-dessus de 1 600 mètres disposent d'un enneigement presque garanti, alors que les villages situés en deçà de ce seuil peuvent être privés de manteau neigeux pendant une large partie de l'hiver. Les premières récupéreront alors la clientèle de leurs concurrents, moins favo-

risées. Ces « injustices climatiques » pourraient ainsi être partiellement effacées grâce à un « fonds neige ». Le prochain Conseil national de la montagne, qui se tiendra début 1997, examinera ce projet, qui consiste à faire payer les stations « nantis » grâce à un système de mutualisation.

COTISATION OBLIGATOIRE

Quelle que soit leur localisation, les sociétés de remontées mécaniques et les exploitants de domaines de ski nordique verseront une cotisation obligatoire égale à 0,5 % de leur chiffre d'affaires pour les premiers, alors que les seconds devront prélever 1 % de la redevance ski de fond. Seules les sociétés qui auront acquitté une seconde cotisation, celle-là volontaire et d'un montant sensiblement inférieur, pourront bénéficier des aides du fonds en cas de

difficultés passagères. L'Association des élus de montagne (ANEM) et le Syndicat national des téléphériques de France (SNTF) réclament la participation de l'Etat à ce fonds. L'argent collecté, environ 20 millions de francs par an, servira à rembourser les frais financiers engagés par les stations de remontées mécaniques confrontées à une insuffisance d'enneigement ou à des perturbations de l'exploitation, consécutives à un excès de chutes de neige. Si ce système voit le jour, communes et départements de montagne seront invités à déduire des redevances qu'elles perçoivent des sociétés de téléskis, au titre de la loi montagne - 3 % de leur chiffre d'affaires pour les premiers, 2 % pour les seconds - les sommes versées au « fonds neige ».

Cette nouvelle « taxe » est combattue par les stations les plus

prospères, principalement celles de la Tarentaise (Savoie), qui ont pourtant largement bénéficié des investissements réalisés par l'Etat pour les Jeux olympiques de 1992, organisés sur leurs pistes. Le système de péréquation envisagé est vivement critiqué par les maîtres des stations savoyardes qui estiment que le soutien conjoncturel qui sera apporté aux stations en difficulté servira d'« amortisseur pour la gestion hasardeuse de certains domaines skiables ». Ces élus craignent que ce système « encourage les stations naufragées dans leurs erreurs, qui seront prises en charge par d'autres. Il ne faut pas aller au secours de stations qui, structurellement, ne peuvent pas vivre ». « Il faut faire le ménage avant de lancer ce fonds de secours », soutiennent-ils.

C. F.

Claude Franchillon

En Savoie, l'influence grandissante des sociétés de remontées mécaniques

EN SAVOIE, les remontées mécaniques suscitent les appétits des grands groupes financiers. Certes, les collectivités locales contrôlent, par le biais de régies ou de sociétés d'économie mixte, les deux tiers des sociétés qui gèrent le parc. Mais les équipements des stations les plus fréquentées sont détenus par des « majors ». Sur les cinquante-sept sociétés de remontées mécaniques recensées dans le département, seize se partagent 80 % du chiffre d'affaires.

En tête de ce palmarès, la Société d'aménagement de La

Plagne, qui réalise plus de 240 millions de chiffre d'affaires (hors taxes). Son capital est détenu majoritairement par la Compagnie des Alpes (CDA), filiale de la Caisse des dépôts et consignation. La CDA est aussi majoritaire aux Arcs, aux Mézoures ou à Tignes (180 millions de francs de chiffre d'affaires). Elle possède aussi une minorité de blocage à Méribel-Alpina et une participation de 22 % à Val-Thorens. Parmi les grandes stations, seule Val d'Isère échappe à ce phénomène de concentration puisque la société qui exploite ses équipements (179 millions de chiffre d'affaires) est une SA dont la majorité du capital est familiale.

« POLITIQUE DE DIVIDENDE »

Dans une étude remise en début d'année au conseil général de la Savoie, l'Asadac (Agence savoyarde d'aménagement et d'aide aux collectivités locales) s'interroge de cette tendance : « On peut craindre que le plafonnement des résultats, le cloisonnement des intérêts locaux, la mise sur le marché boursier d'une partie des capitaux et la généralisation d'une gestion financière ne favorisent une politique de dividendes au détriment du développement équilibré des sites », note l'étude. Car l'économie d'une station est largement dépendante de la stratégie de développement de sa société de remontées mécaniques.

« A qui appartiendra la Savoie dans vingt-cinq ans ? », s'est plusieurs fois interrogé Michel Barnier, président (RPR) du conseil général. Pour tenter de contrer le poids grandissant du privé, le conseil général a constitué une société d'économie mixte - Savoie stations participations - dont l'objectif est d'entrer dans le capital de certaines sociétés de remontées mécaniques, afin d'exercer un droit de regard.

Les rêves de grandeur d'Orelle

CHAMBERY

de notre correspondant régional
Riche de la présence de barrages EDF qui lui reversent 12 millions de francs de taxes par an, Orelle, commune savoyarde de trois cent cinquante habitants, souhaite devenir une station de ski. Le rêve est devenu réalité en janvier, avec la mise en service d'une ligne de télécabine, longue de 5 kilomètres, construite par la société Pomalgalski. Cette remontée mécanique permet de hisser les skieurs jusqu'à Plan-Bouchet (2 350 mètres), secteur relié par télésièges, depuis 1989, aux domaines skiables de Val-Thorens et des Trois-Vallois.

La construction de cet « ascenseur » a-t-elle été entachée d'irrégularités ? Le parquet d'Albertville a en tout cas ouvert une enquête pour examiner les conditions dans

lesquelles a été traité ce marché de 64 millions de francs. Depuis l'origine, cette liaison directe entre les deux vallées de Maurienne et de Tarentaise suscite des réserves. On s'interroge notamment sur l'influence de la très puissante Société d'exploitation des téléphériques de Tarentaise-Maurienne (SETAM), propriétaire des remontées mécaniques de Val-Thorens mais également gestionnaire de la télécabine d'Orelle, financée aux trois quarts par la commune. Dans un rapport daté du 30 janvier, la chambre régionale des comptes remarque que l'opération « apparaît coûteuse en fonds publics » et que sa rentabilité est loin d'être démontrée.

Mais la commune est têtue. Le premier télésiège de Plan-Bouchet n'a plus aucune existence légale, depuis que le Conseil d'Etat a annu-

lé l'arrêté autorisant sa réalisation. Orelle a quand même obtenu, le 6 septembre, du Comité des unités touristiques nouvelles, présidé par le préfet de région, l'autorisation de lancer un nouveau programme de 74 millions de francs sur cinq ans. Les arguments des associations de protection de la nature, qui avaient attiré l'attention du Comité sur l'intérêt écologique du site - lien de passage du bouquetin - ainsi que sur les risques d'avalanches, n'ont pas pesé lourd. L'arrêté préfectoral affirme « que le dossier présenté prend en compte les risques naturels de la zone ainsi que l'intérêt du secteur en matière environnementale ». Les associations ont engagé un recours devant le tribunal administratif de Grenoble.

Philippe Révil

Marseille ne sait pas où loger ses pauvres

MARSEILLE

de notre correspondant régional
L'affaire couvait à Marseille depuis que, à son grand dam, une lettre du « maire-ministre » au préfet avait été rendue publique. Jean-Claude Gaudin annonçait dans ce courrier la suppression de 13 opérations immobilières HLM, soit plus de 700 logements, tous situés dans des arrondissements tenus par ses amis, au sud et à l'est de la ville. Cette décision a enflammé la dernière réunion du conseil municipal, pendant laquelle socialistes et communistes ont vigoureusement dénoncé ces arrêts intempestifs. Pour les premiers, le docteur Martin a dénoncé la « diabolisation des locaux HLM comme s'ils étaient atteints d'une maladie indélébile et contagieuse » avant de dire que cette décision doublait « la fracture sociale d'une fracture géographique ». Pour les seconds, Robert Bret a souligné que les HLM en question n'étaient « ni des barres ni des tours » et a accusé le maire de « dire dans les salons feutrés qu'un logement PLA [prêts locatifs aidés] construit, c'est trois voix de moins pour (nous) lors des élections ». En colère, le maire a accusé tous ses prédécesseurs d'avoir construit pendant quarante ans des cités « sans équipement, sans qualité », « ces grands ensembles qui déshumanisent nos quartiers » et a annoncé une « politique sociale du logement » nouvelle. Jean-Claude Gaudin avait commencé son intervention en faisant connaître les félicitations défilées par le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence

en matière d'hébergement des démunis, ce qui n'a qu'un lointain rapport avec la construction d'habitations PLA, en réalité destinées aux salariés disposant de ressources stables. D'ailleurs, le dernier ensemble inauguré par le maire abritera une majorité d'employés municipaux.

Passées les outrances verbales, il fallut bien répondre à la question des logements sociaux à Marseille, concentrés dans trois arrondissements sur seize ! La réponse du maire est double : revitalisation des « noyaux villageois », développement des opérations d'acquisition pour améliorer le patrimoine. Tous les intervenants, publics ou non, s'y déclarent d'ailleurs favorables. Mais ils soulignent que ces procédures sont longues, complexes et ne règlent pas forcément les problèmes de cohabitation. Et ils ajoutent que les sociétés HLM devront bien construire si l'hypothèse d'une ville retrouvant 785 000 habitants en 2001 est retenue. Pour la mairie, les sociétés HLM ont pris la mauvaise habitude de construire trop et trop grand ; elles doivent désormais réapprendre à loger les gens sans dépasser plus de cinquante logements et à utiliser le bâti existant dans les quartiers du centre. Les nombreux comités d'intérêt de quartier de la ville ont bien fait entendre leur voix. Ils sont opposés à toute implantation de HLM dans leur secteur : au sud, de crainte de voir arriver des populations démunies ; au nord, parce qu'il y en a déjà trop.

Michel Samson

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL. : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

75 Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 9 JANVIER 1997 à 14h30
APARTTEMENT à PARIS (11ème)
16, Cité Industrielle
au 1er étage, composé de 3 pièces principales
MISE A PRIX : 495.110 Frs
S'adresser à Maître Marguerite AUBRY, Avocat au Barreau de PARIS.
69, rue Lafayette - 75009 PARIS - Tél. 01.49.70.00.44
Maître Laurence GALTIER, Avocat au Barreau de PARIS.
59, boulevard Exelmans - 75781 PARIS CEDEX 16 - Tél. 01.47.43.11.63

92 Vente s/ saisie immob. au Palais de Justice de NANTERRE.
LE JEUDI 16 JANVIER 1997 à 14 HEURES
HOTEL PARTICULIER
de 9 PIÈCES PRINCIPALES
à NEUILLY SUR SEINE (92)
7, square de Chézy et 80, rue de Chézy
d'un rez-de-chaussée et de 3 étages
JARDINET et COUR sur TERRAIN de 260 m²
MISE A PRIX : 4.000.000 de Frs
S'adr. à Me Catherine DENNERY-HALPHEN, Avocat à BOULOGNE (92), 12, rue de Paris - Tél. : 01.46.05.36.94
Me Bernard MALINVAUD, Avocat à PARIS (16ème), 1 bis, place de l'Alma - Tél. : 01.47.23.02.49
VISITES : vendredi 3 janvier, mardi 7 janvier, vendredi 10 janvier et lundi 13 janvier 1997 de 12 h à 13 h.

LE FEUILLETON
DE PIERRE LEPAPE
« Le Golem
de Londres »
de Peter Ackroyd
page 10

MICHEL BUTOR
page 11

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 27 DÉCEMBRE 1996

LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
« Cosmopolitiques »
d'Isabelle Stengers
page 12

WILLIAM KENNEDY
page 14



A l'heure où les rituels de fin d'année semblent donner raison à l'humaniste Bartolomeo Sacchi - le fameux Platina - qui célébrait la table comme la plus honnête des voluptés, il n'est pas superflu de rappeler que ce rêve d'abondance est une des utopies les plus viscéralement humaines. Survivre à tous les jours est le premier besoin de l'homme. Le seul inéluctable.

Et si une histoire plusieurs fois millénaire a sculpté dans les corps et les esprits cette irrésistible attraction pour l'excessif, aujourd'hui, à l'ère de la mondialisation des fast-foods, une forme inédite de peur inverse celle, atavique, de la disette : le spectre de l'obésité relève celui de la carence, comme si l'équilibre entre la faim et la surabondance s'avérait impossible. Au terme d'un magnifique essai, le médiéviste

lorsque la mainmise commerciale dilate sans frein la sphère d'influence du Vieux Continent.

Est-ce l'histoire, sa préparation, le cérémonial qui préside à sa consommation qui distingue l'homme de l'animal ? Au risque de sacrifier à un anthropomorphisme périlleux, il est tentant de voir, avec Flandrin, dans le partage de la viande fraîchement abattue, la source des hiérarchies, la naissance de l'étiquette qui fonde la convivialité et les usages sociaux du repas. Ce qui concéderait la primauté du festin aux fauves qui précéderent l'homme. Cependant pour le banquet antique, outre la chair fraîche, indispensable, la boisson fermentée, le sel, l'huile d'olive, et l'huile sont requis. Expressions de la civilisation face à la sauvagerie du barbare, qui ne s'adonne pas à l'agriculture. Comme si l'élaboration d'un produit domestique qui « dépasse la nature » renforçait l'espace protégé du banquet, où se lit l'identité du groupe, plus culturelle que sociale. Jusqu'aux cérémoniaux médiévaux. Le recours privilégié aux



« Le Festin burlesque », de Jan Mandijn (1500-1560)

Histoire d'une « honnête volupté »

Massimo Montanari appelle de ses vœux l'an dernier « un rapport cordial et conciliant avec la nourriture (qui) reste à inventer » (1). Aujourd'hui, loin du pittoresque des histoires des aliments (2), il livre une monumentale *Histoire de l'alimentation*, codifiée par le médiéviste Jean-Louis Flandrin. Une quarantaine d'historiens, quasiment tous européens, participent à ce projet, que les deux maîtres d'œuvre ont le souci de rendre cohérent, sans jamais gommer l'originalité de chaque intervention. Voici donc les fruits de deux décennies de recherches dans un secteur tout juste détaché de l'histoire matérielle et culturelle. Ce passionnant mais difficile chantier adopte un découpage chronologique classique : l'espace de l'enquête est essentiellement européen, avec d'indispensables entorses orientales - antiques et médiévales - et une extension mondiale à l'ère contemporaine.

créoles n'a pourtant pas que des vertus : réduisant la diversité de l'alimentation, il favorise les carences qui font chuter l'espérance de vie et rend plus meurtrières les crises frumentaires. Son succès n'en est pas moins et le bief forme avec la vigne et l'olivier une triade idéologique qui impose l'image d'une frugalité simple face au faste des tables d'Orient. C'est moins à un geste d'humilité que l'expression de l'orgueil d'une primauté culturelle qui aura la vie longue. Si le symposium grec, qui célèbre la sacralité du vin, ne convient plus aux Romains, le cratère commun, symbole de règle sociale, de savoir et de technique, en un mot de « victoire sur l'instinct », annonce la communion eucharistique. Ainsi revitalisé, le modèle classique passe à l'ère médiévale, tout juste complété par l'emprunt de valeurs barbares au terme des invasions : la reconnaissance des mondes de la forêt, de la

chasse et de la pêche prolonge la voie assimilatrice de Rome, « universelle » lorsqu'elle fait place aux épices d'Asie comme au porc des Celtes.

Viande et pain. Apports sauvages et domestiques. Les fondements de l'histoire alimentaire de l'Occident sont posés, alors même que l'affirmation du christianisme garantit

Philippe-Jean Catinchi

leur stabilité. Il faut attendre le tournant de l'an Mil pour voir naître, face à une classe paysanne menacée, un modèle privilégié « citadin », monde du marché, des métiers spécialisés, de la viande fraîche, opposé au domaine de la subsistance, de la préparation domestique et de la viande salée. Une volonté de distinction aussi explicite qu'arbitraire, quand la ville ou le prince consomme du mouton, laissant au paysan le goût du porc. Pour fixer

culturellement le nouveau privilège, on invente alors les « bonnes manières » : la table confirme et rassure l'ordre établi.

Les innovations de l'ère moderne n'y changent rien ; tout au plus marquent-elles la naissance du goût contemporain, recul des épices et des saveurs acides, surtout prises des Français, et adoption des produits coloniaux : chocolat méditerranéen, thé chinois ou café africain. Les légumes ou les céréales récemment acclimatés (aubergine, maïs) participent à la grande célébration du « goût naturel » que vante Voltaire. C'est l'heure des premiers traités sur l'art culinaire, composés par d'authentiques professionnels ; tandis que l'olive, l'artichaut ou la figue, hésitent entre le statut de fruit ou de légume, que la fourchette et l'assiette plate, personnelles, mettent un terme à la promiscuité conviviale des temps anciens, qui osait rappe-

ler que la reprise démographique menace toujours plus les paysans livrés sans merci à la disette en cas d'accident climatique ? Antifasciste au XVII^e siècle, l'émotion populaire se fait désormais frumentaire. C'est, par-delà les clivages nationaux, l'un des vrais points de convergence de l'Europe alimentaire. Restait à la révolution industrielle à proposer son lot de nouveautés (depuis la naissance du restaurant dès 1765 à l'actuelle « macdonaldisation » des mœurs). Choyen critique, Flandrin sort alors de la réserve prudente de l'historien pour s'interroger sur ce « progrès » prétendument continu, qui n'épargne pas au tiers-monde le retour des famines, n'apporte une aide internationale qu'au péril des agricultures vivrières, promesses d'autres disettes, et prône enfin une obsession hygiéniste de la minceur, aux fortes connotations puritaines. Plus vif encore pour stigmatiser les revers graves (surproduction, en-

Du partage de la viande fraîche, premier signe de convivialité, à l'ère du fast-food, Massimo Montanari et Jean-Louis Flandrin dirigent une magistrale synthèse sur l'un des besoins premiers de l'homme : l'alimentation

dettement et mévente chroniques ; environnement sacrifié ; perte de la saveur alimentaire), l'historien rejoint la croisade des consommateurs révoltés par la banalisation du fado, passeport commode pour l'international. Mais ces réflexions salutaires préservent l'espérance. Si l'industrialisation de l'alimentation a permis, fût-ce au péril du goût, de consommer de tout, annulant les dictats du lieu ou de la saison, la spécificité de chaque terroir relève moins d'une fatalité contraignante que d'un choix délibéré de sauvegarde de l'identité. Un pari neuf pour une conquête nouvelle qui ressemble assez au défi du pluralisme européen, chantier sans cesse rallié, mais toujours actif. La table comme métaphore de notre appétit de singularité. Sans doute est-ce pour mieux plaider la reconnaissance du ventre que Montanari et Flandrin ne livrent qu'un index des produits, négligeant les noms propres. Un choix frustrant mais malicieux qui obligera à épouser une autre logique de consultation. Un travail décidément aussi audacieux que stimulant.

(1) *La Faim et l'Abondance. Histoire de l'alimentation en Europe*, Seuil, 1995.
(2) Dans cette veine, signalons cependant deux livres plaisants : *Mots de table, mots de bouche*, de Claudine Brécourt-Villars - qui sera, le 28 décembre à partir de 16 heures à la Librairie gourmande, 5, rue Dante, 75005 Paris -, un dictionnaire étymologique et historique du vocabulaire classique de la cuisine et de la gastronomie (Stock, 440 p., 160 F) et, plus léger, *A la table des rois. Histoires et recettes de la cuisine française de François I^{er} à Napoléon III*, de Marie-Blanche de Broglie (Le Pré aux Clercs éd., 288 p., 195 F).

HISTOIRE DE L'ALIMENTATION sous la direction de Jean-Louis Flandrin et Massimo Montanari. Fayard, 920 p., 250 F.

Stifter, de l'innocence à la déchirure

Deux nouvelles de l'écrivain autrichien sans cesse à l'affût de la cohérence du monde

DESCENDANCES (Nachkommenschaften) d'Adalbert Stifter. Traduit de l'allemand par Jean-Yves Masson, éd. Jacqueline Chambon, 152 p., 110 F.

LE CONDOR (Der Kondor) d'Adalbert Stifter. Traduit de l'allemand par Jacqueline Chambon, éd. Jacqueline Chambon, 48 p., 34 F.

Poussé à l'excès, le désir de normalité peut rendre fou. On frôle le délire à imaginer ou appeler de ses vœux un monde dans lequel tout déchirement serait réparé, où chaque contradiction aurait trouvé sa claire et simple résolution. L'œuvre de l'autrichien Adalbert Stifter se tient au bord de cet excès, en équilibre très incertain sur le fil de ce délire. Elle court sur un autre fil, temporel celui-là, reliant, au-dessus d'un abîme, les sombres

heurs du romantisme allemand et l'avènement européen des bourgeoisies tristes, mornes et grises.

Né en 1805, Adalbert Stifter, lui, ne dut pas courir beaucoup. On imagine davantage cet inspecteur de l'enseignement, posé, plein de mesure, cérémonieux peut-être, marchant d'un pas lent et attentif dans les verts pâturages des monts de Bohême, souriant comme un notable dans les salons

de l'aristocratie viennoise.

de la Vienne des Habsbourg où méditant dans les forêts de la Moldau. Sa prose d'ombre et de lumière fut louée par Nietzsche et moquée par Hebbel, qui estimait que seuls Adam et Eve étaient assez innocents pour la lire avec profit. Il fut également un bon peintre, paysagiste évidemment. Puis, un jour de 1868, il se trancha la gorge avec son rasoir.

« De même que, dans la nature, les lois universelles agissent silencieusement et sans discontinuer, de même la loi morale agit silencieusement dans les âmes, imprimant sa

marque à l'incessant commerce entre les hommes, et tels hauts faits qui suscitent momentanément l'émerveillement ne sont que de tout petits signes de cette force universelle. Ainsi cette loi morale assure-t-elle la cohésion de l'humanité, tout comme la loi naturelle assure celle du monde. » Cette citation, tirée de la préface de *Cristal de roche* (éd. Jacqueline Chambon, 1988), donne l'exacte mesure de la pensée, du projet, et surtout du rêve, de Stifter. Cette pensée, Adam et Eve - avant leur chute -, auraient pu, de fait, la former dans leur esprit - pur comme une source de montagne. Mais évidemment les choses n'en sont pas restées à cet heureux balancement que la phrase de l'écrivain se plaît à exprimer. Très vite, la déchirure, l'incohérence et la contradiction sont entrées dans le monde ; et l'esprit de Stifter n'en est pas resté indemne.

Descendances, qui est l'une de ses dernières nouvelles, comme *Le Condor* qui date des débuts, illustrent merveilleusement le rêve de l'écrivain et le trouble qui le

saisit lorsque ce rêve se dissipe. Dans les deux textes, le héros est un peintre. Friedrich Roderer, dans *Descendances*, a l'ambition de faire « la réalité aussi vraie qu'elle est », et de rendre la « grande plénitude poétique » qui se trouve « dans le monde et dans toutes ses parties ». Pour cela, il s'installe dans un atelier assez grand pour accueillir l'immense toile où il peindra le « pays » et « tout ce qu'il y a ici aux alentours ». Au centre du paysage, un marais : lieu de trouble où le beau se dissimule.

Parallèlement, le jeune artiste converse longuement avec un homme âgé, riche hobereau qui lui confie, telle une généalogie symbolique, l'histoire de sa famille, et qui se trouve porter le même nom que lui. Le premier peintre le marais que le second, pour le bien de l'humanité, a entrepris de combler. A la fin de cette longue nouvelle, Friedrich se reconnaît comme parent de Peter Rodener, se marie avec Susanna, la fille de celui-ci, renonce à la peinture et brûle sa grande toile dé-

coupée en petits morceaux : sacrifice joyeusement consenti au profit d'une existence invisible, d'un songe de plénitude familiale et bourgeoise. « A présent, je sentais dans mon cœur une liberté, une grandeur telles que l'on eût dit que ce cœur était un univers inondé de clarté », se dit, d'une manière trop ostentatoire, le jeune homme de ce très curieux et superbe « roman d'apprentissage ». Dans *Le Condor*, où l'on trouve le beau récit d'un voyage en ballon, c'est le schéma inverse qui prévaut : le héros, héritier du romantisme, choisit l'art contre l'amour.

Le contenu de la narration est impuissant à rendre compte de l'intense étrangeté de la manière de Stifter, homme qui, comme les créatures nées de son imagination, « mise tout son univers sur une pensée, au contraire [de ceux], qui n'ont ni univers ni pensée au service de laquelle tout risquer ». Cet « univers » est celui du balancement, où la quête du point d'équilibre, ce masque du bonheur, est promis à la contradiction, au trouble, à la vie donc.

LE GOLEM DE LONDRES
(Dan Leno and the Limehouse Golem)
de Peter Ackroyd.
Traduit de l'anglais par Bernard Turle,
Laffont, coll. « Pavillons », 314 p., 139 F.

Les événements de l'actualité, pour uniques qu'ils sont, n'en finissent pas de jouer une partition familière sans laquelle ils seraient inaudibles. Le nouveau, l'inconnu ne sont perceptibles, dans leur violence fraîche, qu'à condition de pouvoir s'insérer dans des canevas anciens, à partir desquels on improvise. L'affaire des réseaux de pédophiles qui vient de secouer la Belgique et de mettre à mal les règles de son jeu social dénoue un scénario surprenant : un fait-divers d'une sinistre trivialité cristallise en affaire d'Etat et devient la matrice d'une révolte des citoyens ordinaires contre le désordre des autorités. C'est l'inversion, chère aux vieux carnavaux, des rôles distribués sur le théâtre de la société : le peuple, dans les cris, les plaintes, les manifestations, les grèves, réclame le respect des règles contre ceux qui les ont édictées et qui sont chargés de leur application.

Paroles nouvelles, mais musique bien connue. Dans un petit ouvrage très dense publié en 1988, *Logiques de la foule*, Ariette Farge et Jacques Revel avaient analysé un fait-divers vieux de plus de deux siècles (1). En 1750, à Paris, au siècle des Lumières et de la raison triomphante, une rumeur parcourt les quartiers pauvres de la capitale : les gouvernants et leur police sont accusés de voler des enfants et de les faire disparaître. Echauffés, répression, émeutes du Marais jusqu'au Temple et qui gagnent bientôt tous les faubourgs de la ville. On frôle l'insurrection. Michel de la Harpe date de cette révolte le divorce de Paris et de la monarchie. Peut-être, mais Farge et Revel montrent aussi que la foule, entre l'angoisse et la colère, rejoue également une partition archaïque : celle du pouvoir - Moloch qui dévore les enfants du peuple qu'il a en charge d'aimer et de protéger. Les émeutiers de Paris, les manifestants de Bruxelles ne veulent pas la révolution mais son contraire : le retour à un ordre « naturel » où les puissants défendent contre les dangers ceux qu'ils dirigent et dominent. Chacun sa place, chacun son rôle. Le fait-divers est à l'histoire ce que le mélodrame est à la tragédie : question de registre.

Des scènes différentes et pourtant de schémas identiques se rejouent à Londres à la fin du XIX^e siècle. Les crimes de Jack l'éventreur dans les quartiers misérables de l'East End sont désormais entrés dans la légende et composent, avec les romans de Dickens, un tableau devenu classique de l'horreur urbaine qui accompagne la construction du capitalisme industriel. La série de massacres perpétrés dans ces mêmes ruelles misérables, à Limehouse, en 1880 par celui que la presse baptisa « le Golem de Londres » est moins célèbre ; sans doute parce que la rumeur n'en attribua pas la responsabilité à une personnalité proche de la famille royale. Moins exemplaire, elle n'en est que plus romanesque.

C'est bien un roman, pas une évocation historique, qu'écrit Peter Ackroyd ; même si l'auteur d'une célèbre

Londres, 1880. Une série de massacres sème l'horreur dans le quartier misérable de Limehouse. Qui est ce meurtrier baptisé « le Golem » ? Cette créature aux mille visages ? Qui a engendré cette violence aux formes multiples ? Derrière ce fait-divers tourné en comédie noire, Peter Ackroyd interroge nos sociétés

biographie de Dickens connaît sur le bout du doigt la géographie physique et humaine de ces bas-fonds de Londres qui furent les premières formes de goulag sécurisées par le libéralisme. Sa description est d'une noirceur féroce, d'autant qu'elle n'utilise aucune des recettes éprouvées de la description naturaliste ou de la terreur gothique. Ackroyd recourt plus volontiers à l'humour, à la distance, au cynisme à la Swift ou à la De Quincey auquel il emprunte cette définition de la pantomime : « Un condensé d'amusement, de fantaisie, d'artifice et d'atrocité ».

Les scènes du Golem de Londres se déroulent en trois lieux, l'un réel - la rue - les deux autres dédiés à l'imaginaire : un théâtre-bastion où évoluent des goulus, des mimes, des travestis et des pousseurs de romances et une bibliothèque où se retrouvent quatre personnages - deux « réels » et deux fictifs : un romancier, George Gissing, un philosophe, Karl Marx, un vieux sage juif, Solomon Weil et le journaliste John Cree, rédacteur d'un étrange journal. Entre les scènes d'épouvante de la rue et celles qui se jouent et se chantent sur le boulevard du Crime ; entre les romans

du jeune Gissing, brillant écrivain fasciné par la déchéance sociale, et les analyses de la pauvreté que ruine un Marx vieillissant et doutant, s'orchestre un jeu d'échos qu'Ackroyd organise avec une jubilation virtuosité.

On ne sait plus très bien qui imite qui : la réalité reproduit l'art et les crimes de la rue, dans leur mise en scène méticuleuse, répètent ceux qui se représentent sur la scène des théâtres populaires ; à moins que cela ne soit le contraire. Quand la réalité quotidienne est si violente, si insupportable, si dramatique, quel excès, quel supplément d'horreur peut-il être ajouté pour émouvoir, sinon l'artifice, l'outrance de l'imaginaire, la grimace de la parodie, la dérision du rire ? Le meurtre en série, conçu comme une œuvre d'art, réalisé en vue d'un spectacle, ne doit son pouvoir de fascination et d'éveil qu'à ces excès d'artifice seul capable de sublimer un quotidien banalement horrible. Une société où les gens sont broyés par milliers, avilis, affaiblis, déshumanisés, dans l'indifférence, le silence et le cynisme est brutalement prise de peur et de mauvaise conscience par la mise en scène de quelques meurtres supplémentaires.

Peter Ackroyd s'est ouvertement inspiré du chef-d'œuvre de Thomas De Quincey, *De l'assassinat considéré comme un des beaux-arts*, l'humoriste anglais ayant lui-même trouvé la source de son inspiration dans les crimes nocturnes et théâtraux commis au début du XIX^e siècle, toujours dans l'East End de Londres, par John Williams. Mais entre les paradoxes érudits du plus célèbre des écrivains et le roman du critique littéraire du *Times*, le regard porté sur le monde a changé. De Quincey s'interrogeait sur la métaphysique du criminel, sur les arcanes de la culpabilité et de l'innocence et, en bon romancier, sur les progrès de la sauvagerie qui suivent exactement ceux de la civilisation : « Cain n'était décidément qu'un amateur inexpérimenté. Ackroyd, même s'il situe son roman aux plus belles heures de l'Angleterre victorienne, pose des questions qui intéressent le

Royaume-Uni de Margaret Thatcher et de John Major - ou la France de Jacques Chirac.

Le meurtrier vedette de Limehouse est surnommé le Golem par la rumeur populaire et par les journalistes qui lui donnent forme et écho. Manière de dire qu'il s'agit d'une créature monstrueuse, aux visages et aux formes multiples - comme ces comédiens burlesques qui, sur les tréteaux du « café-concert » interprètent tous les rôles, sans distinction de classe, de race ou de sexe. Le Golem, ce peut être n'importe qui, le crime a tous les visages. Mais dans sa version plus ancienne, celle de la mystique juive, née en Europe centrale et largement répandue en Allemagne et en Angleterre (mais pas en France), le Golem est aussi cette créature prométhéenne, façonnée dans l'argile par des rabbins démunés et qui, échappant à ses créateurs, devenue incontrôlable, se retourne contre ceux qui l'ont fabriquée et sème une terreur aveugle et démoniaque.

En 1880, en 1996, la bonne société, celle qui définit le pouvoir, les lois et la définition du bien et du mal se demande qui a bien pu fabriquer le Golem, la violence criminelle aux mille visages qui dévaste les bas-quartiers londoniens et les banlieues de partout. Les plus bornés de ses membres accusent les victimes elles-mêmes, les « classes dangereuses » comme on disait, ceux qui gardent, malgré tout, la volonté de vivre dans un monde qui n'est pas digne qu'on y vive. Pour ceux-là, les aveugles et les sots, il suffit d'élever les barrières et de multiplier les chiens de garde entre les ghettos pauvres et le beau monde civilisé pour éviter la contagion du crime. Surveiller, punir, enfermer, réprimer, supprimer. Qu'ils s'entre-tuent, quelle importance ?

De l'autre côté, que décrit follement Ackroyd, se trouvent les théoriciens de ce qu'on nomme depuis quelques mois « la fracture sociale ». Le mot est nouveau ; la chose est si ancienne et tranquillement acceptée qu'on nous ferait aisément croire qu'elle est éternelle. Ceux-là soupçonnent que le Golem pourrait bien avoir été créé de toutes pièces et par leurs semblables dans l'argile de l'exploitation, du progrès, de l'enrichissement, des valeurs humanistes et de l'organisation rationnelle de la société. Dès le milieu du XIX^e siècle, en pleine période d'euphorie industrielle et marchande, des voix, nombreuses déjà, s'élevaient pour s'alarmer et alarmer : nous avons fabriqué un monstre que nous avons privé d'humanité, et nous ne savons plus comment nous en débarrasser. Toute la littérature criminelle de l'époque, comme celle de la nôtre, suscite cette peur et cette culpabilité.

Le Golem de Londres raconte tout cela sur les seuls modes critiques qui conviennent à la gravité du sujet, celui de la comédie noire, de la farce macabre et de la chanson populaire où les pires catastrophes ont un air de gaieté. Tout va très bien, madame la marquise. Le plus affreux dans le malheur est sans doute qu'on s'y habitue.

(1) Ariette Farge et Jacques Revel : *Logiques de la foule. L'histoire des émeutes d'enfants, Paris 1750*. Hachette. Coll. « Textes du XIX^e siècle ».

Les gaitetés de l'enfer



Le Tibet existe encore

En retraçant le martyre de deux nonnes, Philippe Broussard restitue les espoirs et les souffrances d'un peuple dépossédé de son identité

LES REBELLES DE L'HIMALAYA
de Philippe Broussard.
Denoël, 252 p., 110 F.

De livre en livre, et il en paraît beaucoup depuis dix ans, le Tibet est devenu un pays plus repérable, mieux connu, sinon familier. L'audience et l'aura du dalaï-lama ont également suscité l'intérêt, parfois la bienveillance, voire l'engagement résolu, pour l'une des plus nobles causes qui soit : la sauvegarde d'une civilisation unique, la défense d'un peuple colonisé et persécuté depuis plus de quarante ans.

Mais si les ouvrages consacrés à la culture, à la spiritualité, à la société tibétaine, se trouvent désormais en nombre, les études ou les récits qui s'attachent aux Tibétains eux-mêmes restent rares. En ce domaine, aux deux textes de référence que sont *Un cavalier dans la neige* (1) et les *Mémoires de Tashi Khedrup* (2), il convient aujourd'hui d'ajouter *Les Rebelles de l'Himalaya*, de Philippe Broussard.

Il s'agit en effet d'un témoignage qui, sans emphase, par son implacable déroulement, favorise une compréhension pro-

fonde des drames et des enjeux qui se développent sur les hautes terres. L'histoire ? Celle de deux jeunes nonnes, Kyzom et Yangdöl, qui, avant de se retrouver sur le chemin de l'exil, avaient pris, chacune de son côté, le même risque insensé : manifester publiquement, au cœur de Lhassa, leur soit de justice et de liberté. Comme le note Philippe Broussard : « Que reste-t-il donc à ce peuple pour qu'il en soit réduit à lancer des S.O.S. si pathétiques ? N'a-t-il d'autre choix que d'aller à mains nues au-devant de ses tortionnaires ? »

Car en ce 28 septembre 1990, à 11 heures du matin près du temple du Jokhang, Kyzom n'a que onze compagnons pour défier l'ordre chinois ! Car en ce 1^{er} octobre 1991, vers 14 heures, Yangdöl est seule à se prosterner au même endroit et à lancer quelques appels. Dans l'un et l'autre cas, elles savent qu'elles n'auront que quelques minutes pour crier avant d'être rouées de coups, arrêtées, emprisonnées.

A quoi une révolte aussi brève, une clameur aussi ténue peuvent-elles bien servir ? Ces « actions suicidaires permettent au moins d'attiser la flamme de l'insoumission », répond Broussard.

sard. Prévenus par des touristes ou par leurs propres réseaux d'informateurs, les Tibétains en exil répertorient tous les incidents. Ces informations sont ensuite publiées à travers le monde, dans les bulletins de soutien du Tibet libre, et parfois relayées par la presse internationale. Au terme de cette chaîne d'indignation, le constat ne varie guère : la Chine se moque des droits de l'homme. Et après ? Après, rien. L'indifférence. D'autres Kyzom défilent, d'autres Yangdöl sont frappées, et le monde ferme les yeux sur leurs destins de martyrs. C'est à cela, et à rien d'autre, que servent les manifestations : à montrer, par un harcèlement dérisoire, que le Tibet existe encore ».

Pour cette seule affirmation, clamée moins de cinq minutes, Kyzom va être torturée et emprisonnée pendant deux ans et demi ; Yangdöl, quant à elle, après avoir été rudoyée, se voit rapidement relâchée. Les deux jeunes filles se retrouvent, par hasard, pour affronter ensemble les épreuves du passage clandestin vers le Népal. Une fuite harassante aux allures d'épopée à travers l'Himalaya.

En transcrivant les destins séparés, puis communs, de Kyzom et de Yangdöl, Philippe Broussard offre bien plus que le récit de deux aventures individuelles, il restitue l'ensemble des espoirs, des frustrations, des prières de tout un peuple étouffé, asservi et inexorablement dépossédé de son identité. Son plaidoyer n'a rien d'excessif ni de grandiloquent : il emprunte la voix douce de ses interlocutrices et donne leurs visages, parfois graves, souvent souriants, à cette monstrueuse tragédie.

André Velter

(1) Editions Malmouneuve.
(2) Editions Olyane.

version originale

La vie en parallèle

A travers une famille débousoyée, Junot Díaz, Américain originaire de Saint-Domingue, décrit dans une langue métisse les réalités de l'exil

DROWN
de Junot Díaz.
Faber & Faber, 166 p., 7,99 livres, ou Riverhead, 208 p., 21,95 dollars.

Chaque génération attend son *Atrape-cœurs*, et les éditeurs guettent l'écrivain nouveau qui va révéler le mal de vivre, les plaisirs et les jours, les illusions infimes et les grandes espérances, et qui, surtout, ressemblerait comme un frère ou une sœur à d'éventuels lecteurs, tous les garçons et les filles de leur âge incertain, leurs amis ou leurs parents. D'où cette avalanche de compléments d'enfants du siècle qui mêlent rap, rock, rave, alcool, drogues, incestes, bisexualité, morale, fraîcheur et petits riens de riens.

Junot Díaz, c'est autre chose. Il arrive au-delà d'une de ces réputations comme on sait en construire outre-Atlantique, alors qu'il n'a encore à son actif qu'un recueil de nouvelles et surtout, surtout, une avance « à six chiffres » (en dollars) qu'il a perdue pour ce livre et le roman qu'il est en train d'écrire. Il bénéficie probablement de ce courant d'intérêt un peu simpliste pour les artistes de l'immigration hispanique, véritable marche culturel et économique, sans compter l'attrait de l'exotisme, fût-il misérabiliste - palmiers et pauvreté. Heureusement, il apporte véritablement du neuf, de l'étonné et de l'étonnant, à partir de sa double culture, de Saint-Domingue et de « Nueva York », de la vie en parallèle et du double langage.

Les immigrants ont toujours pratiqué cet art plaisant qui consiste à combiner sa langue maternelle et celle du pays d'accueil, et les écrivains noirs ou juifs américains ont enrichi l'anglais de rythmes et de mots qui sont tellement passés dans le langage courant qu'on en a oublié l'origine. Que l'anglais prenne à présent un bain d'espagnol (1) n'a rien d'étonnant, mais Díaz a le don de faire varier ses niveaux de langue, de celle du ghetto

à celle de l'université, en fonction de ce qu'il cherche à faire ressentir ; il ne s'agit pas seulement de ponctuer ses phrases d'expressions empruntées d'une langue maternelle, mais d'un processus de recréation où le mot nouveau fait sens, quand il faut impérativement s'approprier la langue d'adoption, qui signifie l'accession à l'éducation, au travail, à l'environnement dans ce que cela a de négatif comme de positif. C'est le moyen de redonner à la communauté à laquelle on appartient et dont on ne veut pas se démarquer son droit d'expression.

Ce qui frappe aussi dans *Drown* - qui a d'ailleurs fait s'entendre un peu facilement *Los Boys* -, c'est la variété des approches, qui font de Díaz un observateur autant qu'un participant, un journaliste autant qu'un écrivain, parce que les histoires qu'il raconte sonnent si justes et si vraies qu'elle ne peuvent être qu'à demi rêvées, à demi amalgamées d'une réalité presque oubliée. Ces nouvelles n'ont pas de lien voulu ou évident entre elles, mais dans leur juxtaposition inévitable et hasardeuse, elles trouvent une cohérence et, petit à petit, se dessinent des images, des paysages, des personnages.

Une famille débousoyée et réinstaurée prend corps dans sa réalité bringuébalante, c'est le ciment qui tient le livre. Sous le re-

gard du petit garçon ou de l'adolescent qui raconte un père absent d'abord, parti en Amérique et pratiquement disparu et qui doit envoyer de l'argent, un jour, pour faire venir femme et enfants, et qui le fera quand plus personne n'y croira vraiment, on ne sait pas trop pourquoi, pour être en règle avec lui-même, peut-être. Parti à cause d'une femme, il en trouvera encore une autre, au moins, dans le Nouveau Monde, et les enfants assisteront à cela comme au reste, dans leur impuissance silencieuse et coupable. La mère, d'abord restée sur l'île, s'est dans une fabrique de chocolat, elle crie, elle cogne, parce qu'elle ne peut pas faire autrement, qu'elle se laisse aller, craquer et repartir. Et elle s'adapte encore et toujours. Un frère aîné, une sœur aussi, peut-être, cela varie d'un texte à l'autre, mais ce qui compte, c'est cette résistance, cette tolérance, cette complicité de la fratrie, même dans la jalousie ou les bagarres, et la tendresse sous-jacente mais rarement exprimée. Et tous les autres, grand-père, oncles, tantes, voisins, et puis les copains et surtout les filles qui se laissent draguer sur fond de drogue, de sida, de manque d'argent, de petits boulots, de petits vols, et l'attraction pour les mieux intégrées, qu'elles soient noires, métisses ou blanches. De l'enfance à l'adolescence, de Saint-Domingue à une banlieue triste, un gamin grandit, le cœur tanné comme du cuir, souffrant quand même parfois, mais plein d'espoir et de sourires retentés.

Martine Silber

(1) L'édition anglaise comporte un lexique. Tellement littéral qu'il confine à l'absurde : l'interjection « ¡yo! », par exemple, qui signifie « attention ! » est traduite par « eyes » (les yeux). Comme si quelqu'un avait été chercher, sans connaître la langue et sans lire le livre, dans ces phrases toutes faites qui figurent à la fin des guides de voyage. Souhaitons que l'éditeur français (Flon) soit plus malin.

mémoire des migrations

Préface de Kofi Yamgnane

Des lycéens racontent leur Histoire

Le Monde
ÉDITIONS

EN VENTE CHEZ
VOTRE LIBRAIRE

L'empire de la curiosité

Les rêves, les voyages et les lectures de Michel Butor, plus que jamais poète, nourrissent une encyclopédie autobiographique

GYROSCOPE
Le Génie du lieu, tome V
de Michel Butor.
Gallimard, 400 p., 350 F.

RÉPERTOIRE LITTÉRAIRE
de Michel Butor.
Gallimard, coll. « Tel »,
370 p., 92 F.

CORRESPONDANCE
1955-1978
de Michel Butor
et Georges Perros.
Ed. Joseph K., 570 p., 168 F.

CURRICULUM VITAE
entretiens de Michel Butor
avec André Clavel.
Plon, 280 p., 120 F.

Janvier 1960 : Degrés parait chez Gallimard. C'est le quatrième roman d'un écrivain déjà célèbre. Il appartient à un mouvement qui redéfinit la littérature, la menace de stérilité, multiplie les malentendus et les polémiques. Et ce roman, voué à une notoriété mondiale, arrête là. Non pas la littérature : près de six cents volumes vont porter son nom jusqu'à ce jour. Mais le roman, oui. Faut-il s'en rendre compte ? Michel Butor n'a pas attendu son soixante-dixième anniversaire pour s'interroger sur l'étrange métamorphose de son œuvre.

Un philosophe, condisciple de Gilles Deleuze, fuit une philosophie religieuse à lui accorder ses lauriers. Comme Michel Tournier, qui fait aussi partie de la bande, il se tourne vers la fiction. Passage de Milan parit chez Minuit en 1954 grâce au découvreur des découvreurs, Georges Lambacher. Trois ans plus tard, le prix Renaudot sera donné à La Modification, troisième roman dont on sait la destinée internationale et qui pourtant sera l'avant-dernier. Dans son entretien avec André Clavel, Michel Butor s'explique précisément sur les conditions de rédaction de ses

quatre seuls romans et sur les raisons d'une espèce de tarissement.

On compare parfois le physique de Michel Butor septuagénaire et barbu à celui de Victor Hugo, de Jules Verne et de Karl Marx ! Il souffre de ces comparaisons fantaisistes auxquelles on pourrait ajouter, avec plus de cohérence intellectuelle, l'image de Gaston Bachelard. Curiosité, invention, culture encyclopédique caractérisent cette œuvre multiforme du romancier paradoxal qui n'écrit plus de romans. Il accepte de faire un bilan de plus avec nous, mais sa modestie et son ironie le préservent de toute autopromotion déplacée. Si l'on admet sa liberté, éclatante dans Gyroscopie, qui clôt le cycle du Génie du lieu, il rappelle que « la conquête a été longue et difficile » et reconnaît qu'il a « profité du privilège dont bénéficient l'âge et la notoriété. Un jeune écrivain n'aurait jamais pu obtenir d'un éditeur une telle publication ». L'ouvrage, d'un grand format inhabituel, « à l'italienne », c'est-à-dire en largeur, est imprimé sur deux colonnes et se lit dans les deux sens.

Que s'est-il passé pour que Michel Butor se soit désintéressé du genre romanesque ? Bien que trente-cinq ans aient passé, il revient sur cette mutation littéraire. « Autour du nouveau roman, j'ai été lié avec des écrivains avec lesquels j'avais des points communs, mais sur lesquels certains se sont peut-être mépris. Je me suis toujours tenu à l'écart, parce que je voyageais. La distance m'a permis de ne pas me laisser impliquer dans des discussions qui me semblaient vaines. Mais je n'ai pas abandonné le roman brusquement. Je me suis mis à écrire d'autres choses. La première a été Mobile. Ma découverte des États-Unis a produit sur moi un tel effet que j'ai tenté un genre tout à fait différent. Plus mon séjour se prolongeait, plus je me sentais contraint d'inventer un style nouveau. Mobile a provoqué un scandale épouvantable qui m'a amené à me défendre. J'ai été sollicité par des producteurs de radio. Mes amis, les critiques, les éditeurs exerçaient sur moi une pression pour que j'écrive encore un roman. Je n'y arrivais pas. J'étais dans une période « post-romanesque ». Il devait y avoir dans ce qu'on appelle roman quelque chose qui ne convenait plus à ma conscience de la réalité. Mes écrits toutefois contenaient



« J'écris presque tous les jours des poèmes. Mais ma poésie a ceci de spécifique qu'elle est toujours de circonstance. »

table qui m'a amené à me défendre. J'ai été sollicité par des producteurs de radio. Mes amis, les critiques, les éditeurs exerçaient sur moi une pression pour que j'écrive encore un roman. Je n'y arrivais pas. J'étais dans une période « post-romanesque ». Il devait y avoir dans ce qu'on appelle roman quelque chose qui ne convenait plus à ma conscience de la réalité. Mes écrits toutefois contenaient

de la matière romanesque, mais qui ne se forme plus dans un roman. » Cette matière a été constituée, dans les différents cycles qui jalonnent la création de Michel Butor, par les rêves, les voyages, les lectures. Le Répertoire littéraire, proposé en un seul volume qui condense les précédents, réunit les analyses critiques qui concernent quelques classiques français (de

Rabelais à Zola). Mais le roman a-t-il tout à fait disparu de l'œuvre critique, des récits de voyage et de la série de Matière de rêves ? « Mes efforts pour réduire à une fiction unifiée toute cette matière diverse ont été vains. La matière s'est révoltée. Le caractère multiple du rêve, qui se transforme et se corrige perpétuellement, se retrouve dans certains sous-genres romanesques, comme le roman policier. On croit qu'un crime s'est déroulé d'une certaine façon et d'autres possibilités de récits sont étudiées les uns après les autres, jusqu'au moment où un élément détermine la fin. D'ailleurs, dans L'Emploi du temps, il y a du roman policier, mais avec un trou : à la fin on ne sait pas ce qui s'est passé. C'est ce trou qui s'est mis à proliférer... Dans le voyage, il y a le phénomène de l'horizon. On va quelque part, mais demeure toujours autre chose : une autre ville où l'on n'est pas allé. »

Le voyageur littéraire est toujours débordé par un autre voyage qu'il voudrait faire. En ce qui concerne la lecture, je veux toujours marquer que les écrivains dont je parle existent, qu'ils ne sont pas des personnages de fiction. Et pourtant, je m'efforce de les raconter. Il reste quelque chose de romanesque dans mes Répertoires. »

On peut lire toute l'œuvre de Michel Butor comme une grande encyclopédie, mais « une encyclopédie ouverte », dit-il, ou encore « l'empire de la curiosité ». Les textes « initiaux du chinois », les variations sur Andersen, Rimbaud, Segalen, Shakespeare ou Tycho-Brahé, les références à Picasso que contient Gyroscopie ne sont pas une version littéraire et labyrinthique d'un CD-ROM. Il faut cependant avouer que l'on pense à un livre-jeu d'une prodigieuse érudition, d'une érudition légère et facétieuse.

Michel Butor se défend d'avoir écrit une œuvre intimiste, sinon dans sa correspondance, comme celle, émouvante, qu'il a entretenue pendant vingt-trois ans avec

Georges Perros, document exceptionnel, et fort bien édité, sur la vie littéraire. Il précise néanmoins : « Il y a beaucoup d'autobiographie dans mes livres, mais je ne suis pas un écrivain autobiographique. Les plus grands autobiographes ont raconté leur vie pour faire partager ce dont ils ont été des témoins ou des exemples privilégiés. Augustin veut parler, à travers lui-même, du travail de la grâce, Jean-Jacques, du malheur de la société. Je n'ai pas, moi, le sentiment d'être un exemple. Il est vrai que je me demande toujours comment il se fait que je vole telle ou telle chose autrement qu'on ne le voit d'habitude. Je précise l'angle de vue : cela crée des moments autobiographiques, mais je ne les relie pas par un fil. »

La poésie est présente dans chacun de ses livres, si présente que l'on se demande même pourquoi on cite rarement Butor parmi les poètes français. Sa propre réponse ? « J'écris presque tous les jours des poèmes. Mais ma poésie a ceci de spécifique qu'elle est toujours de circonstance. Pendant longtemps, j'avais besoin de vastes dimensions. Peu à peu, je suis parvenu à des formes plus brèves. Mes textes brefs sont tous destinés à des amis, c'est ce qui explique le nombre insensé de mes livres. Je n'écris jamais de la poésie pour moi-même. Elle répond toujours à une demande. Cette demande m'a permis de conjurer une sorte d'interdit. Il a fallu beaucoup de temps pour que je sois reconnu comme poète. Chesterian dit qu'il y a trois états qui ne peuvent pas se nommer eux-mêmes : le sage, le saint, le poète. Si l'on dit : « Je suis poète », on ne l'est pas. Ceux qui se disent eux-mêmes poètes ne m'ont pas admis dans leur club. Mais je viens de recevoir la notice me concernant dans le Who's Who in Poetry... »

René de Ceccatty
* Signalez un dossier Butor dans la revue *Rémanences* n° 4, avril 1996.

Raymond Devos l'acrobate... avec chutes

UN JOUR SANS MOI
de Raymond Devos.
Plon, 182 p., 98 F.

Les acrobates sont des gens qui pratiquent l'aparté. / Ils ne parlent qu'en aparté. / J'ai été un acrobate. Eh oui ! / Je ne m'en cache pas. Mais modérément. / Je les connais bien, les acrobates. / Ce sont des gens à part. / Quand un acrobate rencontre un autre acrobate, / la conversation est brève : « Et à part ça ? / Et chacun repart de son côté... » Formé de trente-neuf courtes « extravagances », *Un jour sans moi*, premier récit de Raymond Devos, accumule ces histoires brèves largement autonomes.

Comment les lire sans entendre sa voix ? Sans percevoir ses intentions, ses larmes et ses coups de gueule. Sans se convaincre qu'il s'agit d'une partition qu'il est seul capable d'interpréter. Et comment ne pas songer au désarroi du lecteur inadapté, qui, ne le connaissant pas, découvrirait ses phrases sous des portées vides. Un exemple ? Tenez de lire sans lui, de votre voix à vous, le texte suivant : « — Pourquoi courent-ils ? Pour garder la forme ? / — Non ! Pour échapper à la maladie ! / — Quelle maladie ? / — Le jogging ! C'est la maladie qui court. »

« Lorsque j'aurai fini de jouer à l'homme de lettres, je remettrai mon nez de clown », promet Raymond Devos. S'il appartient au monde du cirque, c'est à la famille des acrobates plus qu'à celle des clowns. C'est un poète de l'équilibre. Il se suspend aux mots jusqu'au moment où ils le lâchent. Mais ce n'est pas grave. Il attend que cela. Il en trouve toujours d'autres, tout proches, auxquels se rattacher. Avant de poser doucement ses deux pieds au sol sur le point final. Transférant ses « crises » en nouveaux équilibres, toujours, en toutes circonstances ? Il faudrait être fou... »

Jean-Louis Fender

Les petits paradis

Deux textes courts de Patrick Besson en hommage à la passion amoureuse

HALDRED
de Patrick Besson.
Ed. Maren Sell/Calmann-Lévy,
114 p., 69 F.

VACANCES EN BOTNIE
de Patrick Besson.
Ed. du Rocher,
62 p., 29 F.

Patrick Besson publie deux petits livres très différents dans leur projet mais qui puisent leur inspiration à la même source : l'amour pour une femme que l'on convoite (au-delà et par le désir) dans le décor et le temps qui l'enveloppent et l'écrasent. Deux textes rapides (l'un onirique et tragique, l'autre onirique et nostalgique) qui dissimulent sous leur belle simplicité une réflexion sur notre civilisation et sur les possibilités infinies de la fiction.

« Un écrivain est un être pur qui fait ses cent lignes dans la salle de classe vide pendant la récréation alors que ses copains s'amusent dans la cour. La différence entre lui et l'ébrie pur — cold ! — est que l'écrivain recommence sa punition jusqu'à la fin de ses jours. » Ne nous fions pas à cette boutade. Le narrateur de *Vacances en Botnie* sait que ce vieil être savonneux un bonhomme solitaire qui veut tous les sacrifices : la faculté de traduire les significations intimes de chaque microscopique événement et de percevoir l'abîme qu'il occupe.

Vacances en Botnie est le journal apparemment nonchalant d'un écrivain quadragénaire français qui séjourne dans la maison où sa femme a grandi, sur la côte nord de la Suède qui longe le golfe de Botnie. Fragments délicats du quotidien d'un couple et de leur très jeune enfant entre le présentisme de leur vie sociale et la mémoire exaltée de leur passion. Le narrateur est un voyageur engagé, quelque peu perplexe, lui qui vient d'un pays aspiré par la grandiloquence, chaste-

ment ainsi parce que la Suède est le pays de Gisela Blanc, la femme aimée : « Il me plaît que dans l'un des endroits les plus climatiquement impossibles du globe les Suédois aient fabriqué un système politique presque parfait, sorte de communisme luthérien traditionaliste et dynamique, avec un fort taux d'indépendance sur les placements financiers. » Humour et mélancolie se mêlent alors que s'opposent le vert et bleu de l'est nordique et le sang et ocre d'un sud surprise. Il fait l'apprentissage des paradis légers et conviviaux : une autre façon (prodigieuse) d'explorer le bonheur.

Un autre livre de Patrick, *Haldred* (déjà publié sous un pseudonyme), nous révèle la complexité de son talent. Mêmes maisons roses sur un paysage de sapins bleus. Même couple aussi : Erika et le narrateur. Même pays. Mais le narrateur invente une coutume barbare, exorcisme d'une existence trop protégée dans une société trop bien planifiée. Pour expulser le désir sexuel jamais combié et le désir de mort qui le hante, une fête rituelle a lieu où les gens se présentent nus pour des orgies et des pugilats meurtriers. Dans cette superbe fable, Besson ressuscite les mythes primitifs et les dérivés de l'inconscient, mais il s'interroge aussi sur une civilisation malade de refuser la douleur. *Haldred* aurait pu être asphyxié par des métaphores bouillonnantes. L'auteur a éclairé son récit par la légende de la passion érotique. Erika est aimée par Haldred mais le quitte pour le narrateur. Le désir vibre à son paroxysme et le conte devient un hymne au luxe désespéré de la jouissance : « Nous sommes entrés dans le sexe, il a refermé la porte derrière nous et nous nous sommes rendu compte que nous n'étions pas dans le sexe mais au paradis. » Patrick Besson a réussi un chef-d'œuvre miniature sur l'amour humain.

Hugh Marsan

Juliette fait ses gammes en noir

LA WALSE
de Juliette Noureddine.
N&B Editions (1, place Claude-Monet, 3130 Balma),
72 p., 85 F.

D

anse à trois temps : telle est la walse, où chaque couple se déplace en tournant sur lui-même. Promesse de vertige au chœur surnommé. C'est aussi le titre très heureux du premier recueil de nouvelles que signe Juliette Noureddine, qui a su se faire sous son seul prénom une place originale dans le monde souvent conquis de la chanson française. La musicienne, désormais servie par les paroles de Pierre Philippe, partage son goût pour les univers vénéneux, aux fragrances voluptueusement noires qui évoquent l'esthétique de l'après-midi de siècle. C'est bien de cela qu'il s'agit, de ces noirs décapants tempérés par un humour malicieux — qui ose même jouer avec l'altérité fiévreuse des Corneilles (« Andrea Polletti »). Ce n'est pas un simple hasard puisque l'ombre de Prosper Périmé (sic) hante une phrase soignée et classique colorée par un vocabulaire choqué, palette précieuse qui rebrousse la morbidité de liaisons fatales, d'accouplements éternels et d'amants écorchés, empaillés et verdis. Des efforts atterrés par des parenthèses heureuses (révères de guinguette, de retour des beaux jours et des finales de rugby), par l'humour, lorsqu'un enfant prodige échappe à son destin de singe savant, incapable de manifester des « dispositions bien supérieures à celles que l'on rapporte de l'enfant de Salsbourg » devant plus de deux personnes — humour noir lorsque les poèmes amphigouriques d'un parnassien acablant causent sa mort, par la grâce vrombissante d'un sphinx à tête de mort tout droit sorti des *Histoires* d'Edgar Allan Poe. Vertige et ivresse, jusqu'à la démesure et à la folie. Rare et rose, un authentique univers.

Ph.-J. C.

La comédie du deuil

Du désarroi à la réappropriation, Christian Giudicelli met à vif le chagrin

CELUI QUI S'EN VA
de Christian Giudicelli.
Seuil, 216 p., 95 F.

L

e chagrin est-il la chose au monde la mieux partagée ? Pas vraiment, à lire le roman (dense, dru, à l'acuité parfois violente), de Christian Giudicelli : *Celui qui s'en va*. Bien sûr, il y a une communauté de regrets autour de Malik, qui vient de mourir du sida. Giudicelli saisit le chagrin « à vif » chez ses principaux amis : Romain, son compagnon ; un couple provincial, Chantal et Philippe ; un vieux décorateur de théâtre ; Jacques, l'écrivain. Ce n'est pas le genre de Giudicelli d'éprouver un apitolement excessif à l'égard de ses personnages ; et pourtant elles sont particulièrement poignantes, parce que rapides, visuelles, dénuées de toute orchestration lyrique ou nostalgique rétrospective — les pages où il dépeint le désarroi de Romain, qui, redoutant de regagner son studio, erre à travers Paris sans autre perspective apaisante que de rapatrier le corps de Malik à Nouakchott, où l'attend une famille inconnue.

C'est bien de possession qu'il s'agit. Malik n'a été, au fond, qu'un objet destiné à assouvir les fantasmes d'exotisme sensuel (Romain, Jacques) ou à consolider indirectement un couple aléatoire : Chantal-Philippe. Et le vieux décorateur n'a-t-il pas considéré Malik comme un « *Hamlet maigre* », qui le confortait dans son rôle de père noble avant de l'aider à mourir, pour se donner à lui-même le spectacle de sa compassion efficace ?

Mais ce que déchèle surtout Giudicelli sous la peine (lucidité paternelle des personnages dans des brefs monologues intérieurs), c'est la peur — d'avoir peut-être été contaminés — ou le soulagement — de voir disparaître quelqu'un qui aurait pu le faire. Chacun se retire, le cœur indolent (solidarité déjà distraite dans la dernière scène autour du cercueil, on va vers l'oubli). Et, au terme de cette comédie du deuil que Giudicelli met magistralement en scène, avec un œil à la fois implacable et sensible, Malik n'a déjà plus de visage, presque plus de nom, devient simplement celui qui s'en va.

Jean-Noël Pancrazi
* Signalez la parution de *Quartiers d'Italie* de Christian Giudicelli en Folio « poche », n° 2866.

Audaces à court terme

A travers le « système Law », Jacques Cellard revient sur la chute financière de la Régence

Recherche bibliographique
Livraison
3615 LE

Al Bezzerides

l i t t é r a t u r e s

LE MONDE VENDREDI 27 DÉCEMBRE 1996 13

Al Bezzerides, en toute sérénité

Il a fallu un demi-siècle pour que paraisse en France « Le Marché aux voleurs ». Un demi-siècle où le romancier vampirisé et trahi par Hollywood s'est effacé devant le scénariste. Souvenirs sans amertume

LE MARCHÉ AUX VOLEURS
(Thieves Market)
d'Albert I. Bezzerides.
Traduit de l'anglais - États-Unis -
par Hélène Misserly,
Gallimard, coll. « Noire »,
312 p., 140 F.

Les sourcils emmêlés d'épaisses broussailles blanches, les joues marquées par une barbe de plusieurs jours, son visage semble un paysage de neige. A l'hiver de sa vie, Al Bezzerides, écrivain et scénariste, auteur du mythique *Kiss me Deadly* (En quatrième vitesse) réalisé par Robert Aldrich, affiche une sérénité sans faille. Seul l'éclat des yeux, aux aguets sous la ligne bleue d'un bonnet de laine sans âge, enfonce jusqu'à mi-front, trahit la vivacité d'une mémoire en permanente éruption. « Je respire encore », répond-il inmanquablement à ceux qui lui demandent comment il a supporté, à quatre-vingt-huit ans, le voyage de la San Fernando Valley, où il habite, à Paris, où il est venu promouvoir la sortie en français d'un livre écrit voilà presque un demi-siècle. Dans l'Amérique de la Dépression, l'histoire d'un jeune camionneur qui rêve de faire fortune en vendant des pommes sur le marché de San Francisco. Et finit, dès le premier chargement, saigné à blanc par un marchand sans scrupule. D'une noirceur totale, *Le Marché aux voleurs* décrit un monde de misère où le combat pour la vie pousse les fils à dénoncer leurs frères, les routiers à gruger les paysans et les grossistes à attaquer les camionneurs. Fortement charpenté, avec un sens implacable du récit et de l'épique, ce roman de la perte de l'innocence vaut d'abord par la justesse des situations et des personnages, directement puisés dans les souvenirs de l'auteur.

Né en Turquie, en septembre



DAVID BALLEU

« S'il y avait un classement des marchés aux voleurs, Hollywood devrait figurer en tête »

1908, d'un père grec et d'une mère arménienne, Albert Isaac Bezzerides débarque en Californie dès l'année suivante. « Quand j'étais gamin, mon père m'emmenait souvent dans son camion pour faire les marchés. Et nous aussi nous mettions les belles tomates sur le dessus et les trop mûres en dessous. Je me souviens que je demandais à mon père : "C'est toi qui fais ça ?" Et il me répondait : "Je suis bien obligé, si je ne veux pas rester avec mes tomates sur les bras !" Et nous allions de marchand en marchand, jusqu'à en trouver un plus naïf que les autres. Mais nous n'étions pas des gangsters ! Pas plus que les héros de mon livre. C'était la misère. C'était pour survivre. » Une fois lancé,

l'homme au visage de neige se raconte volontiers, enchaînant les anecdotes, sur la vie du jeune sans tenir vraiment compte des questions qu'on lui pose. On apprend ainsi comment le fils d'immigrés se révéla doué pour les études, intégra Berkeley malgré la réticence de son père qui aurait bien voulu le garder chez son camion, devint ingénieur chez Mitchell Camera. Comment, alors qu'il écrivait depuis son plus jeune âge, « partout et toujours », il réussit à publier plusieurs nouvelles grâce aux encouragements de sa première femme, Yvonne. Jusqu'à ce jour de 1939 où les frères Warner décidèrent d'acheter les droits de son premier roman, tout juste

sorti des presses. *The Long Haul*, inspiré (déjà) des expéditions vécues avec son père, devint, l'année suivante, *They Drive by Night* (Une femme dangereuse) sous la direction de Raoul Walsh. « A vrai dire, je n'ai pas été dépayé par rapport à ce que j'avais connu jusque-là. Je me suis tout de suite fait rouler ! Warner Brothers m'a payé 2000 dollars ce qui en valait probablement dix ou quinze fois plus. Et j'ai découvert, un peu trop tard, que mon agent, qui aurait dû défendre mes intérêts, était de même avec eux ! S'il y avait un classement des marchés aux voleurs, Hollywood devrait figurer en tête, croyez-moi ! Et cela a duré toute ma carrière. Vingt ans plus tard, mon

soi-disant ami, le producteur Lou Edelman, m'apportait de centaines de milliers de dollars sur *The Big Valley*, un feuilleton télévisé avec Barbara Stanwyck que j'avais entièrement créé et qui connut un immense succès. Le remords a d'ailleurs fini par avoir raison de Lou. Il est allé jusqu'à me téléphoner pour savoir si je lui en voulais. "Pourquoi t'en voudrais-tu ? ", je lui ai dit. Deux semaines plus tard, il était mort. D'une crise cardiaque. »

Il raconte tellement bien les histoires, Bezzerides. Le contrat à l'essai que lui proposent les frères Warner : « Sans doute en guise de compensation ! Ils devaient se dire que ça ne durerait pas... » Puis la carrière que l'on sait, l'enchaînement des films dont les plus marquants restent *La Maison dans l'ombre*, de Nicholas Ray (1951), et *En quatrième vitesse* (1955) d'après un médiocre roman de Mickey Spillane. La rencontre avec Ronald Reagan : « Vous savez qu'au début il était politiquement proche de son père qui était un meneur syndicaliste ? Mais son père a fini par se faire flanquer à la porte et n'a jamais pu retrouver de travail... » Et l'amitié avec William Faulkner : « Aux studios, Faulkner passait son temps à ne rien faire, écrivait très peu et se faisait fréquemment convoquer par les producteurs. Il me disait : "Tu viens avec moi !" et nous allions ensemble au rendez-vous. Les producteurs le faisaient entrer et me demandaient d'attendre à la porte... jusqu'au moment où ils m'appelaient, complètement affolés face à Faulkner qui gisait, ivre mort, sur le tapis. C'était sa manière d'éviter les problèmes... » L'expérience des « mines de sel » hollywoodiennes que Faulkner détestait si fort n'a évidemment rien à voir avec ce que vécut Bezzerides. Mais le sentiment de trahison revient comme un leitmotiv dans sa conversation. En particulier à propos de l'adaptation du *Marché aux voleurs*, réali-

sée, en 1949, par Jules Dassin sous le titre *Thieves Highway* (Les Bas-fonds de Frisco). « La Fox m'a immédiatement acheté le livre et m'en a confié l'adaptation. Mais ils m'ont contraint à de telles modifications, le réalisateur a pris de telles libertés que tout le sens du roman a été changé. Je voulais porter témoignage d'un monde, en montrer la violence et l'injustice... »

Et la vision du film, considérablement édulcorée, l'estée d'un happy end au service d'un mythe américain qu'il voulait précisément dénoncer, le fait, aujourd'hui encore, hurler. Bezzerides n'en conçoit cependant aucune amertume. « A quoi cela servirait-il ? Ce serait perdre mon énergie. » Tout comme il affiche ne pas regretter que sa « carrière » au cinéma ait fini par vampiriser son œuvre d'écrivain, réduite à trois livres. « Il fallait bien que je gagne ma vie. Que je prenne soin des miens. Les salaires au cinéma étaient sans commune mesure avec ce qu'auraient pu me rapporter les livres... » A l'hiver de sa vie, Al Bezzerides se sent serein. En accord avec lui-même. Il a réussi l'essentiel. « Quand j'étais enfant, j'ai très vite su que ma mère ne m'aimait pas. J'étais pour elle l'image d'un mariage raté, auquel l'avait contrainte sa propre mère. Pendant sa grossesse, elle a d'ailleurs tout fait pour me perdre... Si j'ai commencé si tôt à écrire, c'est pour gagner la reconnaissance de ma mère que je voyais toujours plongée dans des livres. Les auteurs russes en particulier... Un jour, j'avais quarante ans, ma mère m'a dit : « Al, tu sais que tu es le meilleur ? » Ce jour-là, j'ai su que j'avais réussi. »

Michel Abescot

Signalons que Philippe Garnier, auteur de la préface à l'édition française du *Marché aux voleurs*, a consacré à Bezzerides un chapitre fort bien documenté de son livre *Honni soit qui malin soit* (Grasset, 1996).

Egarements d'une serveuse de bar

Siri Hustvedt traque les ragots, secrets et médisances dans une petite ville du Minnesota

L'ENVOÛTEMENT
DE LILY DAHL
(The Enchantment of Lily Dahl)
de Siri Hustvedt.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Christine Le Boeuf,
Actes Sud, 272 p., 138 F.

Elle récidive, Siri Hustvedt. Celle qu'on avait découverte il y a trois ans avec *Les Yeux bandés* (1), paraît pourtant avec un handicap. Trop belle, trop grande, trop mince, trop de ce charme scandaleux hérité de sa mère norvégienne. Trop en vue aussi, puisque, dans la vie quotidienne, Siri Hustvedt n'est autre que madame Paul Auster, et qu'avant d'avoir écrit son premier livre elle était déjà un personnage de romans. Elle surgissait par éclipses dans l'œuvre de son mari, sous les traits de cette « blonde rayonnante » de *Cité de verre*, au début de la Trilogie new-yorkaise, ou sous ceux d'Iris dans *Léviathan* : Iris, l'anagramme de Siri, le seul être capable d'apporter un peu d'équilibre au narrateur.

Comme c'est été commode de cantonner Siri Hustvedt dans ce rôle de (jolie) « femme de... » Mais en 1992, alors qu'elle écrit déjà de la poésie et donne des cours sur le roman anglais, cette boulimique d'Henry James décide de se jeter dans la littérature. Bien lui en prend. Elle signe ce premier roman, *Blindfold* (le bandeau sur les yeux, comme dans une parodie de coït-maillard), dédié à Paul Auster, où l'on peut s'amuser à relever quelques clins d'œil à *Moon Palace*.

Le livre est composé de quatre histoires qui s'assemblent pour restituer l'image d'un personnage trouble et troublant, Iris (décidément !), sorti du roman de Paul pour ressembler dans celui de Siri. Jeune femme névrosée et instable, Iris-Siri, un invisible bandeau sur les yeux, s'égare dans l'obscurité des quartiers louches et des bars à strip-tease new-yorkais, se heur-

tant à tous les flics, les dégoûtés de la terre, le tout dans une atmosphère de menace planante, d'identité vacillante et d'étrangeté permanentes. Libéralement, l'auteur, elle aussi, titubait encore un peu. Mais la voix était là, singulière et forte.

Quatre ans plus tard, Siri Hustvedt récidive donc. Avec un « vrai roman ». Par un pluvieux samedi d'automne, sa longue silhouette lovée sur un sofa, dans sa grande maison de Brooklyn, elle explique avec son angélisme désarmant qu'elle a voulu, cette fois, un texte « continu », avec « un début, un milieu, une fin », et surtout « un point de vue ».

Ce point de vue, c'est celui de Lily Dahl, dix-neuf ans, serveuse dans un bar miteux, ironiquement nommé l'Idéal Café, qui adule Marilyn et rêve de devenir actrice. Nous sommes à Webster, une bourgade oubliée, pour ne pas dire un trou du Minnesota, à des miles de Minneapolis et des Twin Cities : le Midwest fruste et primaire de Fargo et des frères Coen. La mesquinerie va bon train, ce qui n'empêche pas Lily de découvrir joyusement la vie dans les bras d'un peintre new-yorkais, Ed Shapiro, ni de travailler *Le Songe d'une nuit d'été* avec Mabel, adorable professeur à la retraite. Pourtant, il se passe d'étranges choses à Webster. Tout le monde parle, tout le monde s'égale. On dit qu'une femme a été entendue vivante. Ragots, secrets, médisances. Le « gossip » devient peu à peu un personnage à part entière, une sorte de vent lourd et mystérieux qui s'insinue à chaque page et baigne le livre de sa présence étourdissante, insaisissable.

Sans doute est-ce là une prouesse de Siri Hustvedt : avoir su restituer ces atmosphères noires et envoûtantes qui planent sur les grandes plaines de l'Amérique (à où sévit le gang de Jesse James), elle qui avait si bien décrit les perversions décadentes des univers

urbains. L'amusant, c'est que l'auteur - élevée dans le Minnesota, fief de nombreux émigrés scandinaves - pensait avoir inventé ce village de Webster dans lequel elle voulait transposer Northfield, sa ville natale. Puis elle s'est souvenue que cet endroit existait réellement. « A huit ans, j'avais été fortement impressionnée par l'histoire d'une fille que l'on aurait retrouvée décapitée dans un champ de maïs, juste à la sortie de Webster justement. A cause de cela, Webster - qui est aussi le nom d'un dictionnaire, ce qui en dit long sur les rapports de l'inconscient et du langage -, est resté imprimé dans ma mémoire. »

Les mots, le langage, sont eux aussi au cœur de ce livre. Martin, un inquiétant schizophrène qui poursuit Lily, lui laisse sur une serviette ce message sibyllin : « Bouche. » Il veut voir sa bouche prononcer le mot « bouche », car, d'après lui, « les mots sont des simulacres - de simples sons à la place des choses », mais si l'on « peut leur faire rencontrer la chose réelle, alors, ils se révèlent l'un l'autre ». Simulacres aussi, les portraits de Shapiro, enfermés dans des cadres qui courent, amputés, distordent la vision. Oh Siri Hustvedt veule elle en vent ? A l'idée, dit-elle, que « nous sommes environnés de formes - le langage, les images - qui nous dissimulent quelque chose. Au sentiment, très janséniste, qu'un je ne sais quoi de subtil et d'ambigu est là, tout derrière ces pièges. »

Son esthétique est celle de l'« underground », du non-dit, de la transgression, de l'illusion, de l'étrangeté affleurant derrière toute chose. « Comme si tout était recouvert d'une peau, et il suffirait de pouvoir passer dessous pour atteindre ce qui est réel, mais on n'y arrive pas, alors, il faut chercher un moyen de passer à travers. » Comme si, hypnotisés, nous dansions tous sur des cadavres.

Florence Notville

(1) Actes Sud, 1993.

Bières froides

Trois vieilles dames assassinées, un manuscrit anonyme pour un énigmatique et troublant roman de Juan José Saer

L'ENQUÊTE
(La Pesquisa)
de Juan José Saer.
Traduit de l'espagnol
(Argentine)
par Philippe Bataillon,
Seuil, 174 p., 120 F.

Juan José Saer, Argentin de souche, syrienne, ou « turc », comme on désigne là-bas tous ceux qui arrivent du Moyen-Orient, est en France depuis bientôt trente ans et proclame qu'« un pays n'est pas une essence à vénérer ni une série de problèmes à débrouiller ». C'est pourtant à Santa Fe qu'il situe ses histoires et les aventures de ses personnages. Quelle surprise donc de découvrir que l'enquête se déroule « dans un endroit appelé Paris », celui de Simenon. Neige et brouillard avant Noël. Du côté du boulevard Voltaire, un commissaire taciturne guette avec inquiétude de sa fenêtre, à travers les branches nues des platanes les premiers signes de la nuit. C'est à cette heure-là, le commissaire Morvan le sait, que l'assassin de vieilles dames a coutume de sortir de sa mansarde et s'apprête à frapper. Il l'a déjà fait - tenez-vous bien - vingt-sept fois.

Avec une première phrase d'une quinzaine de lignes, nous entrons dans le vif du sujet, l'écriture. L'auteur progresse par vagues, longues ou courtes, fuyant comme la peste les poncifs. Et lorsqu'il tombe, tel nous ici, dans un lieu commun, il présente ses excuses avec un « comme on dit ». Avec méticulosité, Saer décrit la vie quotidienne des dames du troisième âge : évidemment, Saer n'aurait jamais utilisé cet euphémisme. Il parle avec tendresse et considération des petites vieilles et des dangers qui les menacent. Servis jusqu'à l'écoeurement par l'efficacité de la prose, égorgeant, résidant dans la force avec laquelle le roman dans le roman vous saisit. Qui l'a écrit ? L'auteur, s'offrant

préférence) -, les dépeçements au couteau ou à la scie sèment la panique dans les bidons et onzième arrondissements.

On découvre alors qu'en fait on est en Argentine et qu'on assiste à une conversation de café entre trois amis, familiers des lecteurs de Saer. Carlos Tomatis d'abord, personnage privilégié de *L'Ineffable*, toujours hystérique et volubile ; Marcello Soldi, « *Phocchia pour les amis* » et Pigeon Garay. Ce dernier (Saer ?) rentre de France pour résoudre un problème d'héritage, ressent une espèce d'atonie, une façon de voir les lieux et les choses avec le détachement d'un touriste contrain.

Dans le Café de la gare, Pigeon raconte à ses amis un fait divers authentique « puisque il a été publié dans les journaux » : cette histoire des vieilles dames assassinées. Ses compères lui répondent avec l'affaire, littéraire celle-ci, qui secoue la société locale : la découverte, dans les papiers de feu le poète anarchiste Washington Noriega, du manuscrit d'un roman historique anonyme, intitulé *Sous les tentes grecques*.

Le lecteur se trouve partagé entre deux centres d'intérêt et la recherche d'auteurs, y compris celui des crimes, qu'on ne doit pas oublier.

Pérégrinations des trois amis, excursion fluviale sous une canicule accumulée semaine après semaine, chaleur humide un peu abrutissante, souvenir d'un frère disparu avec sa compagne (époque terrible des disparitions) et, en alternance, déroulement implacable du récit parisien, repris jour après jour autour de quelques bières, d'abord, à une voix, puis à deux voix, chacune reflétant la personnalité du conteur.

La beauté de ce livre, indépendamment de sa forme splendide, réside dans la force avec laquelle le roman dans le roman vous saisit. Qui l'a écrit ? L'auteur, s'offrant

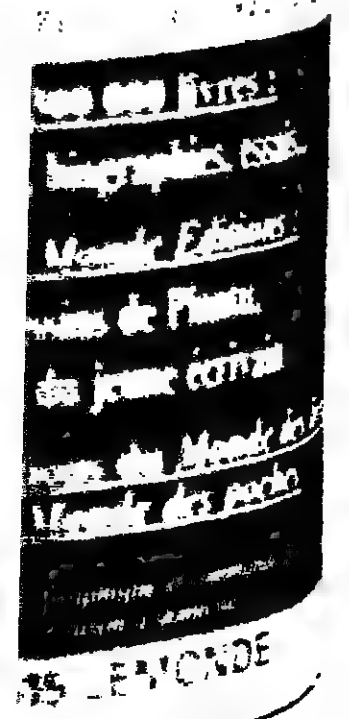
le plaisir de suivre les traces du maître Simenon ? Garay - personnage introverti, si bien fait pour comprendre le caractère trouble du commissaire - qui raconterait une histoire vraie sur laquelle un second récitant, Tomatis, plaquerait une fausse fin ? Ou les deux compères jouant - sans humour noir, comme on dit - aux cadavres exquies ?

Dans tous les cas, et surtout peut-être dans le troisième, l'intérêt hypnotique du lecteur pour le sort de ce commissaire marqué dès l'enfance par la solitude et la mort, hanté de rêves prémonitoires et récurrents, est la plus belle preuve de la puissance du conte sur la crédulité humaine. Chaque étape du récit nous semble plausible dans l'immédiat, mais tout de suite nous soupçonnons qu'elle obéit à la psychologie de son auteur. On peut passer des heures à spéculer sur son identité ; quel qu'il soit, il ne donne pas l'impression, à travers l'utilisation de phrases courtes, de partager la superstition de l'efficacité, ni de succomber, en pratiquant uniquement la phrase interminable, au baroque de vulgarisation, comme il dit.

Et encore, que l'on nous pardonne de remâcher, tant cette écriture est précise, l'auteur montre une capacité de moduler ses rythmes grâce à laquelle chaque phrase a la longueur qui lui convient, se fondant sur l'identification la plus complète possible de la sonorité et du sens, et non pas sur les principes abstraits d'une esthétique supposée du récit, ni d'une soi-disant vision du monde, comme on dit, préexistante au moment de la rédaction.

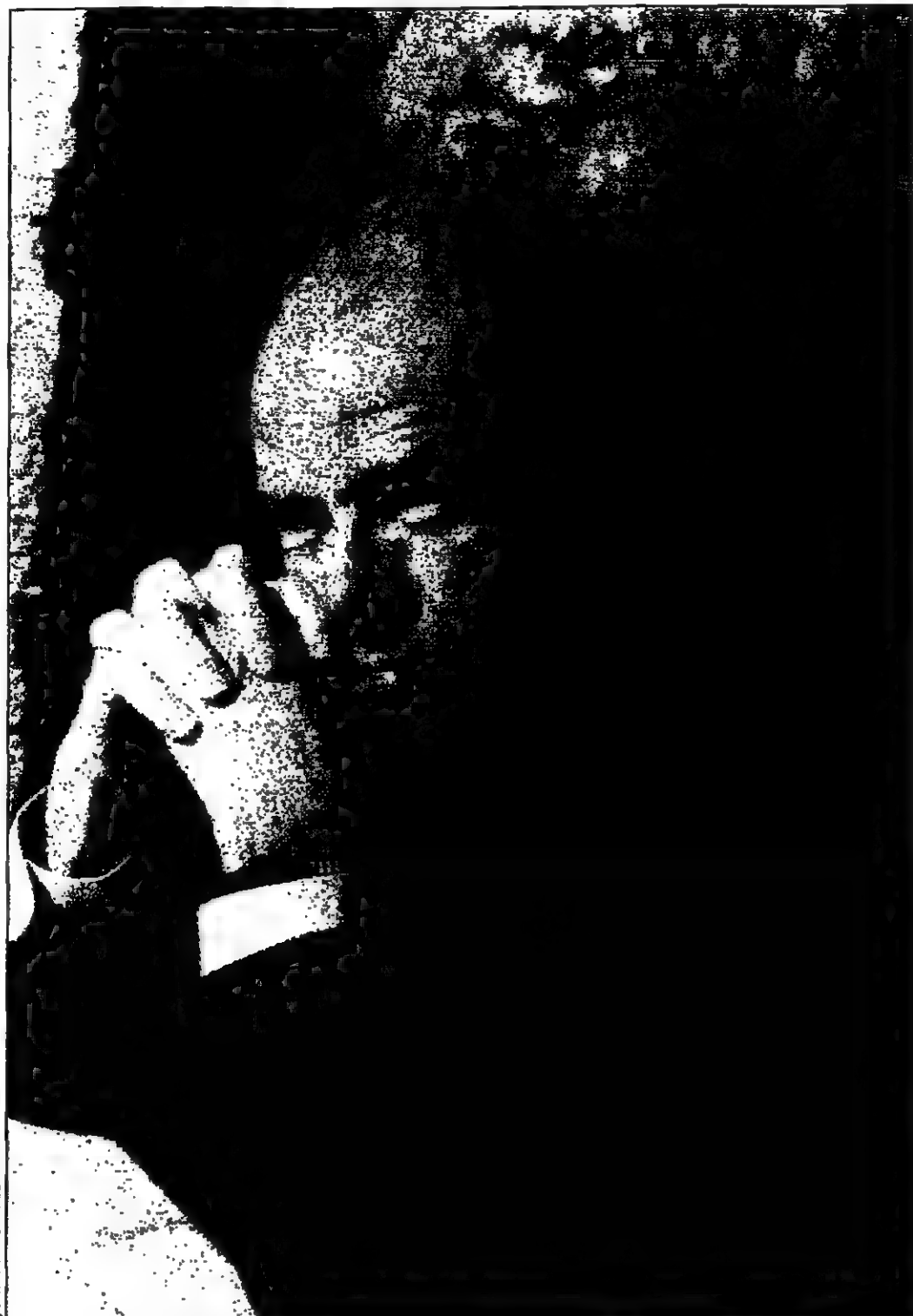
Un roman à lire plusieurs fois. D'abord pour sa beauté formelle, servie par la traduction ; ensuite, parce que, à chaque nouvelle lecture, notre point de vue se déplace et rend l'histoire de plus en plus énigmatique.

Ramon Chao



O béssé par son Dorset natal, Thomas Hardy inventa une province idéalisée, le Wessex, un royaume de champs, landes et forêts habité par des paysans frustes, condamnés à des destins désespérés. William Faulkner fit de même : le Yoknapatawpha, dont il tient la chronique de roman en roman, est un comté apocryphe inspiré par son sol natal, théâtre de rites impies. William Kennedy, lui, s'est adjugé un territoire à la fois fictif et vrai : Albany, capitale de l'Etat de New York, où il est né en 1928, existe bel et bien, mais il en a fait le cadre d'une saga où des héros locaux et nationaux croisent des personnages imaginaires, des constellations familiales que l'on retrouve d'un livre à l'autre, qui s'enrichissent d'une intrigue à l'autre, au fil des généalogies et des enquêtes. D'emblée, il a commenté son choix : « La ville a pour moi une importance primordiale. Le génie de Joyce, c'est d'avoir transformé Dublin en une ville universelle. Albany, j'y suis né, j'y habite, je ne suis pas près d'en partir. Je sais la façon dont les gens y parlent, s'habillent, votent. Je connais toutes les rues, les restaurants, les saloons. Ailleurs, je me sens touriste. » Surtout : Albany, fondée par les Hollandais puis colonisée par les Irlandais, le fascine parce qu'elle représente un microcosme de l'Amérique tout entière, repaire symbolique des légendes nationales engendrées par le crime, l'argent et la politique, et parce que l'histoire de ses ancêtres s'y mêle étroitement à celle du pays. Mais « les lecteurs, dit-il, seront peut-être tentés de croire que mes personnages sont des hommes et des femmes réels. Ce n'est pas le cas. Cela vaut pour les membres des clans Phelan, McCall, Daugherty ou Taylor, mais aussi pour Franklin D. Roosevelt, Henry James, William Randolph Hearst et un certain nombre d'autres créatures sorties de l'imagination américaine. »

Saine mais vaine précaution : pour s'éviter tout procès, Kennedy s'abrite à sa façon derrière la règle selon laquelle toute ressemblance avec une personne ayant existé serait purement fortuite ; mais en ancien journaliste, reporter scrupuleux, il vampirise les archives d'Albany jusqu'à la phobie. Il a



William Kennedy, d'Albany

Depuis vingt ans, cet ancien reporter, descendant d'immigrants irlandais, retrace la saga de sa ville natale, repaire symbolique des légendes nationales engendrées par le crime, l'argent politique, où se croisent héros locaux et personnages imaginaires

acheté la collection complète du principal quotidien de la ville. (Son premier roman, inédit en français, *The Ink Truck*, se passait dans les milieux du journalisme et utilisait, en tête de chapitre, le procédé des gros titres de journaux.) Il s'est installé dans la maison où le célèbre gangster Jack Legs Diamond, auquel il consacra un roman, vécut cinq jours et fut abattu de 39 balles. Adepte de ce qu'on nomme « le réalisme magique » (héritage, dit-il, de Kafka, Magritte, Buñuel et des Latino-Américains tels García Márquez et Fuentes, qui font intervenir des événements fantastiques dans le monde réel, osent affirmer que les morts viennent parler aux vivants), William Kennedy s'est voué à transcender le naturalisme de Steinbeck ou Dreiser, mais en restant bétonné dans la réalité documentaire. *Jack Legs Diamond* fut un bel exemple de sa méthode : dans ce truculent roman truffé de balles de mitraillettes, charlestons et tapineuses décolorées, tout ce qui est raconté sur le plus sophistiqué des truands, le cerveau le plus vif de la pègre de la Dépression (l'un de ces types capables « de personnifier le rêve américain et de démontrer qu'aux Etats-Unis, on peut devenir

riche et célèbre en sachant jouer du pistolet »), est le fruit d'un travail de recherches obsessionnel, un cocktail entre vérités et mensonges colportés par l'authentique hors-la-loi lui-même. Si le faux s'introduit dans les histoires de William Kennedy, c'est à cause de l'espace, du cadre propice à la mythologie. Toujours, chez lui, le lieu où se passe l'action influence l'attitude des personnages. Le décor nourrit des vertiges.

William Kennedy a deux regrets : n'être pas Hemingway, et n'avoir pas vécu durant les années 20, ère de la prohibition, du jazz, de la naissance du cinéma (il signa le scénario de *Cotton Club* de Coppola). Descendant d'immigrants irlandais ayant remonté l'Hudson (Le Livre de Quinn suit les traces de ses ancêtres en ces contrées où, pendant la guerre civile, un reporter se remémore ses amours d'adolescent pour une énigmatique comédienne de théâtre qui jouait Byron et Keats, entièrement nue sur scène), ancien enfant de chœur, il est fils d'un shérif adjoint, neveu d'un bookmaker, joueur de cartes et de billard qui lui servit de modèle pour Billy Phelan : « Je lui ai fait lire le livre alors qu'il se mourait d'un cancer de la gorge ; il a

déclaré que ce serait un best-seller. Il a toujours misé sur le mauvais cheval. » La gloire lui est venue sur le tard, grâce à Saul Bellow qui fit publier *L'Herbe de fer* (*Ironweed*, adapté au cinéma par Hector Babenco, avec Jack Nicholson et Meryl Streep), nourri par les reportages que William Kennedy exécuta sur les vagabonds, les punks, après que le manuscrit eut été refusé par treize éditeurs. A son « Cycle d'Albany » (« archéologie spirituelle ») s'ajoute aujourd'hui un sixième volume, où le topographe peaufine son portrait des milieux du théâtre au début du siècle, dénonce la politique d'extermination des Irlandais par Cromwell, qui les jugeait « abominables, faux, sournois, perfides ».

Le *Bouquet embrasé* est surtout le portrait fascinant d'une femme : Katrina Taylor, à la beauté époustouflante, aux cheveux d'or, à la voix si mélodieuse qu'on « aurait dit des fragments d'une aria de Mozart ». Une héroïne de Henry James que sa quête d'absolu aurait plongée dans d'impensables égarements, dans les bras d'ennemis de classe, habitués aux quartiers mal famés. L'énigme Katrina avait été évoquée dans Billy Phelan, dans *L'Herbe de fer*, dans *Vieilles*

carcasses. William Kennedy avait décrit comment cet « oiseau rare », cette « majesté lunaire », élevée chez les patriciens « avec autant de soin qu'une orchidée tropicale », avait apporté un air d'élégance dans la rue ouvrière où son mari (fils de syndicaliste, auteur dramatique) l'avait installée en lui faisant construire une réplique de la maison de son enfance ; comment elle avait séduit et dénié un jeune voisin de dix-sept ans qui l'avait vue sortir nue de chez elle et l'avait pudiquement enveloppée d'une robe de chambre ; comment elle se plaignait d'être enfermée dans une prison dorée et confessait ses tentations dignes de saint Antoine, ses désirs d'aimer aux quatre vents ; combien elle avait laissé dans le souvenir des adolescents de son quartier (dont certains avaient été voyeurs de ses étreintes) l'image d'une « fille inoubliable », initiatrice à « la liturgie de l'amour profane ». William Kennedy nous avait dit aussi que Katrina était morte dans un incendie, et qu'un an après sa mort son mari avait écrit une pièce qui disséquait au scalpel leur union idyllique et les infidélités dont il était coupable, qui l'avaient précipitée dans le désastre.

Cette pièce, *Le Bouquet embrasé*,

qui faisait allusion au nid d'amour où se réunissaient un homme et deux femmes, dont l'une vêtue seulement d'une cape en velours vert et d'un loup de bal masqué, sera surprise par son mari, traînée de prostituée de Babylone, et abattue d'un coup de couteau (c'est par cette scène hallucinante, digne des couvertures des vieux pulp magazines, que Nick Carter ou signées par quelque congénère de Dashiell Hammett que s'ouvre le roman), elle fera scandale et sera interdite au bout d'une représentation à la suite des plaintes des forces morales de la ville. Elle hantera la carrière de l'autre femme du trio, Melissa Spencer, actrice-vedette bisexuelle de la Kinegraph, qui

sœur, puis à son père. Elle succombe par le feu après avoir en le sentiment de vivre en enfer.

Il y a toujours, chez William Kennedy, quelque « présence impie dans la ville ». Albany abrite des tripots, bars louches et bordels. Les blondes des années 30 ont des décolletés criminels, les stars de Broadway ou des Ziegfeld Folies font leurs classes dans la photo porno ; et, du robinet d'ou s'écoule « le sang chaud de plusieurs siècles d'histoire », le romancier n'est jamais en reste pour nous rappeler qu'« un nichon à l'air prouve l'existence de Dieu », appelant à la rescousse Plutarque, Spinoza, Schubert... et Curzio Malaparte, qui se serait exclamé à la vue des « tétons » d'une certaine

extra

« Pourquoi cherchez-vous les vivants parmi les morts ? » demanda l'Ange à Katrina, et sa réponse fut qu'avaient pris racine en elle les vérités de son poète : que la mort est l'élixir divin qui nous donne le courage de suivre la nuit sans fin, que, c'est la mansarde mystique, le porte-monnaie du pauvre, qu'elle se moque des rois, qu'elle est le baume des maudits, la perte assurée qui donne sa valeur à la possession. Katrina n'en avait nulle crainte, et avait pris le parti de se conduire comme si chaque moment devait être le dernier. Cette règle de vie ferait, jusqu'à la fin de ses jours, l'étonnement de tous ceux qui l'approchaient. »

★ (Le Bouquet embrasé)

tentera de la faire porter à l'écran par Eric von Stroheim. Elle constitue le nœud d'un mystère tragique dont nous ne découvrirons les maléfices qu'aux toutes dernières pages du *Bouquet embrasé*. Sur ces illuminations, ces ivresses et coups de feu attisés par les fleurs du mal, William Kennedy revient en détail (on peut évidemment lire *Le Bouquet embrasé* sans avoir lu les livres précédents), selon son mode de récit non linéaire, familier, à la chronologie fluide, savante en péripéties et détours, propice à développer une confusion parallèlement au jeu de miroirs déformants que constitue la retranscription du drame sur scène, mise en abyme d'un fait divers en spectacle, selon plusieurs versions, plusieurs évangiles.

Est-elle folle, cette radieuse Katrina, qui s'offre à son futur époux dans un cimetière, soulavant ses jupes jusqu'à la taille sur la tombe du grand-père d'Henry James ? Pourquoi s'enferme-t-elle après son mariage dans de longues périodes de mutisme, observant son mari d'un regard obscur ? Pourquoi dévore-t-elle Baudelaire et Verlaine dont on lui avait dit à l'école que c'étaient « des auteurs abominables, à éviter à tout prix » ? Il y a visiblement des vengeance cyniques dans *Le Bouquet embrasé*, vaudeville à la Pearl White avec rat d'hôtel pendu haut et court, notable baïonné. Règlements de comptes avec Dickens, ce « gueux prétentieux », coupable d'avoir brossé « un portrait venimeux des paysans irlandais des environs d'Albany en 1842 ». Et nombre de scènes rouge brique.

Henry James, qui plane avec ses secrets au-dessus du cimetière Sainte-Agnès d'Albany, fut brûlé si gravement qu'il traîna jusqu'à sa mort une « blessure obscure », vécue comme une punition, comme celle qui provoqua l'amputation de son père, pré-nommé Henry lui aussi, condamné à la jambe de bois pour avoir voulu éteindre un feu dans une écurie. Katrina, elle, eut tous les jours sur les décombres d'un incendie qui a coté la vie à sa

Margie qu'ils « étaient la sonnette sur la porte de l'enfer ». Katrina, dans cet environnement coquin où les yeux trouvent un bonheur indicible, déambule comme une déesse symboliste, troublante anomalie. Héroïne digne de la légende de Pyrame et Thisbé, ces deux amants auxquels leurs familles avaient interdit de se voir, et qui trouvent moyen de se donner rendez-vous. Thisbé arrive au clair de lune, tombe sur une femme qui vient de tuer sa proie, la gueule pleine de sang, et s'enfuit en laissant l'animal piétiner son écharpe. Pyrame arrive à son tour, trouve l'écharpe de Thisbé ensanglantée, et, persuadé que sa bien-aimée a été dévorée, se tue avec son épée. Thisbé sort de sa cachette, trouve son amant mourant, et se tue de désespoir. Pas de lionne, ni d'épée chez William Kennedy (juste quelques panthères), mais une cinglante ironie pour dire, après Ovide, un certain art d'aimer.

Bibliographie : *Jack Legs Diamond* (1975). Les années 30, avec le Scarface local, premier gangster à avoir fondé un gang, les tapineuses de service, et l'horreur qui servit de modèle à Fitzgerald pour *Cat in the Hat* ; *Billy Phelan* (1978). Un pilier de bar, bookmaker et joueur de billard, piégé malgré lui dans un rôle de mouchard sur fond d'élections truquées, avec Paul Whitman et son orchestre ; *L'Herbe de fer* (1983). Epave torturée par la culpabilité, le père de Billy Phelan (héros du livre précédent) revient vingt-deux ans plus tard dans la ville qu'il avait quittée après deux incidents mortels, et rencontre une ancienne chanteuse, elle aussi alcoolique ; *Le Livre de Quinn* (1988). Épopée amoureuse sur les rives de l'Hudson ; *Vieilles carcasses* (1992). Suite de la généalogie des Phelan. Tous ces livres sont disponibles chez Belfond.

LE BOUQUET EMBRASÉ (The Flaming Cossage) de William Kennedy. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marie-Claire Pasquier, Actes Sud, 300 p., 140 F.

BIBLIOTHÈQUE - MOUCHE
BATEAU - MITTERRAND
« retour Vice-Versa »
T : 01.42.25.96.10

HORIZONS

ENQUÊTE

Le dernier avatar de Superphénix

A un jet de neutrons de la centrale nucléaire de Creys-Malville, Maurice François, agriculteur à la retraite, fait tourner, depuis 1980, un groupe électrogène et une chaudière alimentés au biogaz. La matière première - du lisier - lui est fournie, en abondance, par une porcherie industrielle. L'installation suffit, « sauf par grand froid », à chauffer trois habitations et à subvenir à leurs besoins en électricité. Maurice s'offre même la satisfaction de « vendre à EDF le surplus de courant ».

Sur l'autre rive du Rhône, Georges David, enseignant en économie et gestion, entretient à peu de frais une petite centrale photovoltaïque. Les 9 mètres carrés de capteurs solaires disposés sur le toit de son garage produisent, bon an mal an, le tiers de l'électricité consommée par le foyer et ont de surcroît « basculé » sur le réseau un millier de kilowattheures depuis quatre ans.

Ces deux originaux, antinucléaires de la première heure, savent que leur combat est celui du pot de terre contre le pot de fer et admettent que leur résistance reste symbolique. Mais ils croient aux symboles et, davantage encore, aux énergies alternatives. « Au moins, ça marche ! »

On a rarement pu en dire autant du réacteur Superphénix, verrou de béton planté dans les champs de maïs, aux confins des départements de l'Isère et de l'Ain. Les neuf années qui ont suivi son coupage au réseau électrique, effectué en janvier 1986, furent un vrai cauchemar pour son exploitant, la Nersa, qui regroupe EDF (51 % des parts) et plusieurs de ses homologues européennes, dont l'ENEL italienne (33 %) et la SBK allemande.

Durant toute cette période, la chaudière nucléaire a fonctionné un peu plus de dix mois. Le reste n'a été qu'une invraisemblable succession de pannes et de défaillances, dont deux, en avril 1987 et en juillet 1990, furent particulièrement graves. La première, une fuite de sodium liquide - inflammable au contact de l'air - dans la cuve de chargement du cœur de la pile atomique, a nécessité une interruption de vingt mois. Ce « barillet », fabriqué en acier ordinaire par souci d'économie, sera finalement supprimé. La seconde, une pollution du sodium dans le circuit de refroidissement primaire, a entraîné un arrêt de quatre ans. Le temps, pour le gouvernement de Pierre Bérégovoy, de se défaire de cet encombrant dossier, en ordonnant une nouvelle enquête publique. Puis, pour celui d'Edouard Balladur, de se tirer d'embaras en assortissant l'autorisation de redémarrage d'un changement radical de finalité. Désormais, l'installation doit moins produire de l'énergie que répondre à « un objectif de recherche et de démonstration », portant en priorité sur l'incinération des déchets nucléaires.

Le début des années 80 est bien loin, où Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République, s'enthousiasmait pour une technologie capable de donner à la France « une réserve d'énergie comparable à celle de l'Arabie saoudite ». A la différence des réacteurs à eau pressurisée classiques, qui brûlent de l'uranium enrichi, les réacteurs à neutrons rapides, ou surgénérateurs, ne se contentent-ils pas, eux, d'un mélange d'uranium naturel et de plu-

tonium obtenu par retraitement des combustibles usés ? Mieux encore, ne fabriquent-ils pas davantage de plutonium qu'ils n'en consomment ? La parade à la crise énergétique était trouvée, et Superphénix promis à devenir la tête radiante d'une brillante filière électronucléaire.

Depuis, l'explosion du réacteur ukrainien de Tchernobyl, en avril 1986, amplifiant les « retombées » de l'accident de la centrale américaine de Three Mile Island, en mars 1979, a gelé la presque totalité des programmes nucléaires

Un privilège cher payé : la Cour des comptes vient d'évaluer le coût de ce prototype, dans le cas d'une fin d'exploitation en l'an 2000, à 60 milliards de francs. « Le bilan de l'expérience de la surgénération », conclut-elle, apparaît aujourd'hui défavorable dans tous les cas sur le plan financier. Ironie de l'histoire, c'est au moment où la centrale est détournée de sa vocation d'origine qu'elle commence à fonctionner de façon à peu près satisfaisante. En dépit d'une nouvelle série d'incidents, elle aura livré en 1996 plus de

« Cette reconversion de la centrale en outil de recherche, c'est un rideau de fumée. C'est l'orgueil des technocrates qui les empêche de reconnaître leur erreur »

3 milliards de kilowattheures, soit presque autant qu'au cours des dix années écoulées, et frôlé pour la première fois l'équilibre budgétaire. De quoi donner quelques regrets à ses exploitants ? « Nous ne sommes plus des forcenés du kilowattheure. L'électricité est un sous-produit de notre programme d'acquisition de connaissances », assure Bernard Magnon, responsable du site de Creys-Malville. Celui-ci, en effet, n'est plus assujéti aux exigences d'approvisionnement du réseau, ni géré par le dispatching national d'EDF. Il n'empêche que l'une de ses mis-

sions reste de « démontrer la capacité d'un réacteur à neutrons rapides à produire de l'électricité à un niveau industriel ». D'ailleurs, pour retenir ses partenaires européens, modérément intéressés par un réacteur transformé en outil de recherche - et pour éviter de supporter seuls les coûts d'exploitation et de remboursement des emprunts - EDF s'est engagée à leur fournir, d'ici l'an 2000, près de 15 milliards de kilowattheures, que Superphénix fonctionne ou non. L'entreprise publique a donc tout intérêt à ce que la centrale « turbine » tant et plus. Si bien que la Cour des comptes s'interroge sur « la compatibilité » d'une telle disponibilité et du nouvel « habillage scientifique » de l'installation.

Les scientifiques, précisément, se montrent plutôt sceptiques quant à la reconversion de Superphénix. Une commission d'experts indépendants, mise en place par l'actuel gouvernement et présidée par Raymond Castaing, membre de l'Académie des sciences, a, dans un rapport remis au mois de juin, jugé « légitime le désir de tirer tous les enseignements possibles des investissements considérables, intellectuels et financiers, qui ont déjà été consentis ». Mais elle considère que les recherches auraient été menées « dans des conditions bien plus satisfaisantes » avec un réacteur expérimental conçu à cet effet. Comme Phénix, le petit frère (250 mégawatts) de Superphénix, mis en service en 1973 à Marcoule mais en panne depuis le printemps 1995, sans assurance de redémarrage, qui aurait offert beaucoup plus de souplesse d'utilisation que la lourde machine de Creys-Malville.

Cette dernière est-elle, malgré tout, susceptible de contribuer efficacement à la gestion du plutonium, afin d'éviter son accumulation « sur étagère » et les risques de prolifération ? Dans un premier temps, la centrale a été arrêtée mardi 24 décembre pour une durée de cinq à six mois, afin de permettre le remplacement d'une partie des assemblages de combustible par des éléments en acier. Cette intervention est destinée à diminuer légèrement sa capacité de surgénération, qui restera toutefois excédentaire. Ce n'est qu'à partir de 1999, quand son cœur actuel sera épuisé et qu'on lui en transplantera un second, moins « fertile », qu'elle deviendra « isogénératrice », brûlant autant de plutonium qu'elle en fabrique. Et c'est seulement à l'horizon des années 2003 ou 2004, avec la greffe d'un troisième cœur, qu'elle pourrait devenir sous-génératrice, c'est-à-dire consommatrice nette de plutonium.

Et encore, à ce moment-là, elle ne serait en mesure de détruire qu'une centaine de kilogrammes par an de ce dangereux métal, alors que les cinquante-cinq réacteurs à eau pressurisée du parc nucléaire français en produisent douze tonnes chaque année. Dans ces conditions, pour seulement stabiliser le stock de plutonium civil, et sans

La reconversion du surgénérateur de Creys-Malville en incinérateur de déchets radioactifs devrait durer au moins sept ans. Les scientifiques doutent de l'utilité de ces travaux dont le premier chantier s'est ouvert mardi 24 décembre avec la mise à l'arrêt de la centrale

même prendre en compte le plutonium militaire, il serait nécessaire de construire des réacteurs à neutrons rapides en grande série. Hypothèse irréaliste.

Certes, le Commissariat à l'énergie atomique a entrepris des études visant à de meilleures performances, grâce à l'utilisation d'assemblages plus « riches » en plutonium. Mais, observe la commission Castaing, « il reste à démontrer que l'introduction de tels combustibles n'affectera pas significativement le fonctionnement et la sécurité du réacteur, ce qui demandera un volume d'études complémentaires considérable ».

LES perspectives sont-elles plus encourageantes pour l'élimination de ces autres résidus nucléaires que sont les actinides mineurs, neptunium, américium et curium ? Ces déchets ultimes, présents en faibles quantités dans le combustible usé, mais à haute toxicité et à vie très longue - il faut plus de deux millions d'années pour que le neptunium perde la moitié de sa radioactivité -, peuvent être cassés ou transformés en éléments moins actifs, s'ils sont bombardés par un flux intense de neutrons. Mais la commission Castaing « regrette la faiblesse du programme envisagé pour Superphénix ». Car il ne s'attaque vraiment qu'à une seule de ces substances indésirables, le neptunium, plus facile à isoler, alors que l'américium est, après le plutonium, le principal responsable de la radiotoxicité à long terme des combustibles irradiés.

Dès lors, il est douteux que les expériences prévues à Creys-Malville permettent d'éclaircir les choix auxquels va être confrontée la France en 2006, échéance fixée par la loi du 30 décembre 1991 sur la gestion des déchets radioactifs. A cette date, le Parlement devra opter entre deux voies : la poursuite du retraitement et l'incinération d'une partie des résidus, ou le stockage en l'état, en couche géologique profonde, de cet héritage empoisonné. « Le maintien en fonctionnement de Superphénix n'apportera d'enseignements que pour lui-même », est persuadé le physicien Raymond Sené, qui n'a jamais fait mystère de son opposition au surgénérateur et a, logiquement, préféré démissionner de la commission.

Inapte à produire de l'électricité, mal adapté à la recherche, « Superphénix n'a vraiment rien pour lui », pensent, décidément, Maurice François et Georges David, devant leurs centrales au méthane et à l'énergie solaire. « Cette reconversion de la centrale en outil de recherche, c'est un rideau de fumée, dit Maurice. C'est l'orgueil des technocrates qui les empêche de reconnaître leur erreur ! »

A Creys-Malville, les deux rebelles ne rencontrent pourtant guère d'écho. Les ingénieurs d'EDF ont fait construire des pavillons à l'ombre du surgénérateur, les communes ont misé sans compter sur une hypothétique taxe professionnelle et, dit une commerçante, « sans la centrale, c'est la mort du pays ».

Qu'importe ! Maurice en est sûr, « la centrale est condamnée » avant son terme, prévu aux environs de 2015. Il est vrai que personne, en France, n' imagine plus un développement industriel d'une filière rapide avant le milieu du siècle prochain. Et nul ne croit plus que Superphénix puisse, un jour, renaître de ses cendres.

Pierre Le Hir
Dessin : Zoran Orlic



■
 Directeur de la rédaction : Edwy Pisiel
 Directeurs adjoints de la rédaction :
 Jean-Yves Lhousseau, Robert Solé
 Rédacteurs en chef :
 Jean-Paul Besset, Bruno de Massis, Pierre Georges,
 Laurent Grebarnet, Emmanuel Lacroix, Michel Rajman, Bertrand La Cendre,
 Rédacteur artistique : Dominique Royanet
 Directeur en chef technique : Eric Azan
 Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
 ■

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 12 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lectors du Monde,
Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, l'ain Presse, Le Monde Privé/Finance.

SIÈGE SOCIAL : 21 bis RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 08
Tél. : 01-47-37-26-00. Télécopieur : 01-47-37-21-21. Télex : 205 806 F

Suite de la première page

Dans une procédure pénale, le juge d'instruction se charge de réunir les preuves pour le compte du plaignant. Dans l'affaire Matra, c'est le juge d'instruction, Eva Joly, qui fera ce travail. Elle sera libre

AMAZON LETTERMATIC

SCHNEIDER
Dans notre article « Schneider mène son recentrage » paru dans *Le Monde* du 24 décembre, le cours de l'action du groupe a été donné, par erreur, sur une référence non ajustée, ne tenant pas compte de l'absorption de la holding de tête, SFEP, par Schneider. Le titre n'est donc pas tombé de 500 à 170 francs entre fin 1993 et 1995, comme nous l'avons écrit, mais de 250 à 170 francs fin 1995. Il cotoie à la clôture de la Bourse, le 23 décembre, 233,5 francs.

MAÎTRES AUXILIAIRES

Dans l'article consacré à la situation des maîtres auxiliaires (*Le Monde* du 24 décembre), le syndicat Force ouvrière nous demande de préciser qu'avec la CFDT et la CGT il n'a pas signé le protocole de juillet 1993 proposé par François Bayrou, ministre de l'éducation nationale.

QUELQUES ANS
Revers de la médaille, cette procédure a donné lieu à quelques abus outre-Atlantique : des avocats peu scrupuleux, payés au résultat, faisaient du chantage au procès. Dans son projet de réforme du droit des sociétés, le sénateur Philippe Marini (RPR, Oise) voulait introduire timidement ce concept en France. La Chancellerie, inquiète des dérives possibles, ne le souhaita pas. « On ne peut pas empêcher indéfiniment les dirigeants de diriger », explique Anne Charvériat, avocat du bureau Francis Lefebvre.

align. La situation actuelle ne serait, selon un haut magistrat, que le reflet de la structure des pouvoirs à la française. « Il peut apparaître paradoxal que ce soit la mouche du coche qui fiche en l'air l'attelage, explique-t-il. Cela se produit parce que les contrôles qui devraient s'opérer en amont ne s'opèrent pas. Comme il n'y a ni contrôle ni contre-pouvoir, les dirigeants en déduisent qu'ils n'en courent aucun risque. Et ils tombent des nues lorsqu'ils font l'objet d'une procédure pénale ».

Les patrons s'interrogent sur les mobiles de ces stakhanovistes de la procédure. « Les mobiles, on s'en fiche. Ce qui compte, c'est l'intérêt à agir », poursuit ce haut magistrat. Un retour à la normale implique un changement de mentalité chez les chefs d'entreprise. « Il faudrait que les majoritaires ne s'estiment pas maîtres absolus de l'entreprise, qu'ils aient de la considération pour les minoritaires et apprennent un nouvel art de vivre. Il faut considérer les faibles car un faible peut avoir raison », conclut M^{me} Frison-Roche.

Arnold Lehmann

L'indifférence, tel est, en l'occurrence, le mal suprême, d'autant plus insupportable qu'il est le fruit de la lâcheté. Les dirigeants du monde, à l'heure de CNN et d'Internet, ne peuvent plus brandir l'alibi de leur ignorance. Les hommes politiques savent que plusieurs centaines de milliers de civils - en majorité des femmes et des enfants rwandais appartenant à l'ethnie hutue - luttent toujours contre la peur et la faim, abandonnés de tous dans l'est du Zaïre.

Ils le savent d'autant mieux qu'ils ont manifesté, pendant quelque temps, l'intention de venir à leur secours, d'abord en imaginant une opération militaire-humanitaire,

ensuite en préparant des largages de vivres. Tous ces plans firent naufrage, faute de volonté politique d'une communauté internationale désunie et trop heureuse que le retour massif au Rwanda d'une grande partie des réfugiés lui offrit un prétexte à se désengager. C'était il y a quelques semaines, cela semble un siècle.

Quand les gouvernements savent mais ne veulent pas, ils se rendent coupables de non-assistance à peuple en danger. Ils peuvent le faire d'autant plus aisément que les souffrances des victimes se déroulent, en l'espèce, loin du regard des journalistes, loin de l'œil accusateur des caméras. Ce qui se passe dans les collines du Kivu et dans les forêts du Zaïre restera comme une amère défaite pour les médias, privés par les maîtres du terrain de transmettre au monde leur témoignage.

De manière plus générale, tout se passe

par Paul Thibaud

Voilà où a conduit la voie empruntée presque constamment depuis vingt ans par toutes les majorités, la voie que Jacques Delors a marquée d'une formule, « *France par l'Europe* », la réforme grâce au conditionnement externe. Stratégie décrite par Jean Pisani-Perry, directeur du CEPII (Centre d'études prospectives et d'Informations Internationales) dans un rapport pour le plan : « *Privé de l'instrument monétaire et limité dans l'usage de l'instrument budgétaire, l'Etat devra redéfinir son rôle économique. Au lieu d'attendre que la monnaie répare leurs erreurs, les acteurs économiques et sociaux devront intégrer les nouvelles disciplines dans leurs stratégies.* » Donc la vertu viendrait aux peuples et aux Etats par la contrainte et par la diète, par dressage. Ça n'a pas marché.

Comment expliquer un échec de cette dimension ? Par un mélange

d'illusions entretenues et d'impréparation dans la politique européenne.

Les technocrates français ont
mâgure cru à une Europe qui se-
rait, en plus grand et en plus ra-
tionnel, une projection du modèle
français : politique industrielle,
services publics, régulation keyné-
sienne... Ils s'illusionnaient en
croyant que l'Allemagne, où l'in-
dustrie est l'affaire de la société,
non de l'Etat, pouvait entrer dans
ces vues. Cette révéralie perdure
chez les apologistes de l'Europeu-
plissane : Français, vous allez en
baver mais on enfoncera le yen,
on fera la nique aux Américains,
on convaincra les Allemands...
Dans l'état où est le pays, ces
vastes stratégies apparaissent an-
si fumeuses que celles de Picro-

Avec une « wishful Europe » en tête, on se prépare mal à l'Europe réelle. D'ailleurs ceux qui organisent l'Europe réelle ne se préoccupaient guère de nous avertir. Ils comptolaient de nous changer sans que nous ayons à le vouloir. Réformateurs souvent déçus, ils ne cherchaient plus à convaincre les Français, mais à les désintoxiquer, à les sevrer d'inflation et de subventions.

Un temps, on a pu croire qu'en instillant au Français un sentiment d'impuissance (nous ne pouvons pas mais l'Europe peut), on éveillerait leurs résistances aux réformes. Constatons que l'effet est

C'est en prenant de front ses difficultés que la France peut rendre un ressort politique dangereusement affaibli par le refus de s'en remettre à l'Europe ou de l'inflammer. L'urgence est moins de s'opposer à l'Europe abusive que de retrouver la responsabilité collective, de redonner corps autrement au principe-clé de la démocratie : la souveraineté nationale. La souveraineté n'est pas la toute-puissance, c'est, pour une nation, être libre, agir par soi-même dans les limites de sa puissance et dans le cadre de ses engagements. Elle se caractérise moins par l'étendue des prérogatives que par l'existence propre, par la participation à l'histoire. On perd le sentiment de la souveraineté, donc la souveraineté, par défaut de projet, quand on s'en remet à d'autres pour dire votre existence.

**Le terrain
où s'éprouve
aujourd'hui
la souveraineté,
ce n'est pas
la maîtrise
des frontières
mais la capacité
interne de faire face
à leur ouverture**

Le terrain où s'éprouve aujourd'hui la souveraineté ce n'est pas la maîtrise des frontières mais la capacité interne de faire face à leur ouverture. Nous continuons en France à parler de l'Europe comme d'une option, alors que c'est d'abord, quel qu'en on pense, une réalité à assumer. Monnaie unique ou non, nous voilà dans un espace où les ajustements économiques se feront désormais par variations monétaires (par des différences des taux de salaire et de chômage, migrations, achats d'entreprises...) ou de relocations... La société française doit poursuivre ainsi plus explicitement, et si nécessaire d'accroître sa cohérence, sa souplesse, sa capacité de créer, d'utiliser, de répartir les compétences, de développer les

Le préalable est de libérer de ce qui le rend impoissant et incroyable l'Etat qui reste notre principale ressource collective : d'une part, son énorme endettement, d'autre part, les affaires de financement frauduleux des partis. Dans l'immédiat, toute politique devrait être jugée à cette aune, car ce sont là les obstacles à écarter avant toute relance de l'action publique. Or, sur ces deux points, on continue de biaiser : chaque année la dette s'accroît de plusieurs centaines de milliards, la chancellerie continue de retarder et d'em-

affaires sensibles. Plus généralement, c'est tout un style politique qu'il faut changer. L'autonomie de l'opinion par rapport à la représentation politique, la multiplicité des recours judiciaires contre l'administration, la demande de transparence, tout cela condamne l'Etat français d'hier qui enveloppait accommodements et arbitraires dans le lourd manteau de sa légitimité. L'évolution des mentalités comme la mise en commun des compétences dans l'Union européenne obligent l'Etat à clarifier ses intentions, à devenir plus explicite.

Mais le rapatriement de problèmes dont on dit trop souvent que l'Europe est soit la cause, soit la solution suppose un discours nouveau qui réconcilierait les Français avec l'Europe, et sur l'Europe. Ceux qui ont critiqué (avec raison) la façon dont l'entreprise était conduite, qui voient que la France risque d'y être de plus en plus perdante, doivent admettre qu'il faut, dit-ce pour l'insécurité, partir de ce qui est engagé. Même quand on a voté contre, on ne peut pas faire que Maastricht n'ait pas été ratifié après référendum, et que son incrimination ne fonde pas une politique. Les Européens de profession doivent de leur côté comprendre que, le fédéralisme étant actuellement hors de portée, se guider sur cet idéal abstrait trouble la vue, porte à aplandir tout ce qui se fait au nom de l'Europe, contribue à l'inconscience devant l'Europe réelle.

L'Europe est, en ce qui concerne l'Est, «c'est mal s'y préparer que de la laisser aller», dit-il. «C'est mal s'y préparer si l'on ne dit pas comment on obtient cette réorientation et ce qu'on fera si on n'y réussit pas. L'Europe n'est pas un vœu à exaucer (ou un cauchemar à dissiper), c'est une action à mener. C'est une épreuve et même un danger pour la nation, mais elle est inévit-
table; toute blâsée que soit sa forme présente, ce sont des mou-
vements profonds qui, à travers elle, atteignent les nations, qu'il s'agisse des effets à terme des guerres, du développement de la science moderne dans le sens de l'individualisme, de la désintégration ou de la déstabilisation économique mondiale depuis 1974.

L'idée glorieuse de l'Europe est trompeuse (comment croire à cette « grande aventure » devant le déclin démographique et économique ?) mais l'idée que l'on pour-rait balayer cet amas d'institutions, d'habitudes, d'intérêts imbriqués, d'engagements pris, cela ne l'est pas moins. L'Europe connaît-elle des avatars mal prévisibles, peut-être des développements, probablement des déboires. On peut douter qu'il soit réaliste d'imposer la même morale à des sociétés très différentes), mais pour se préparer aux uns comme aux autres, il faut, dépassant la naïveté aussi bien que la peur, affronter l'Europe réelle dont redéfinir l'Etat pour ressouder la société, avoir enfin une stratégie pour la France en Europe.

Don't Tell Me

REVUE DE PRESSE

THE WASHINGTON POST
■ Les violences de rue risquent maintenant de déclencher une nouvelle phase de tension en Serbie où, four après jour, des dizaines et des centaines de milliers de citoyens participent à des manifestations pacifiques. Il s'agit déjà d'une expression mémorable de l'opinion publique. Ces citoyens ont suscité une possibilité à laquelle personne ne croyait lorsqu'ils ont commencé à manifester il y a plus d'un mois : relâcher le poigne du régime autocratique de Slobodan Milosevic et mettre la Serbie sur la voie de la démocratie. Cela pourrait transformer non seulement la Serbie mais aussi le reste de l'ex-Yougoslavie.

Les manifestations ont réussi jusqu'à maintenant l'unité entre les opposants d'origine diverse, nationalistes aussi bien que démocrates, membres des partis d'opposition de même que simples citoyens sans affiliation politique.

Le fait que le mouvement touche essentiellement la classe moyenne, et son désir exprimé de conserver un soutien international semble le rendre plus démocratique au fil des jours.

THE DAILY TELEGRAPH
 ■ Prés de six mois après sa réélection en tant que président, Boris Eltsine est de retour au Kremlin. Selon ses médecins, il est capable de travailler huit heures par jour, à condition de faire un peu d'exercice et de ne pas abuser de l'alcool. La capacité de M. Eltsine à pratiquer l'auto-discipline reste sujette à caution, mais, si son quintuple pontage cardiaque lui a appris à se modérer, l'étrange vide qui a existé au Kremlin depuis cet été sera comblé.

Le test oblique des intentions présidentielles sera le destin de ces réformateurs, des plus éminents réformateurs, apparus lors de la chute du communisme, à lui qui a supervisé le vaste programme des privatisations. Le maintien de son autorité actuelle, en particulier en tant que chef-adjoint de la commission d'urgence sur l'impôt, sera le signe que les instincts réformateurs de M. Eltsin restent forts. Un rétrécissement de son rôle ou sa mise à l'écart signifierait au contraire un retour à la confusion pré-Secteur. Il appartient maintenant au président, pourvu d'un mandat renouvelé et apparemment doté d'une efficacité passable, de justifier la confiance que les électeurs ont mise en lui.

LIBÉRATION
Gérard Dupuy
■ Malgré une baisse sensible au cours des vingt dernières années, la mortalité routière reste nettement plus élevée en France que dans bien des pays de niveau comparable. Il n'y a aucune raison d'accepter ce fléau comme une fatalité. A côté des responsables communs de cet état de fait — un premier rang desquels figurent l'alcool et la vitesse —, les spécialistes pointent un autre fautif : la médiocre formation des conducteurs. O'où l'idée caressée par certains de sensibiliser les apprentis conducteurs au respect du code de la route en en confiant l'enseignement à des administrations publiques, et à l'éducation nationale en premier chef. Cette preuve de confiance ira droit au cœur des enseignants, mais ils risquent d'être

Les Européens

De:

[illegible]

AÉRONAUTIQUE Le statut d'Airbus pourrait être transformé au début 1997 par abandon de la structure de groupement d'intérêt économique (GIE) pour celle d'une société

industrielle normale. Airbus intégrerait une part des fabrications aujourd'hui faites par les maisons-mères Aerospatiale, Dasa, British Aerospace et Casa. ● LES RAISONS de

ce changement sont financières : Airbus ne peut plus se satisfaire des avances remboursables des Etats et doit pouvoir emprunter sur les marchés. Et Industrielles : Airbus doit

pouvoir réduire ses coûts pour affronter la concurrence renouvelée après la fusion de Boeing et de McDonnell Douglas. ● AEROSPATIALE aurait accepté de céder à la

nouvelle société ses lignes de montage et d'abandonner la production de l'électronique de cockpit. En revanche, le groupe français aurait exigé de conserver ses bureaux d'étude.

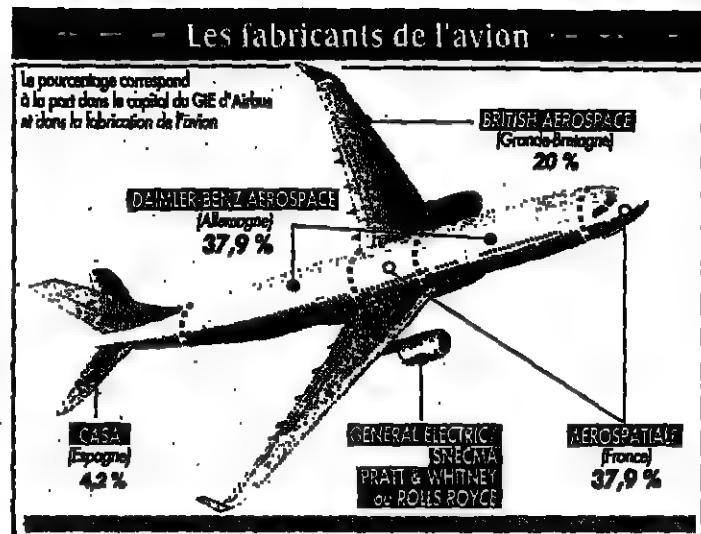
Les Européens tentent d'aplanir leurs divergences sur l'avenir d'Airbus

Un compromis se dessine pour remplacer le statut de GIE commercial par celui d'une société intégrant les fabrications. Aerospatiale conserverait ses bureaux d'études mais verserait une soule à ses partenaires

« LE GOUVERNEMENT français est favorable à la constitution d'une société indépendante Airbus, mais pas à n'importe quel prix. Dans les conditions actuelles, il s'agit d'un brochage ». A quelques jours de l'échéance que s'étaient fixés, le 8 juillet, les industriels européens pour « parvenir à un accord définitif d'ici la fin 1996 sur le calendrier et les aspects techniques de la transformation, en 1999, du groupement d'intérêt économique Airbus en société autonome », la position officielle du gouvernement français laisse peu d'espoir quant aux chances de voir se dégaier un compromis avant la fin de l'année. D'autant que les quatre partenaires d'Airbus, les français Aerospatiale (37,9 % du GIE), l'allemand Daimler-Benz Aerospace (37,9 %), le britannique British Aerospace (20 %) et l'espagnol CASA (4,2 %), n'ont pas arrêté de dater pour un nouveau conseil de surveillance après le constat d'échec de la réunion du vendredi 13 décembre.

Le temps presse pourtant après la fusion des deux concurrents américains Boeing et McDonnell Douglas. Si la structure de GIE (Groupement d'intérêt économique) a permis le décollage de l'industrie européenne, elle doit depuis quelques années sur ses limites. La forme du financement par avances remboursables est maintenant insuffisante pour trouver les huit milliards de dollars nécessaires au lancement du super-jumbo (un avion de 500 à 700 places) concurrent du Boeing-747. Il faut pouvoir aller sur les marchés financiers et accéder de nouveaux partenaires dans le capital, comme l'italien Alenia ou, pourquoi pas, l'américain Lockheed-Martin.

Airbus doit en outre répondre aux attaques américaines sur le thème d'une entreprise subvention-



née par les Etats européens. L'hédomadaire américain *Business Week* du 30 décembre 1996 repart à la charge et dénonce « son processus industriel inefficace, qui vise davantage à assurer à chaque partenaire un juste retour dans la répartition des tâches qu'à gagner de l'argent ».

AVION EN KIT

Enfin, Airbus veut pouvoir connaître ses coûts de fabrication. Depuis sa création il y a vingt-cinq ans, Airbus est contenu dans un rôle commercial pour la promotion des avions européens. Les décisions d'engagements de nouveaux programmes, de les financer et de les construire sont du ressort de ses maisons-mères, à la fois actionnaires et fournisseurs exclusifs. Airbus est ainsi devenu le spécialiste de l'avion en kit, assemblé à Toulouse ou à Hambourg avec des morceaux d'appareils en provenance de toute l'Europe transportés dans les entrailles d'un avion spécial, le Beluga, véritable baleine des

airs. Le consortium se contente de négocier chaque année le prix d'achat des éléments auprès des partenaires et de fixer, en conséquence, le prix de vente minimum des avions.

Tous les partenaires d'Airbus sont convaincus déjà depuis quelques années de la nécessité d'une révolution interne. Mais chacun d'eux cherche légitimement à défendre au mieux ses intérêts et se emploie au moment de la mise en commun de leurs ressources humaines, commerciales et financières. « Airbus doit devenir une entreprise européenne intégrée responsable de ses produits, ses coûts et ses résultats », réclame Günther Rexrodt, ministre allemand de l'économie. L'allemand Daimler-Benz Aerospace plaide avec les Britanniques pour une société pan-européenne intégrée, qui ferait descendre dans Airbus une bonne part des fabrications faites aujourd'hui par les maisons-mères. Ce projet ferait passer les effectifs de 2 000 à

près de 40 000 salariés. Côté français, on explique que « les Allemands, qui n'ont pas entamé leur restructuration dans l'industrie aéronautique, espèrent, en transférant toutes les usines d'Airbus que la société européenne Airbus se chargera de cette tâche ». Les Britanniques plaident également pour une large intégration des usines et des bureaux d'étude civils. Mais ils souhaitent que la société Airbus soit libre de mettre en concurrence les usines des différents partenaires. « Les Anglais espèrent ainsi, grâce au dumping social, récupérer petit à petit des éléments de fabrication d'Airbus », juge un fonctionnaire français.

MÊME VISION

La France plaide, seule, pour une intégration minimale, avec une structure Airbus limitée à 7 000 emplois. Le mensuel économique allemand *Management Magazin* qualifie récemment le patron de l'Aerospatiale Yves Michot de « freineur ». Il veut valoriser au maximum ses bureaux d'étude et refuse de les abandonner à Airbus, estimant que la France a consenti l'essentiel des efforts de recherche et de développement depuis vingt-cinq ans. Renforcés avec la perspective de la fusion entre Aerospatiale et Dassault, les industriels français souhaitent ouvrir les discussions aux industriels de défense. « Il faudrait dans l'accord sur le statut d'Airbus, tracer les grandes lignes de la négociation sur l'industrie militaire européenne », explique un proche du dossier.

Les Allemands ne fauchent pas mais n'en font pas un préalable. Ils attendent des programmes concrets, alors que les coopérations entre l'Aerospatiale et la Dasa en matière de satellites et de missiles sont aujourd'hui en panne et que le

projet FLA (Future Large Aircraft), un gros avion de transport militaire, est bloqué par Paris.

Si de part et d'autre du Rhin, on diverge sur les modalités, on partage la même vision du rôle futur de l'Etat dans l'industrie aéronautique. « Dans ces activités fortement empreintes des influences de l'Etat, le gouvernement va continuer à apporter sa part pour garantir l'égalité de traitement sur le marché mondial », explique à Bonn M. Rexrodt. « Cela signifie par exemple une aide à la recherche technologique comme la re-

tion d'un noyau dur pourrait en constituer l'occasion. Norbert Lammert, secrétaire d'Etat au ministère de l'économie, et coordinateur des activités aéronautiques et spatiales, a indiqué au Monde qu'une « décision devait être prise au plus vite. Le plus rapide sera le mieux ». Il estime que « les positions se sont récemment rapprochées » entre Allemands et Français et juge intéressantes les nouvelles propositions françaises. Un compromis pourrait être trouvé au début 1997 sur l'évolution du statut d'Airbus. Aerospatiale de-

Retard pour Aerospatiale et Dassault

L'organisation industrielle du futur groupe né de la fusion des activités d'Aerospatiale et de Dassault Aviation est désormais connue (*Le Monde* du 21 décembre). Reste à en définir, début janvier, le périmètre et la répartition du capital. La fusion pourrait être effective en mai ou juin 1997, et le gouvernement n'exclut pas une privatisation rapide.

Les restructurations européennes pourraient en être facilitées. Pour les Allemands, « le statut des partenaires - deux entreprises privées, Dasa et British Aerospace ; deux groupes publics, Aerospatiale et Casa - ne facilite pas la recherche d'un compromis sur Airbus ». Le gouvernement français estime que la mise sur le marché d'Aerospatiale-Dassault pourrait permettre d'envisager une « fusion par le haut » de l'industrie aéronautique européenne avec l'échange de participations.

contre nos concurrents américains, mais aussi des subventions comme ils en reçoivent indirectement à travers de grands projets militaires », a précisé Manfred Bischoff, le PDG de Dasa.

Paris a récemment évolué sur ce dossier. « Il faut voir grand », estime-t-on maintenant au sein du gouvernement français. « Plutôt que d'abandonner petit morceau par petit morceau notre industrie aéronautique au profit de sociétés pan-européennes, réfléchissons à une fusion par le haut ». La privatisation d'Aerospatiale-Dassault et la constitu-

derait à la nouvelle société ses lignes de montage et accepterait d'abandonner la production de l'électronique de cockpit. En revanche, selon nos informations, Aerospatiale aurait exigé de conserver ses bureaux d'étude. En échange, ses partenaires lui auraient demandé de verser une soule pour conserver une participation égale à celle détenue aujourd'hui dans le GIE (37,9 %).

Christophe Jakubyszyn et Philippe Ricard (à Cologne)

DÉPÊCHES

■ **INDUSTRIE** : Elf-Atochem a acheté les activités adhésifs et mastics de la société britannique Laporte, dont le chiffre d'affaires annuel s'élève à 100 millions de livres sterling (880 millions de francs). Ces activités seront intégrées dans AtoFindley, dont le chiffre d'affaires devrait atteindre 3 milliards de francs en 1997, constitué à la suite de l'achat en janvier 1996 de la société américaine Flodyloc par Atochem.

■ **AÉRIEN** : la grève des contrôleurs aériens des quinze pays africains membres de l'Aseca (Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique), qui avait démarré mardi 24 décembre à midi pour une durée de 48 heures, s'est poursuivie mercredi. Les contrôleurs aériens de l'Aseca réclament une amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail. A Paris, tous les vols d'Air France à destination de l'Afrique de l'Ouest du mercredi 25 décembre ont été annulés et devaient être reportés au jeudi 26 décembre.

■ **AIR LIBERTÉ** : le tribunal de commerce de Créteil dira, le 8 janvier, si British Airways, associé au groupe Rivaud, est autorisé à acquérir Air Liberté, placée en redressement judiciaire le 26 septembre.

■ **PIRATAGE** : plus de dix millions de disques compacts (musique, vidéo et informatiques) ont été saisis et 140 personnes arrêtées cette année en Chine pour piratage. 6 000 firmes ont été « punies » et 3 000 magasins ont vu leur licence supprimée pour infractions à la loi de la propriété intellectuelle, indique le gouvernement.

■ **LA FRANCE** : Colette Neuville, présidente de l'Association des actionnaires minoritaires, conteste les modalités de l'OPA lancée par Eurafin (groupe Lazard) sur sa filiale à 58 %, la compagnie d'assurance La France. M^{me} Neuville, qui agit notamment pour le compte du fond d'arbitrage américain Wyss-Pratte détenant 5 % du capital de La France, demande une attestation d'équité sur la valeur de l'assureur.

Des actionnaires contestent les conditions de vente des casinos de la Générale des eaux

GESTIONNAIRE de casinos et de grands hôtels, la Société fermière de Cannes semble avoir pris l'habitude de ne pas trop se soucier des actionnaires minoritaires. Déjà poursuivie en justice par des actionnaires pour des opérations menées en 1991, cette société fait l'objet d'une nouvelle contestation en justice.

Deux fonds communs de placement (Cipade et Ulysse) ainsi qu'un particulier ont déposé, le 12 décembre, un recours auprès de la cour d'appel de Paris, après la dérogation accordée par le Conseil des marchés financiers (CMF, l'ancien Conseil des Bourses de valeurs) à la Générale des eaux pour la cession au groupe Partouche de sa participation (30,3 %) dans la Ferrière de Cannes à un prix très supérieur au marché.

Cette participation dans la Ferrière de Cannes constitue l'un des héritages à risques trouvés par la Générale des eaux lors de l'absorption, en 1995, de sa filiale Immobilière Phénix. La compagnie décide très vite de sortir de cette société qui exploite, à Cannes, le casino municipal, le Palm Beach et des grands hôtels (Majestic et Gray d'Albion), ainsi que le golf de Mandelieu et le casino de Menton. L'actionnaire majoritaire de la Ferrière, Diane Deseigne (fille de l'ancien entrepreneur en casinos Lucien Barrière), qui détient plus de 66 % du capital et 73,3 % des droits de vote, n'a pas les moyens de racheter cette participation. La Générale des eaux, par l'intermédiaire de sa branche immobilière, la CGIS, entame alors des négociations avec le groupe Partouche, autre grand exploitant de casinos, notamment à Lyon.

Mais la compagnie ne veut pas vendre à n'importe quel prix. Dans les livres de l'Immobilière Phénix, les actions de la Ferrière étaient inscrites au prix moyen de 19 308 francs. Après l'absorption

de cette filiale, la Générale des eaux, suivant les estimations de la banque Pallas Stern, a constitué une provision, pour évaluer ces actions à 14 400 francs, puis passé de nouvelles provisions à la fin de 1995. Après discussions, elle s'entend avec le groupe Partouche, pour les céder à 10 021 francs. « Un prix qui nous a permis de ne pas enregistrer de moins-value et même de réaliser une légère plus-value grâce à des reprises de provisions », assure-t-on aujourd'hui à la compagnie.

UN PRIX « SANS SIGNIFICATION »

Mais cet accord, qui semble satisfaire les deux parties, pose un problème : en Bourse, l'action Ferrière ne cote que 2 910 francs fin septembre, soit 245 % de moins que le prix de rachat proposé par Partouche. La réglementation boursière prévoit que toute vente de gré à gré supérieure de 10 % au prix du marché doit obtenir une autorisation du CMF. Le 2 octobre, la Générale des eaux et Partouche écrivent une lettre commune au CMF pour demander une dérogation, en arguant que « le prix du marché n'a aucune signification » et ne reflète pas la valeur réelle de la société. Le 8 octobre, l'autorité de tutelle boursière donne son accord par lettre. La transaction sera révélée le 14 octobre.

Les actionnaires minoritaires tombent des nues : ils n'ont pas été informés de l'existence d'une vente de gré à gré. Seuls, des avis de franchise de sentis à la baisse pour la Générale des eaux et à la hausse pour le groupe Partouche seront publiés.

Les minoritaires ne comprennent pas la dérogation accordée par le CMF. Toutes les grandes transactions de gré à gré, comme récemment la vente de Valeo, ont été réalisées dans la limite de la fourchette de 10 %. Jamais l'autorité boursière n'a ac-

cepté une vente qui déroge autant au prix du marché, et cela sans motif à sa décision. Cet accord les surprend d'autant plus que le dossier connaît un précédent. En 1991, le Conseil des Bourses de valeurs avait accordé une première dispense lorsque l'Immobilière Phénix était entrée dans la Ferrière de Cannes en achetant des titres à la famille Deseigne à un prix très supérieur au marché. Les actionnaires minoritaires avaient déjà protesté, sans succès.

En 1995, ces derniers avaient appris, grâce à un document découvert lors d'une perquisition, l'existence d'une convention confidentielle signée quatre ans plus tôt entre l'Immobilière Phé-

nix et la famille Deseigne, conclue au détriment des autres actionnaires. Ce qui expliquait la surprime payée lors de l'achat des titres. Les autorités boursières n'avaient rien vu. L'affaire fait l'objet d'une procédure pénale.

LA COB S'EN MÊLE

Le rachat par le groupe Partouche des actions Ferrière de Cannes à un prix si déconnecté du marché boursier cache-t-il d'autres opérations ? Les autorités boursières, avant d'accorder leur dispense, se sont-elles assurées que les minoritaires ne seraient pas lésés une deuxième fois ? Interrogé par ces derniers, le CMF n'a pas voulu leur expliquer sa dé-

cision. Des minoritaires mécontents ont donc décidé de déposer un recours auprès de la cour d'appel de Paris.

Dans un premier temps, le CMF a refusé de donner au tribunal le texte de la dérogation, qui, selon nos informations, ne serait pas mentionnée dans les procès-verbaux des réunions du CMF. Puis, sous la menace d'une injonction du président de chambre, il lui a fait parvenir la lettre de dérogation envoyée aux deux parties. Un jugement est prévu pour le mois d'avril. De son côté, la COB, gendarme de la Bourse, confirme que cette affaire est examinée par ses services.

Martine Orange

Le repli de la Bourse de Tokyo s'accroît tandis que le yen fléchit face au dollar

LES MARCHÉS FINANCIERS japonais ont continué à faire preuve d'une grande nervosité, jeudi 26 décembre. L'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes de la Bourse de Tokyo a terminé la séance en baisse de 1,32 %, à 19 291,58 points. En milieu de journée, l'indice avait cédé jusqu'à 3 %, passant sous la barre des 19 000 points pour la première fois depuis le 6 décembre 1995.

Depuis le début de l'année, la Bourse de Tokyo affiche une perte de 2,90 %. Elle est la seule de toutes les grandes places financières internationales à s'inscrire en recul : New York a gagné 27,47 % depuis le 1^{er} janvier, Francfort 26,25 %, Paris 22,31 % et Londres 10,93 %.

Les actions nippones ont été pénalisées par l'annonce d'une baisse de 1,9 % de la production industrielle et d'un recul de 0,3 % des ventes au détail au Japon au mois de novembre. Elles ont aussi

été affectées par la publication d'un article du quotidien économique *Nihon Keizai Shimbun* affirmant que la société japonaise de financement spécialisé Koel Corp. - dont le principal créancier est la grande banque Industrial Bank of Japan (IBJ) - sera liquidée à la fin du mois de mars. Les dirigeants de Koel Corp., groupe massivement engagé dans le secteur sinistré de l'immobilier, estiment qu'un retour à une exploitation normale est impossible.

La faiblesse des actions japonaises s'est accompagnée, jeudi 26 décembre, d'un repli parallèle de la devise et des marchés obligataires nippons. Le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans est remonté de 2,46 % à 2,55 % - les taux remontent quand le cours des titres se déprécie - tandis que le dollar a atteint le cours de 115,10 yens, son niveau le plus élevé depuis le 1^{er} avril 1993. Le repli des actifs financiers nippons incite

les investisseurs à placer leurs capitaux en dehors de l'archipel, ce qui se traduit par des conversions de yens dans d'autres devises.

La chute du yen a été freinée par les déclarations d'un haut fonctionnaire du ministère nippon des finances à l'agence Reuter estimant que « les autorités monétaires japonaises n'apprécient pas les fluctuations intempestives sur le marché des changes et surveillent de près la situation ». Ces propos ont incité les opérateurs à la prudence dans la mesure où ils laissent entendre que la Banque du Japon est prête à intervenir sur le marché - en vendant des dollars et en achetant des yens - pour faire remonter le yen. Si la faiblesse de la monnaie nipponne est favorable aux exportations des entreprises de l'archipel, elle augmente en revanche les risques d'inflation importée au Japon.

Pierre-Antoine Delhomma

■ LA BOURSE DE TOKYO est parvenue à contenir ses pertes, jeudi, à -1,32 %, à 19 291,58 points. En cours de journée, l'indice avait touché un plus bas niveau de 18 619,92 points.

■ LE DOLLAR baissait en fin de séance, jeudi à Tokyo, après avoir brièvement touché dans la matinée son plus haut niveau depuis 45 mois à 115,12 yens. Il s'échangeait à 114,61 yens.

■ LA BANQUE DE FRANCE lance, jeudi, un appel d'offres dont la tombée est de 43 milliards de francs, échéance au 3 janvier. Elle a abaissé, le 17 décembre, son taux d'appel d'offres à 3,15 %.

■ SUR LE NOUVEAU MARCHÉ, le premier fixing des valeurs cotées aura lieu à partir du 2 janvier à 10 h 30 au lieu de 9 h 30 actuellement. Le deuxième fixing demeure à 16 h 30.

■ LA BOURSE DE PARIS a gagné plus de 500 milliards de francs en 1996. La capitalisation boursière (actions multipliées par leur cours) frôle désormais les 3 000 milliards de francs.

LES PLACES BOURSILIÈRES

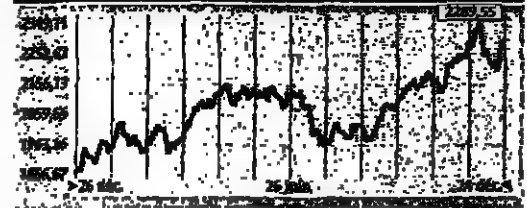
Paris progresse dans le calme

L'UNE DES RARES places boursilières à être ouverte au lendemain de Noël - Francfort et Londres - la Bourse de Paris progressait dans le calme jeudi 26 décembre après une ouverture plutôt hésitante. En hausse symbolique de 0,02 % au début des échanges, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 0,08 %. Aux alentours de 12 h 15, le principal indicateur de la place parisienne s'appréciait de 0,61 % à 2 303,47 points. Le volume des échanges s'élevait à 700 millions de francs sur le compartiment à règlement mensuel.

Sur le Matif, le contrat sur les bons du Trésor à dix ans était stable à 128,90 points. Paul Marchelli, membre du conseil de politique monétaire de la Banque de France, a estimé que la croissance en France serait supérieure à 2,5 % en 1997.

Les opérateurs réalisent les derniers ajustements de portefeuilles après une année qui a été bonne

Indice CAC 40 sur un an



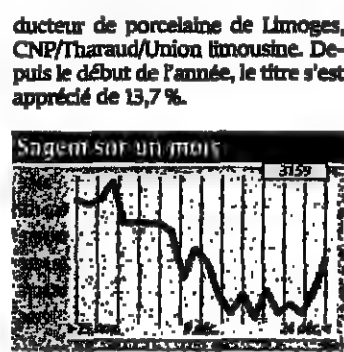
pour la Bourse, en hausse de 22 %. Parmi les titres en progression sensible on relevait BHV (+ 6,7 %), Carbone Lorraine (+ 4 %), Sommer Allibert (+ 3,3 %) et DMC (+ 2,2 %).

Sagem, valeur du jour

SAGEM a progressé, mardi 24 décembre, à la Bourse de Paris. Le titre a gagné 1,09 % à 3 159 francs dans des transactions estimées étroites par les opérateurs. Son PDG, Pierre Faure, a annoncé que le résultat net progresserait de 15 % en 1996 et le chiffre d'affaires de 2 %. Le groupe français d'électronique, défense et télécommunications a annoncé, par ailleurs, qu'il avait l'intention de renforcer ses activités luxe, et était actuellement en négociations pour acquérir un pro-

ducteur de porcelaine de Limoges, CNP/Tharand/Union Limousine. Depuis le début de l'année, le titre s'est apprécié de 13,7 %.

Sagem sur un mois



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12 h 30	Cours au 26/12	Var. %	Var. %
Banque Paribas	480	+0,36	+0,36
BNP Paribas	40	+0,25	+0,25
Metropole Inter	14,50	+0,20	+0,20
Banque Disney	10,25	+0,20	+0,20
OLYMPIA	79,50	+0,24	+0,24
Primagaz	585	+0,25	+0,25
Banque	7	+0,24	+0,24
Intercontinental	89	+0,22	+0,22
Sipac	114,80	+0,20	+0,20

BAISSES, 12 h 30	Cours au 26/12	Var. %	Var. %
Banque	4826	-0,27	-0,27
Nord (N)	347	-0,26	-0,26
Chargers Int	249	-0,24	-0,24
Rosel	1560	-0,20	-0,20
Sellor Int ADP	1222	-0,20	-0,20
Sipac	661	-0,20	-0,20
De Dietrich	192	-0,20	-0,20
Labon	170	-0,20	-0,20
Ingenico	85	-0,20	-0,20
UIC	18,50	-0,20	-0,20

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12 h 30	26/12	27/12	Capitalisation
SEANAL	103654	102813	30,40
BP	6992	302195	10
Alcatel	5598	225481	50
Alcatel	6798	224955	80
Carrefour	6798	224955	80
Carrefour	6798	224955	80
Carrefour	6798	224955	80
Carrefour	6798	224955	80
Carrefour	6798	224955	80
Carrefour	6798	224955	80

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

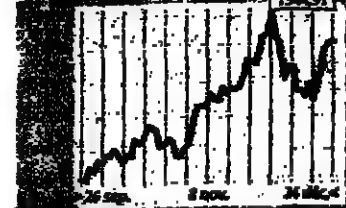
HAUSSES, 12 h 30	Cours au 26/12	Var. %	Var. %
STALIS (C)	1125	+0,22	+0,22
Nat-Nat	53,50	+0,20	+0,20
Socamel-Rescart	111,50	+0,20	+0,20
SIACI	868	+0,20	+0,20
Shaco	230	+0,20	+0,20

BAISSES, 12 h 30	Cours au 26/12	Var. %	Var. %
Manitou	697,80	-0,20	-0,20
Boite Commerciale	97,50	-0,20	-0,20
Pochon	901	-0,20	-0,20
Marc Orban	330	-0,20	-0,20
ICC	101	-0,20	-0,20

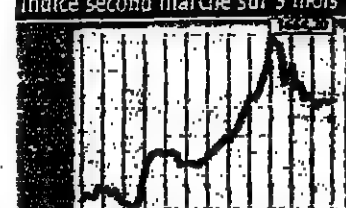
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. gen. SBF 120	1996/12	1996/12	Var. %
Ind. gen. SBF 250	1544,91	1544,91	+0,21
Ind. Second Marché	1642,20	1642,20	+0,21
Indice MIDCAC	1542,80	1542,80	+0,21

Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois



Rechute à la Bourse de Tokyo

ALORS QUE LES VALEURS japonaises avaient rebondi la veille, la Bourse de Tokyo a replongé jeudi, tombant sous les 19 000 points pour la première fois en plus d'un an, mais réussissant à contenir ses pertes en fin de séance. En clôture, l'indice Nikkei n'a perdu que 1,32 % sur son cours de la veille. L'indice Nikkei a terminé la journée à 19 291,58 points, en retrait de 257,83 points sur son cours de clôture de mercredi. Le mouvement a été amplifié par la chute du yen face au dollar. Le marché obligataire connaissait un accès de faiblesse.

Le marché a été victime de pessimisme après l'adoption d'un projet de budget pour 1997-1998, au caractère récessif marqué, avec une hausse de la fisca-

lité indirecte et une absence de mesure de relance. « Les investisseurs se méfient des dernières mesures économiques gouvernementales qui ont été présentées de manière peu claire. La faiblesse des cours est un avertissement du marché au gouvernement », a estimé Tetsuya Ishijima, chef stratège chez le courtier Okasan Securities.

INDICES MONDIAUX

Cours au 26/12	Cours au 27/12	Var. %
Paris CAC 40	2303,47	+0,08
New-York DJ	6489,02	+0,44
Tokyo Nikkei	19161,70	-1,32
London FT100	4092,50	+0,13
Frankfurt Dax 30	2845,37	+0,25
Frankfurt Dax 30	2845,37	+0,25
Frankfurt Dax 30	2845,37	+0,25
Frankfurt Dax 30	2845,37	+0,25
Frankfurt Dax 30	2845,37	+0,25

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

26/12	27/12	Var. %
Alcoa	61,87	+0,37
American Express	58,12	+0,17
AT & T	41,50	+0,24
Bell	41,50	+0,24
Bell	41,50	+0,24
Bell	41,50	+0,24
Bell	41,50	+0,24
Bell	41,50	+0,24
Bell	41,50	+0,24
Bell	41,50	+0,24
Bell	41,50	+0,24

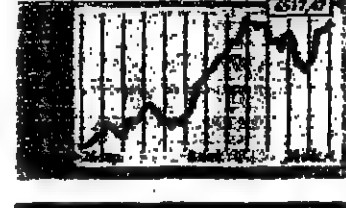
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

26/12	27/12	Var. %
Allied Lyons	4,50	+0,22
Barclays Bank	10,00	+0,20
B.A.T. Industries	4,81	+0,20
British Aerospace	12,22	+0,20
British Airways	6,02	+0,20
British Gas	2,27	+0,20
British Petroleum	6,93	+0,20
British Telecom	3,99	+0,20
B.T. Plc	0,80	+0,20
Cadbury Schweppes	4,87	+0,20
Euromoney	0,77	+0,20
Glaxo	9,98	+0,20
Grand Metropolitan	4,54	+0,20
Guinness	4,54	+0,20
Harcourt	6,25	+0,20
Greif	6,15	+0,20
H.S.B.C.	12,85	+0,20
Imperial Chemical	7,76	+0,20
Legal	8,29	+0,20
Marshall & Spencer	4,79	+0,20
National Westminster	6,85	+0,20
Paragon	5,92	+0,20
Paragon	5,92	+0,20
Paragon	5,92	+0,20
Paragon	5,92	+0,20

FRANCKFURT Les valeurs du DAX 30

26/12	27/12	Var. %
Allianz Holding N	2777	+0,21
Bayer AG	80,20	+0,20
Bayer AG	80,20	+0,20
Bayer AG	80,20	+0,20
Bayer AG	80,20	+0,20
Bayer AG	80,20	+0,20
Bayer AG	80,20	+0,20
Bayer AG	80,20	+0,20
Bayer AG	80,20	+0,20
Bayer AG	80,20	+0,20

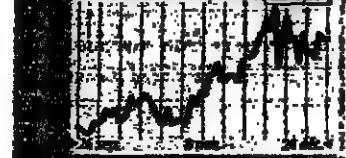
New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Frankfurt, Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX

PARIS Jour le jour

PARIS OAT 10 ans

NEW YORK Jour le jour

NEW YORK Bonds 10 ans

FRANCKFURT Jour le jour

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

FRANCKFURT Bonds 10 ans

LES MONNAIES

US/F 1,2480

US/DM 1,5574

US/£ 114,6200

DM/£ 3,7449

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

£/F 6,7825

Stabilité du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert sur une note stable, jeudi 26 décembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars s'inscrivait en hausse de 2 centimes, à 128,92 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait à 5,77 %, soit 0,03 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance. A TO-

kyo, durant la nuit, le taux de l'emprunt d'Etat à dix ans était remonté de 2,46 % à 2,55 %. Les obligations nippones avaient souffert de l'accès de faiblesse du yen.

La Banque de France a laissé inchangé, jeudi, à 3,25 %, le taux de l'argent au jour le jour. Les opérateurs ne prévoyant pas de baisse des taux directeurs de l'institut d'émission à l'issue de la réunion de son conseil, qui se tenait dans la matinée.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
26/12	26/12	27/12	27/12
Jour le jour	3,2500	3,2500	3,2500
1 mois	3,2500	3,2500	3,2500
3 mois	3,2500	3,2500	3,2500
6 mois	3,2500	3,2500	3,2500
1 an	3,2500	3,2500	3,2500

AUJOURD'HUI

SPORTS

SOLITAIRE Raphaël Dinelli est en perdition dans l'océan indien. Le skipper d'Aligouss a lancé plusieurs appels de détresse, mercredi 25 décembre, alors que son bateau

se trouvait pris dans les vents et les vagues d'une terrible tempête, à plus de 1 000 milles au sud-ouest de l'Australie. LES ORGANISATEURS du Vendée Globe, la course autour

du monde en solitaire, sans escale et sans assistance, à laquelle participait, hors classement officiel, le navigateur âgé de 28 ans, ont demandé aux trois concurrents les plus

proches de se détourner pour tenter de lui porter secours. LES AUTORITÉS maritimes australiennes ont envoyé jeudi 26 décembre au matin un avion pour tenter de repérer le ba-

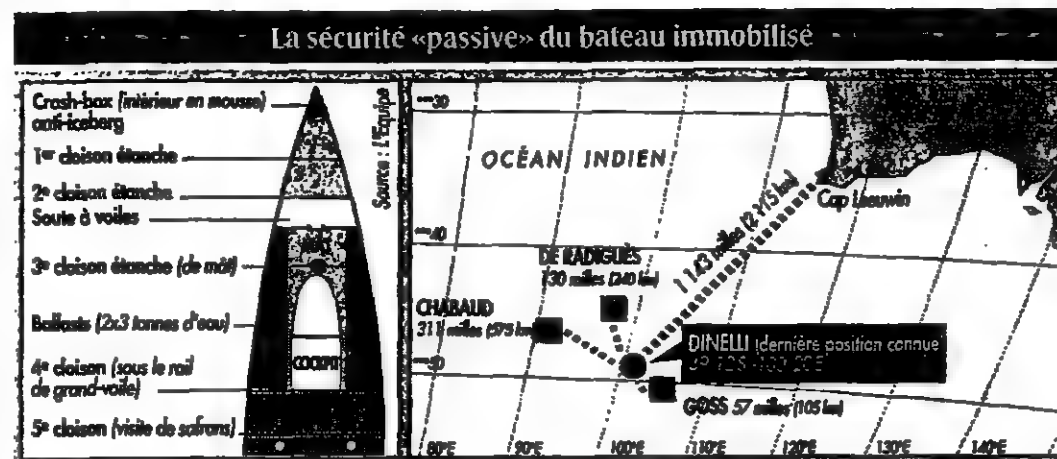
teau en difficulté. Elles ont cependant précisé qu'il sera très difficile d'effectuer un sauvetage dans cette zone située au sud des « Cinquantes hurlants ».

Le navigateur Raphaël Dinelli dérive dans les tempêtes de l'océan Indien

Le jeune navigateur - qui participe hors course au Vendée Globe - a actionné trois de ses quatre balises de détresse mercredi 25 décembre alors qu'il se trouvait à environ 1 200 milles au sud-ouest du cap Leeuwin, en Australie

LA LENTE et inquiétante dérive de l'homme et de son bateau se poursuivait jeudi 26 décembre. Raphaël Dinelli est en perdition dans les « Cinquantes hurlants ». Son bateau, Aligouss, « progresse » à la vitesse de 1 nœud seulement (moins de 2 km/h), poussé par des vents violents de sud-ouest et les énormes vagues d'une terrible dépression de l'océan indien.

Le jeune navigateur, âgé de vingt-huit ans, a déclenché ses balises de détresse mercredi 25 décembre. Deux d'abord, à 13 heures. Une autre, une heure plus tard : signe que l'homme et son bateau sont en grande difficulté. Ils sont victimes des conditions abominables que rencontrent les concurrents du Vendée Globe Challenge, la course autour du monde en solitaire, sans escale et sans assistance, depuis qu'ils sont entrés dans les mers du Sud (Le Monde du 25 décembre).



La journée de Noël avait mal commencé pour Raphaël Dinelli. Dans un dernier message envoyé peu avant 8 heures, il décrivait l'enfer dans lequel il se trouvait : « Vent de plus de 60 nœuds, rafales terribles à 70 nœuds. Deux chavirages. Resté couché plusieurs mi-

nutes. Beaucoup de dégâts à l'intérieur. Sur le pont, le mât est toujours là. La mer est blanche. Cela fume de partout. Pas du tout « fin ». A sec de toile, 18 nœuds dans les surfs, et le bateau se couche encore... » Dès que les appels de détresse sont parvenus au PC course instal-

lé à Paris, Philippe Jeantot, l'organisateur du Vendée Globe, a adressé un message aux concurrents les plus proches de la position de Raphaël Dinelli pour leur demander de se détourner vers lui. Celui-ci se trouvait alors à 1 160 milles (2 150 km) du Cap

Leeuwin, à l'extrémité sud-ouest de l'Australie.

Il a été impossible de joindre par radio le Belge Patrick de Radigues, sur Aybel. En panne de radar, celui-ci se trouvait jeudi matin à 240 km au nord d'Aligouss. Il faisait jusqu'ici route avec Raphaël Dinelli, qui lui servait d'éclairage au milieu d'une mer infestée de blocs de glace (Le Monde du 25 décembre).

LE PLUS PROCHE À 100 KM

En revanche, Pete Goss, qui devançait Raphaël Dinelli de 150 milles environ, a rebrousse chemin dans des vents contraires sur son Aqua-Quorum. Le Britannique, qui venait de subir trois chavirages en une heure, se trouvait jeudi matin à 100 km au sud-est d'Aligouss. Catherine Chabaud, la seule femme encore en course, a décidé elle aussi de détourner son Whirlpool-Europe 2 vers le navigateur en détresse. Elle se trouvait jeudi matin à près de

600 km derrière Raphaël Dinelli. Prévenues par le Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) d'Etel, les autorités maritimes de sécurité australiennes (AMSA) ont envoyé jeudi matin un avion de recherche sur la zone où se trouve Aligouss. « Il est très difficile d'effectuer un sauvetage dans cette zone », a cependant mis en garde un porte-parole de l'AMSA, en précisant que l'avion ne disposerait que d'une autonomie de quatre à six heures.

Dans le drame qui se joue actuellement dans le froid glacé des mers australes, la polémique qui avait accompagné le départ de Raphaël Dinelli des Sables-d'Olonne, le 3 novembre, apparaît d'autant plus vaine. La Fédération française de voile avait alors refusé de l'intégrer officiellement au classement de la course pour des raisons administratives.

Christophe de Chenay

L'Association des joueurs de tennis professionnels préfère Londres à Monaco

TROIS ANS après que la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) eut délocalisé ses bureaux de Londres à Monaco, l'Association des joueurs de tennis professionnels (ATP) s'apprête à faire le chemin inverse. Ce déménagement devrait avoir lieu dans le courant du printemps 1997 dans un lieu de la capitale britannique encore indéterminé. Indique l'ATR : La décision prise en novembre lors de la finale du circuit, à Hanovre, par le board - le comité directeur de l'ATP - composé notamment de représentants de joueurs et de directeurs de tournois -, est irrévocable. C'est Mark Wills, directeur de l'ATP qui est venu confirmer la nouvelle sur la Côte d'Azur. A Sydney, le bureau australien, plus particulièrement chargé de l'Asie, serait sous le coup d'un probable déménagement dans des murs plus petits, et d'un plan social.

Ouvert en janvier 1990, destiné à remplacer une petite antenne à Paris, le bureau avait été installé boulevard d'Italie, à quelques dizaines de mètres du Monte-Carlo Country Club, théâtre du prestigieux Open de Monte-Carlo sur terre battue. Il avait pour mission de faire rayonner l'activité de l'ATP en Europe. A l'époque, le choix apparaissait évident : Monaco est un carrefour international et multilinguistique, ainsi que l'un des havres fiscaux les plus prisés de la planète par les meilleurs joueurs du monde.

Le personnel ne comprend pas : « Quand ils ont décidé d'ouvrir un bureau en Europe, les dirigeants de l'ATP avaient écarté la Grande-Bretagne, qui n'était pas assez européenne, explique un salarié. Nous sommes convaincus que de nombreuses négociations ont pu aboutir justement parce que nous étions à Monaco, dans un univers plus ouvert. » Ici, sous la direction du Français Pierre Darmon, récemment parti à la retraite, de nombreux contrats - de droits télévisés notamment - ont été conclus avec l'Allemagne ou l'Espagne.

DÉCLINEMENTS FISCAUX

L'ATP, aujourd'hui, affirme devoir coordonner ses forces au même endroit : CSL, filiale de l'ATP chargée de ses droits de télévision et de son marketing est déjà basée à Londres. Arrivé il y a deux mois, le nouveau directeur de l'ATP Monaco, l'Allemand Peer Zebregs, sera donc chargé de la délocalisation : « Cette décision va favoriser une organisation plus efficace dans l'optique de l'an 2000, assure-t-il. Sur le plan des affaires, Londres est, en effet, une cité plus importante que Monaco. Il y a beaucoup de gros sièges, de télévisions et autres médias. »

Le regroupement tient surtout à une logique d'entreprise et à une

formidable affaire. L'ATP aurait installé sa filiale CSL outre-Manche il y a un an en raison des dégrèvements fiscaux qui y sont accordés à la création d'entreprise. Ainsi les impôts afférents aux nouveaux contrats signés par les sponsors de l'ATP seraient plus légers, à l'exception des taxes sur les sommes versées par Mercedes, qui vient de signer le partenariat principal de l'association pour une durée de quatre ans. Le bureau a été « ouvert d'une manière impromptue », murmure-t-on à l'ATP. L'ATP est riche et courtisée. A l'origine syndicat des joueurs, l'association gère depuis janvier 1990 l'ATP Tour, fruit d'un partenariat entre les joueurs et les directeurs des tournois dont a été exclu la Fédération internationale de tennis (FIT). Aujourd'hui, l'ATP pèse plusieurs centaines de millions de dollars. En 1996, 83 tournois ont été disputés dans 39 pays. Les prix alloués aux joueurs se sont élevés à plus de 70 millions de dollars (plus de 350 millions de francs). Si des partenariats sont entravés dans leurs investissements à cause de la crise économique, d'autres viennent sans difficulté les remplacer (à l'inverse de ce qui se passe sur le circuit féminin).

LES TV TOULOISES INTERESSÉES

De nombreuses villes candidates pour accueillir des tournois sont aussi en liste d'attente. Ainsi dès qu'un « trou » s'ouvre dans le calendrier, il est immédiatement comblé. Le tournoi de Nice disparu en 1995 a été immédiatement remplacé par le tournoi de New Delhi, en Inde. Quoi qu'en disent certains amateurs et certains diffuseurs, les télévisions se pressent toujours pour « couvrir » les tournois. En 1993, un consortium n'avait pas hésité à débours 100 millions de dollars pour avoir le droit de retransmettre la finale du circuit et les neuf plus grands tournois de l'année à l'exception des quatre rendez-vous du Grand Chelem. Les tournois, bien sûr, comme les joueurs, versent des redevances à l'ATP qui peut ainsi gérer une centaine de tournois challengers - la deuxième division du circuit -, dans une quarantaine de pays.

Ironie du sort, à Londres la puissante ATP va se retrouver sur le terrain de l'ITF. Le déménagement pourrait favoriser un rapprochement entre les deux parties. A Monaco, l'axe de date précise au transfert, les quatorze personnes concernées ne connaissent pas encore leur avenir. L'ATP précise : « Les reclassifications se feront en fonction des compétences et des choix personnels. »

Bénédicte Mathieu

Un jeune footballeur nigérian attend la gloire dans la banlieue parisienne

KENNEDY BOBOYE est une perle du football. C'est du moins ce dont est persuadé l'ancien professionnel du FC Nantes, Fabrice Picot, un des responsables du Saint-Denis - Saint-Leu FC, équipe du championnat National 1 (ex-Division III). Aussi préfère-t-il l'intimité aux journalistes curieux d'en savoir davantage sur ce présumé prodige, « de ne pas entrer en contact avec [son] joueur ».

Kennedy Boboye s'est récemment installé dans la banlieue parisienne. Il a 18 ans et arrive du Nigéria, via l'Allemagne où il a séjourné un mois dans un hôpital de Düsseldorf, afin de soigner une violente blessure à la jambe. Kennedy a posé son sac le 28 octobre dernier, au milieu d'un centre commercial de Taverny (Val-d'Oise), dans un hôtel érigé sous une barette d'autoroute, entre deux « grandes surfaces » au bout du parking. Un hébergement provisoire.

Le club qui le prend en charge, a proposé à Boboye un logement à Cergy-Pontoise. « Trop loin et trop compliqué pour venir aux entraînements », a répondu Boboye, qui a décliné l'offre : « Je veux rester à proximité de Saint-Leu et de Joël Tcheli ». L'International ivoirien venu de Martigues en Division 1 joue lui aussi à Saint-Leu et parle anglais.

Kennedy ne parle pas un mot de français. Aussi, depuis la trêve et que son copain est parti pour la Côte-d'Ivoire, Boboye ne sort pas, ne voit personne, ne parle à personne. « Le matin je me lève, ra-

conte-t-il, je prends mon petit-déjeuner dans la salle à manger de l'hôtel et je reviens dans ma chambre. J'allume la télé, j'écoute de la musique, et de temps en temps, je vais faire un petit tour au centre commercial. »

LA PEUR DE SE PERDRE

Il ne s'éloigne jamais. Peur de se perdre. Peur d'affronter une ville qu'il ne connaît pas et dont il ne comprend pas la langue. Mais Kennedy Boboye ne se plaint pas. Bien au contraire, il s'ennuie un peu. Mais, à la question « comment ça va ? », il répond invariablement : « I'm fine, it's okay ».

Depuis le 28 octobre donc, Kennedy Boboye, fils d'un médecin militaire de l'armée nigérienne qui a servi au Liban au sein des troupes de la FINUL, vit entre les quatre murs d'une chambre de 12 m², avec un poste de télévision accroché en haut du mur. Pour apprendre le

français, Kennedy Boboye attend de trouver un étudiant qu'il paierait de ses propres deniers. Le contrat qu'il a signé le 2 décembre avec Rolf Wegener, son agent (un Allemand résidant à Monaco) et Fabrice Picot, ne prévoit pas de stage d'apprentissage de la langue. Boboye ne s'en émeut guère. Il est trop content de se trouver en France, « ce pays dont [il] aime tant le football », et de s'être échappé de Mexico où il jouait la saison dernière. « Lorsqu'en août, Rolf Wegener m'a appelé et m'a dit : « Je t'ai trouvé un club en France », tout de suite j'ai dit d'accord. Tout ce qu'il fallait d'un club amateur qui n'évaluait qu'en troisième division ».

C'est ainsi que, pour une saison au moins, Kennedy Boboye se retrouve sous les couleurs de ce club de banlieue qui rêve de devenir grand et de résider au Stade de France à la Plaine-Saint-Denis.

Le club qui veut devenir grand

En février 1995, Saint-Leu-la-Forêt, équipe de National 1, éliminait Nantes - futur champion de France - en seizième de finale de la Coupe de France. Présent pour devenir le futur résident du Stade de France, le club, rebaptisé en juin Saint-Denis - Saint-Leu, a porté son budget à 12 millions de francs (largement financés par les collectivités locales, et plus récemment par EDF, qui a accordé 5 millions de francs). La formation a appointé Didier Notheaux au poste d'entraîneur et Dominique Rocheteau à celui de manager général. L'effectif a été renforcé et seuls deux joueurs de l'équipe de 1995 en font encore partie. Malgré cela, Saint-Denis - Saint-Leu ne convainc pas et le récent derby contre le Paris-FC, le 14 décembre, n'a attiré que 978 spectateurs payants. Les Français ont été éliminés par forfait au deuxième tour de la Coupe de France, le 26 octobre, à Brétignolles : le club avait oublié les licences et les joueurs ne s'étaient pas vus de pièces d'identité.

Yves Bordenave

Le moment d'égarement de Pascal Olmeta, gardien de but lyonnais

AVANT LA FINALE de la Coupe de France 1996, Pascal Olmeta, alors au Matra Racing, avait promis d'entrer au Parc des Princes à cheval. Lors de l'élimination par Lyon de la Lazio de Rome, en 1995, le gardien de but corse avait juré d'aller embrasser le pape. Mais, vendredi 20 décembre, le personnage le plus fantasque du championnat de France n'a fait sourire personne. A la fin de la rencontre perdue contre Nantes (0-1), le joueur a agressé son coéquipier Jean-Luc Sasso dans les couloirs du stade de Gerland. Deux coups de poing qui ont valu à sa victime une fracture du nez et un traumatisme crânien.

Les circonstances de l'incident sont peu claires. La rumeur veut que le contentieux entre les deux hommes soit ancien, et que la fièvre de Pascal Olmeta, la brute Alexandra, ait été la raison du pugilat. Jean-Luc Sasso, qui avait quitté le terrain avant la fin de la rencontre, aurait marqué de respect à la jeune femme dans les couloirs du stade, selon les critères de son soupçon qui jouait la scène « à chaud ». Pascal Olmeta, donc, jalousement Alexandra et l'aurait fait savoir. Tous deux ont d'ailleurs été convoqués en justes notes à Las Vegas, durant les fêtes.

Le gardien de but risque de payer cher son moment d'égarement. Il n'a pas été convoqué au

stage de l'équipe en Tunisie. La direction de l'Olympique lyonnais n'exclut pas son licenciement et lui chercherait déjà un remplaçant. D'aucuns voient déjà à une triste fin de carrière à Pascal Olmeta, âgé de 35 ans. Mais le Bastiais a déjà connu de nombreuses tourmentes en treize ans et près de 500 matches au plus haut niveau, que ce soit à Toulon, au Matra Racing ou à Marseille. L'explication d'ordre privé de ce dernier épisode revient aux autorités du football, justifiant leur remarquable discrétion.

HAUTE TENSION

Ce coup de sang pourrait néanmoins avoir d'autres ressorts. En perdant sur sa pelouse, vendredi, Lyon alignait une nouvelle contre-performance, la septième d'une saison chaotique. Les mauvais résultats avaient déjà coûté son poste d'entraîneur à Guy Stéphan, accusé, entre autres, de trop protéger ses joueurs. Bernard Lacombe, son successeur, a donc mis plus de pression sur l'équipe. Jean-Michel Aulas, le président, a placé comme un impératif sportif et économique une qualification européenne. Il est de notoriété publique que l'ambiance dans le club n'est pas des plus heureuses. Intouchable parce qu'adulté du public en raison de ses succès, Pascal Olmeta est depuis quelque temps dans le collimateur de sa direction. Assez mau-

vais pendant au naturel, il a peut-être également été victime, à sa manière, de cet excès de tension.

Les rixes entre coéquipiers semblent de plus en plus nombreuses dans le sport. En novembre 1995, lors d'un match de la Ligue des champions à Moscou, deux joueurs de l'équipe anglaise de Blackburn en étaient venus aux mains sur la pelouse pour une malheureuse balle sortie en touche. Le plus souvent, ces rixes se déroulent dans les vestiaires, à l'issue d'un match tendu, quand le club est dans une situation délicate comme en octobre 1989 entre deux joueurs de Montpellier, Jean-Claude Lemout et Eric Cantona, célèbre victime récidiviste de la pression. Et les autres sports d'équipe ne sont pas préservés : en 1995, le joueur de handball Eric Quintin avait brisé le nez de son coéquipier Philippe Schaaf en rentrant aux vestiaires de l'équipe de France, à la mi-temps d'un match contre la Belgique.

A chaque fois, les joueurs incriminés se sont fait lourdement sanctionner par leur propre hiérarchie. Les autorités sportives seront peut-être amenées à s'interroger sur les raisons profondes de ces dérapages. Il n'y a pas toujours pour excuse la présence d'une jolie brune.

Benoît Hopquin

La brocante, nouvelle passion des Français

Reflets d'une économie de crise où l'on ne jette plus qu'avec grandes réticences, ces marchés contribuent à l'animation de la vie locale

IL N'Y A PLUS DE SAISON pour les brocantes. Ces manifestations, qui naguère disparaissaient presque entre novembre et mars, défient désormais le mauvais temps. Tout feu local désireux de créer un peu d'animation dans sa commune sait que l'organisation d'un vide-grenier ou une foire à la brocante attirera à coup sûr - qu'il pleuve ou qu'il vente - une foule de promeneurs du week-end. Des statistiques récemment publiées par la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) confirment la dimension qu'a acquise ce phénomène.

De 1990 à 1994, le nombre de manifestations répertoriées est passé de 3 800 à 5 000 par an pour des exposants dont les effectifs ont presque doublé pour approcher les 450 000. Durant la seule première quinzaine de juin 1996, ont été dénombrées 450 brocantes dans soixante-dix départements dont 175 pour la seule région parisienne. Ces chiffres ne prennent en compte ni les nombreuses initiatives dont les organisateurs ne signalent pas l'existence, ni les 300 marchés spécialisés dont celui des puces de Saint-Ouen ou de Montreuil, en Isère de Paris.



dérations financières et esthétiques - à préférer une batterie de meubles d'occasion à l'achat d'un mobilier neuf (Le Monde du 21 mai).

L'autre changement, est la part décroissante des professionnels, qui ne représentent plus qu'une petite majorité (52 %) des vendeurs, au profit des particuliers. Il faut y voir le reflet d'une économie de crise où l'on ne jette plus qu'avec grandes réticences, y compris en haut de l'échelle sociale, et où certains objets retrouvent une valeur marchande.

« Lorsque nous avons changé de maison de campagne, dans l'Yonne, nous nous sommes retrouvés avec un stock de vieilleries que nous avons mises en vente lors d'un vide-grenier, raconte Catherine Grangé, enseignante. A notre grande surprise, nous avons tout vendu : de la vaisselle dépareillée, des rouleaux de papier peint sans oublier une effroyable marre empalée. Résultat : 2 000 francs à la fin de la

journée ! » Certains sont devenus des habitués des brocantes, comme Brigitte, quarante-neuf ans, employée dans un organisme public. « Tout finit par trouver preneur : les vieux bouquins politiques, les partitions de musique ou des trucs que l'on aurait mis à la poubelle, comme les assiettes publici-

taires ou les vieux jouets en plastique. Outre le plaisir de discuter avec les gens qui défient, on finit par devenir un peu collectionneur », ajoute Brigitte, qui est devenue experte en rasoirs électriques.

Hobby rémunérateur

« Ce n'est pas tant la dimension pécuniaire qui fait la valeur des choses que l'utilisation qui en est faite », assure Jean-Stéphane Vincent, rédacteur en chef d'Aladin, mensuel du « monde de l'ancien et de l'authentique ». « Ces objets ne sont pas forcément collectionnés. Ils prendront place dans la maison en tant qu'objets de décoration ou d'usage, seront démontés de leur fonction, bricolés... La revue Aladin note également l'émergence de brocantes spécialisées : vélos anciens, disques vinyle, armes, feves des rois, monnaies anciennes, autos miniatures, cartes postales.

Hobby parfois rémunérateur, il était inévitable que la « chine » engendre une catégorie de semi-professionnels, « faux porteurs » qui font de l'ombre aux vrais professionnels, qui dénoncent une concurrence déloyale. « Cette catégorie de ven-

deurs semble en augmentation, remarque la direction de la concurrence et de la consommation. Il est probable que la conjoncture actuelle de l'emploi amène certaines personnes à exercer l'activité de brocanteur occasionnel pour obtenir des ressources d'appoint. »

Patrick, la quarantaine, fut un temps protagoniste de cette économie « grise ». Une année durant, il a couru les salles des ventes et les brocantes. « Les gens, dit-il, n'ont généralement pas notion de la valeur de certains des objets qu'ils vendent. Une fois mis de côté le manège à saucisson avec son couteau à manche en bambou et les mazagrains en grès, on trouve de vrais trésors. Des meubles ou des tapisseries. » « Pour s'en sortir, il faut tout de même bien s'y connaître, nuance-t-il toutefois. Tous les semi-professionnels que j'ai côtoyés étaient des gens entre quarante-cinq et cinquante ans avec une certaine expérience des antiquités. »

Faut-il durcir la réglementation pour dissuader une partie des particuliers ? Les municipalités, qui y voient un excellent vecteur d'animation, n'y sont pas favorables. « Aller à contre-courant de ce phénomène serait une erreur. D'ailleurs, les professionnels - qui vendent et s'approvisionnent sur les brocantes, seraient les premiers à en pâtir », renchérit Jean-Stéphane Vincent.

En attendant les conclusions d'un groupe de travail regroupant professionnels et représentants de l'administration, la DGCCRF souhaite veiller davantage au respect de la réglementation (qui prévoit notamment la tenue, par les organisateurs, d'un registre pouvant être consulté par les administrations) et des conditions d'hygiène et de sécurité.

Jean-Michel Normand

Une réglementation précise

Destinée à lutter contre le recel, la réglementation française des brocantes prévoit que les exposants devront obtenir de la municipalité une autorisation individuelle d'occupation du domaine public. De même, les organisateurs (les associations locales ou les sociétés privées) sont dans l'obligation de tenir un registre. Destinée à identifier les vendeurs, ce document doit être laissé à la disposition des services de contrôle pendant la durée de la manifestation. Il est ensuite déposé à la préfecture du département. Les brocanteurs professionnels doivent eux aussi tenir un registre.

Sous la pression des professionnels, plusieurs préfets ont pris des arrêtés interdisant la vente d'objets personnels en dehors de la localité de résidence. Mais la fraude, difficile à juguler, persiste malgré tout. En Grande-Bretagne, en Allemagne ou aux Pays-Bas, aucune inscription sur un registre n'est imposée. En revanche, la Belgique impose que la liste des exposants soit remise aux services fiscaux.

DÉPROFESSIONNALISATION

Poissonnantes, les brocantes se sont doublement transformées. Aujourd'hui, tout se vend car tout s'achète. Ce que l'on y trouve tient de moins en moins de « l'antiquité » dans sa dimension traditionnelle et de plus en plus du vide-grenier sans prétention mais qui ravit le collectionneur de facons de parfum, de feves anciennes, de Bibendum Michelin, de cendriers publicitaires, de vieux toasters. Bref, de tout ce qui faisait le quotidien des années 50, 60 ou 70. L'on n'hésite pas non plus - pour des raisons où se mêlent les consi-

Vide-grenier, mode d'emploi

Les vide-greniers connaissent un succès étonnant : ils sont dix fois plus nombreux qu'il y a environ cinq ou six ans, au début du phénomène. Aujourd'hui, ils sont en passe de devenir une nouvelle habitude des Français. Un jour par an, des communes et des associations louent aux particuliers un certain mètre carré de trottoir : de 10 à 25 francs le mètre, selon les endroits. Tous les emplacements sont numérotés, et on s'inscrit avec sa carte d'identité. Certaines administrations demandent une liste succincte des objets exposés. Le jour dit, chacun apporte des tréteaux et une planche, et propose aux chalands

tout ce qui ne sert plus à la maison. En fait de vide-grenier, il s'agit plutôt de choses qui, justement, n'ont jamais séjourné au grenier. La plupart sont récentes, et se distinguent par un manque d'intérêt esthétique. C'est là qu'on trouve par exemple tous les cadeaux non désirés accumulés par les familles : vases de bazar à 20 francs, boîtes en carton, en coquillages, en plastique (même prix), verres ou carafes publicitaires (idem), cendriers de tout format et pour (presque) tous les goûts, statuettes en porcelaine ou en verre. La vaisselle dépareillée est également très nombreuse, mais des occasions se présentent parfois : quatre tasses et leurs soucoupes (30 francs), plats, saladiers, coupes et coupelles entre 15 et 30 francs.

Beaucoup de linge de maison est proposé à la vente, avec parfois la bonne surprise de tomber sur des draps ou des nappes anciens. Les vêtements et les bijoux fantaisie, toujours dans les mêmes gammes de prix, trouvent aussi preneur vu leur nombre. De petits meubles utilitaires (étagères, tabourets, tables de chevet, tables basses, etc.) se négocient de 80 à 120 francs. Les deux secteurs qui marchent apparemment le mieux concernent les livres et les disques vinyle (10 à 50 francs) ou compact (50 francs neufs encore emballés, 30 francs déjà utilisés). Le prix des livres va de 10 à 45 francs selon qu'il s'agit d'éditions de poche ou reliées et jusqu'à 100 francs pour un livre d'art en

bon état. Les jouets sont aussi très appréciés : entre 10 et 50 francs, en général. Ils sont souvent vendus par les enfants eux-mêmes. Tout le monde discute les prix, et beaucoup de particuliers proposent des lots entiers, ajoutant, soustrayant ou échangeant selon le vouloir de l'acheteur. Lorsque la fin de la journée approche, tout ce qui reste est bradé pour des sommes dérisoires, et on s'aperçoit que finalement tout se vend quand le prix ne compte plus. Les premiers à ratisser les vide-grenier sont bien sûr des professionnels qui, dès la première heure, auront sans doute sûrement rattrapé tout ce qui était intéressant.

C. B.

VENTES

Eclairages sur le passé

JUSQU'AU lundi 30 décembre une exposition au marché Malesherbes (Puces de Saint-Ouen) est organisée autour des éclairages d'antrefois.

● Inventées dès la préhistoire, les premières lampes consistaient en une pierre creuse remplie de graisse animale, avec une touffe de paille faisant office de mèche. Par la suite, les civilisations du Bassin méditerranéen se sont tournées vers l'huile d'olive comme énergie, contenue dans un réceptacle en terre cuite, plus ou moins bien décoré selon son destinataire. Courantes sur le marché de l'archéologie, ces lampes à huile

vont leur valeur varier selon l'origine (les modèles romains tardifs étant les plus nombreux), l'ancienneté, la beauté du décor et la matière (la terre cuite est prédominante). Deux modèles romains du II^e ou III^e siècle sont proposés ici, l'un en bronze (3 000 F) l'autre en terre cuite décorée d'un chasseur en relief (1 500 F, stand 34-36).

● Le Moyen Âge voit naître les cierges et les chandelles : la réserve de graisse solidifiée prend la forme d'un bâton pour plus de commodité. Les cierges en cire d'abeille sont réservés à l'élite, les chandelles en graisse de mouton aux autres : moins chères, elles éclairaient mal tout en dégageant une odeur désagréable. Peu de progrès sont réalisés jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Le pharmacien Quinquet commercialise alors une lampe à huile portant son nom. Elle est dotée d'un système

de courant d'air qui attise la flamme et lui donne une luminosité intense, encore activée par un tube de verre vertical. En usage jusqu'à l'arrivée des lampes à pétrole, les quinquets servaient aussi à éclairer les cafés, les boutiques et les lieux publics avec des modèles à deux, trois ou quatre béc. Un exemplaire XIX^e est annoncé à 2 200 F (stand 102).

● En 1799, l'ingénieur Philippe Lebon dépose un brevet pour l'invention du gaz d'éclairage mais le premier bec de gaz, installé place de la Concorde, est inauguré le 1^{er} janvier 1819. Venu d'Amérique vers 1860, le pétrole se révèle beaucoup plus pratique pour les particuliers : facile à stocker et à manipuler, inodore et dégageant une lumière forte, il remplace rapidement les systèmes d'éclairage antérieurs. Sur le marché, les lampes à pétrole se négocient à tous les prix, de 15 francs au

modèle à plusieurs lumières qui peuvent atteindre 20 000-30 000 F. Un lustre Napoléon III en bronze doré avec tulipe en opaline est en vente à 15 000 F (stand 108), une paire de lampes en opaline bleue à décor émaillé à 5 900 F.

● L'électricité prend le relais à la toute fin du XIX^e siècle et l'art nouveau qui émerge s'empare aussitôt de cette découverte. Représentatif de cette période, un modèle en bronze de Raoul Larche figure un petit faune accroupi jouant de la flûte avec, au-dessus de lui, un championnisme dont le chapeau forme l'abat-jour de la lampe (35 000 F). Après la guerre de 1914-1918, l'électricité s'impose dans toutes les villes, engendrant une fabrication abondante de lampes arts déco : modèle de Perrot avec pédoncule en métal (4 800 F, stand 146-148), lampe en bois sculpté représentant un chas-

seur stylisé, surmontée de son abat-jour d'origine en panthère (6 500 Francs, stand 54-55), plafonnier en vitrail (14 000 F, stand 112-114).

Catherine Bedel

★ Marché Malesherbes, 142, rue des Roisiers 95400 Saint-Ouen. Jusqu'au lundi 30 décembre.

Antiquités

● Carnes (Alpes-Maritimes), Palm Beach, soixante exposants, entrée 50 F. Du 28 décembre au 3 janvier de 11 à 20 heures sauf le 1^{er} janvier de 15 à 20 heures.

● Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), espace Duguay-Trouin, quatre-vingts exposants, entrée 15 F. Du 28 au 29 décembre de 10 à 19 heures.

Les livres sur Minitel

- 300 000 livres : romans, biographies, essais...
- Le Monde Editions : dessins de Plantu. Prix du jeune écrivain
- Les sélections du Monde des livres et du Monde des poches

Recherche bibliographique et consultation de livres
Livraison à domicile

3615 LEMONDE

SALONS

ANTIQUITÉS

BROCANTES

ANTIQUITES de L'ILE SAINT-LOUIS

ACHAT - VENTE - ECHANGE

Bijoux anciens et signés, Antiquités - Objets d'Art

Bagagerie : Hermès, Chanel, L. Vuitton...

Paiement comptant immédiat

01.43.29.27.77

20, rue des Deux-Portes
75004 PARIS 6^e (St-Michel)

MAISON GALLET

RECHERCHE TABLEAUX ANCIENS, MODERNES, OBJETS D'ART, MEUBLES ANCIENS, SCULPTURES, époque ou de style. Estimation gratuite. Partage de succession.

Déplacements Paris/Province

71, bd Malesherbes
75008 Paris. M^o St-Augustin

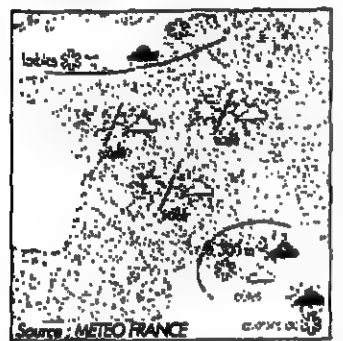
01.43.87.36.00

Chaque semaine retrouvez notre nouvelle rubrique "SALONS - ANTIQUITES - BROCANTES" Pour vos annonces publicitaires contactez le 01.44.43.76.26 Fax : 01.44.43.77.30

Froid généralisé un peu de neige au nord

L'AIR FROID est maintenant installé durablement sur l'ensemble du pays. Les hautes pressions s'affaiblissant un peu au nord de l'Europe, une bande nuageuse donnant de faibles chutes de neige en profitera pour descendre sur le nord du pays vendredi. A l'opposé, de petites averses de neige menaceront encore l'extrême sud-est du pays. Ailleurs, c'est un temps ensoleillé mais toujours bien froid qui dominera.

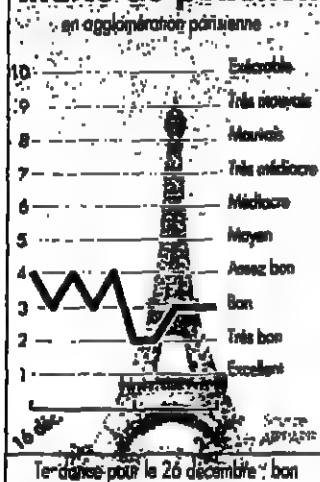
Vendredi, au petit matin, les



Prévisions pour le 27 décembre vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution



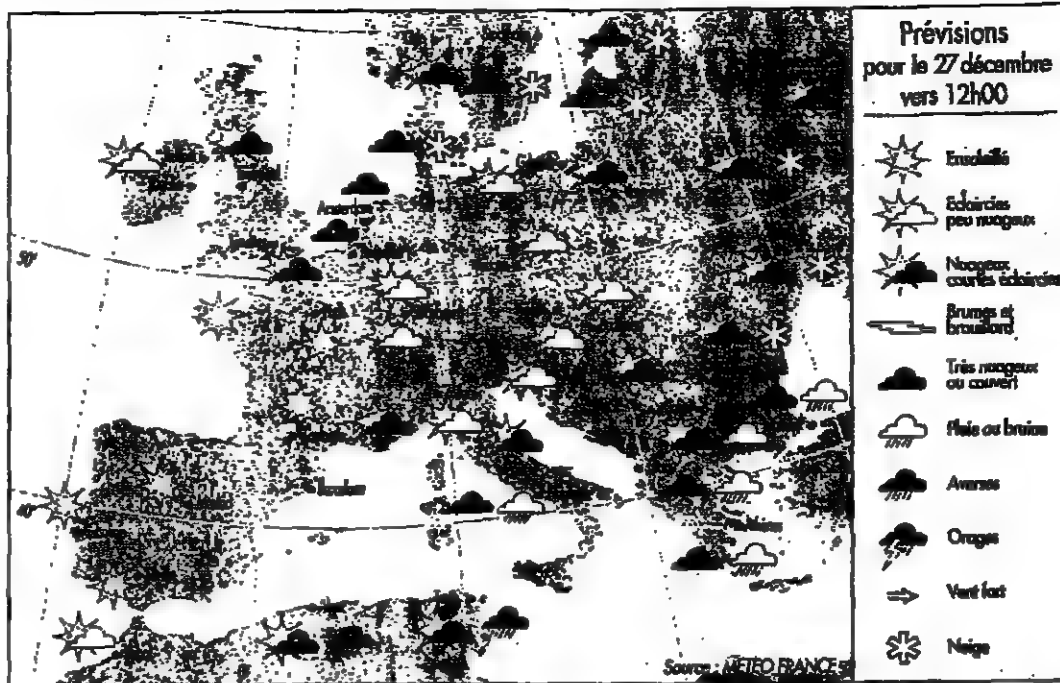
Tendance pour le 26 décembre : bon

températures oscilleront généralement entre -4 et -8 degrés sur la quasi-totalité des régions. On releva même des pointes inférieures à -10 degrés dans le nord-est et près des reliefs, des Alpes au Massif Central et aux Pyrénées. Près du littoral de l'Atlantique, le froid sera un peu moins vif, il fera généralement zéro à -4 degrés en fin de nuit. Sur la côte méditerranéenne, de Toulon à Nice, les thermomètres afficheront généralement 2 à 4 degrés au lever du jour. Ces températures bien froides restent au programme jusqu'en fin de semaine, la vague de froid est donc loin d'être terminée.

La journée de vendredi se passera très souvent sous un beau soleil de la frontière allemande à la Bretagne et de la région parisienne aux Pyrénées et au Roussillon. Le ciel aura tendance à se voiler légèrement par rapport aux jours précédents. Malgré ces larges éclaircies, les températures auront bien du mal à s'élever en cours de journée sur toutes ces régions. Elles resteront le plus souvent négatives en début d'après-midi sauf près des côtes atlantiques et méditerranéennes où elles évolueront généralement entre 1 et 5 degrés.

Le temps s'annonce plus maussade dans l'extrême nord du pays. Au fil des heures, les nuages s'épaissiront du Cotentin à la frontière belge. Ils finiront par donner quelques flocons de neige l'après-midi. En soirée, la neige gagnera lentement le nord de l'Île-de-France, la Champagne et les Ardennes. A l'autre extrémité, le ciel restera menaçant des Bouches-du-Rhône à la Côte d'Azur ainsi qu'en Corse. Des averses de neige pourront encore se déclencher sur l'arrière-pays. Elles débordront parfois sur le littoral de Toulon à Nice ou Bastia. Le vent de nord-est continuera à souffler entre l'Île de Beauté et le continent.

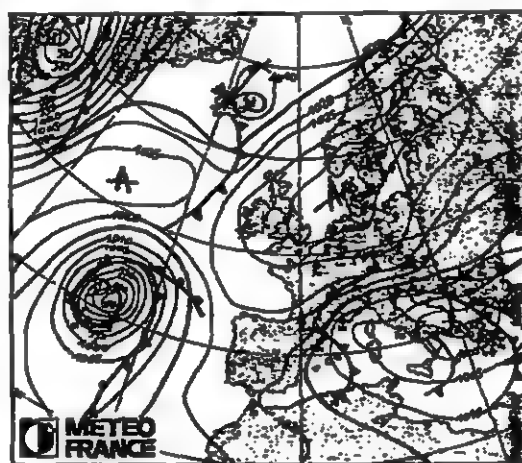
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



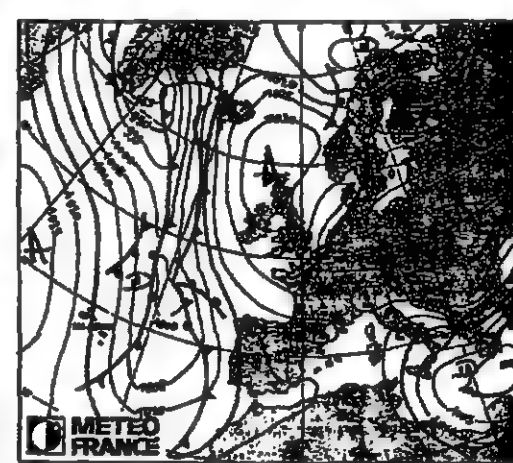
Prévisions pour le 27 décembre vers 12h00



TEMPÉRATURES du 25 décembre maxima/minima	STRASBOURG	TOURS	CHICAGO	LISSBONNE	PRETORIA
ALGER 12/1	12/1	12/1	12/1	12/1	28/18
AMSTERDAM 10/7	10/7	10/7	10/7	10/7	18/8
BARCELONE 12/7	12/7	12/7	12/7	12/7	18/8
BELGRADE 10/5	10/5	10/5	10/5	10/5	18/8
BOMBAY 32/19	32/19	32/19	32/19	32/19	18/8
BUDAPEST 12/1	12/1	12/1	12/1	12/1	18/8
BUEENOS AIRES 32/19	32/19	32/19	32/19	32/19	18/8
CARACAS 30/23	30/23	30/23	30/23	30/23	18/8
COPENHAGUE 4/11	4/11	4/11	4/11	4/11	18/8
DARJILING 25/10	25/10	25/10	25/10	25/10	18/8
DUBAI 24/13	24/13	24/13	24/13	24/13	18/8
DURBAN 24/13	24/13	24/13	24/13	24/13	18/8
GENEVE 2/4	2/4	2/4	2/4	2/4	18/8
HANOI 24/13	24/13	24/13	24/13	24/13	18/8
HELSINKI 14/27	14/27	14/27	14/27	14/27	18/8
HONGKONG 23/16	23/16	23/16	23/16	23/16	18/8
ISTANBUL 10/6	10/6	10/6	10/6	10/6	18/8
JERUSALEM 7/1	7/1	7/1	7/1	7/1	18/8
KIEV 9/14	9/14	9/14	9/14	9/14	18/8
KINSHASA 30/22	30/22	30/22	30/22	30/22	18/8
LE CAIRE 27/16	27/16	27/16	27/16	27/16	18/8
LIMA 26/19	26/19	26/19	26/19	26/19	18/8
LONDRES 10/7	10/7	10/7	10/7	10/7	18/8
LOS ANGELES 24/13	24/13	24/13	24/13	24/13	18/8
LUXEMBOURG 10/7	10/7	10/7	10/7	10/7	18/8
MADRID 11/1	11/1	11/1	11/1	11/1	18/8
MARSAKECH 18/7	18/7	18/7	18/7	18/7	18/8
MEXICO 21/6	21/6	21/6	21/6	21/6	18/8
MILAN 8/2	8/2	8/2	8/2	8/2	18/8
MONTREAL 7/13	7/13	7/13	7/13	7/13	18/8
MOSCOW 20/26	20/26	20/26	20/26	20/26	18/8
MUNICH 8/14	8/14	8/14	8/14	8/14	18/8
NAIROBI 24/13	24/13	24/13	24/13	24/13	18/8
NEW DELHI 24/13	24/13	24/13	24/13	24/13	18/8
NEW YORK 6/1	6/1	6/1	6/1	6/1	18/8
OSAKA 24/13	24/13	24/13	24/13	24/13	18/8
PARIS 10/7	10/7	10/7	10/7	10/7	18/8
PRAGUE 10/7	10/7	10/7	10/7	10/7	18/8
RIYAD 24/13	24/13	24/13	24/13	24/13	18/8
SAN FRANCISCO 12/1	12/1	12/1	12/1	12/1	18/8
SANTO DOMINGO 24/13	24/13	24/13	24/13	24/13	18/8
SEVILLE 18/8	18/8	18/8	18/8	18/8	18/8
SPETERS 21/25	21/25	21/25	21/25	21/25	18/8
STOCKHOLM 14/17	14/17	14/17	14/17	14/17	18/8
SYDNEY 18/8	18/8	18/8	18/8	18/8	18/8
TENERIFE 21/13	21/13	21/13	21/13	21/13	18/8
TOKYO 18/8	18/8	18/8	18/8	18/8	18/8
TUNIS 18/8	18/8	18/8	18/8	18/8	18/8
VARSOVIE 18/8	18/8	18/8	18/8	18/8	18/8
VIENNE 18/8	18/8	18/8	18/8	18/8	18/8



Situation le 26 décembre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 26 décembre, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS

Le réveillon de la police

AMUSEZ-VOUS, faites les fous, mais n'oubliez pas qu'un œil noir vous regarde... celui de la police. Les réveillonneurs en ont fait assez fréquemment l'expérience. Dans toute la France, s'il vous plaît, des commissaires de police sont venus ajouter à leur menu un plat inattendu, quelque chose comme une bombe glacée. Ces messieurs ne se sont pas mis en devoir de vérifier l'identité de chaque client, de relever les noms des personnes ayant retenu des tables, de noter les dépenses importantes exposées par chacun, de prendre le numéro des voitures arrêtées aux abords de l'établissement.

Cette intrusion inopinée a fait un peu l'effet d'une douche. Ces envoyés de M. Depierre, opérant à la requête du ministre des finances, ont bénéficié sans doute, dans beaucoup d'établissements, de l'effet de surprise et d'intimidation qu'ils ont accoutumé de produire partout où ils se présentent. Mais ailleurs on a crié à l'inquisition, on a jugé intolérables ces pratiques nouvelles de liberté, contrôlée, et les enquêteurs ont dû rebrousser chemin.

Mais de quoi s'agit-il donc ? D'un contrôle fiscal, de la mise en pratique d'une méthode propre à déceler les signes extérieurs de la richesse, et à vérifier les revenus déclarés de ceux qui, par le temps qui court, se livrent à des dépenses exagérées. On ne méconnaît pas, en ces temps anormaux, l'utilité du procédé, si déplaçant qu'il soit. Mais le jour choisi pour l'inauguration n'était peut-être pas le meilleur. Les réveillonneurs, en effet, ne sont pas toujours des habitués des établissements de luxe.

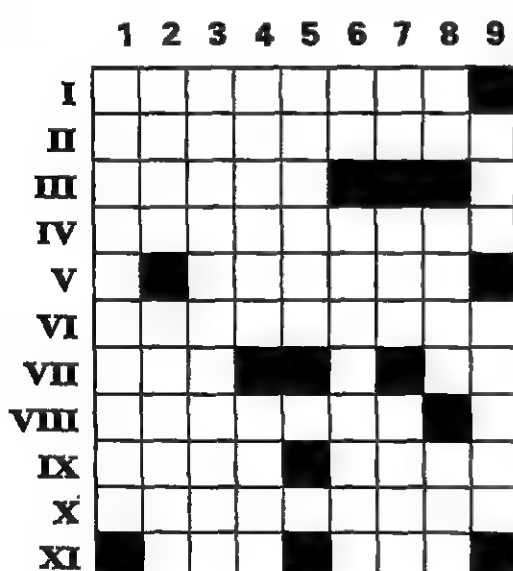
Lâchez le flic aux troussees des noctambules d'habitude, d'accord ; mais soyez bons, messieurs les ministres, pour les fidiels du réveillon.

(27 décembre 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6982

505 Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez 505 (2,23 F/min)



A l'origine d'une Confédération. Pronom. - VIII. Passait à l'eau. - IX. Cajoie dans les bois. Met donc quelque chose de côté. - X. Ne conservons pas. - XI. Sans changement. Sport pratiqué sur une nappe.

VERTICALEMENT

1. Est évidemment jugé sur ses actes. - 2. En Thuringe. Un bon express. - 3. Le banquier en est une. - 4. A une chevelure vaporisante. Celui qui en tombe n'était pas attendu. - 5. Une île accessible aux piétons. - 6. Note. Qui peut caler. - 7. Dieu. Chrétienne devenue vulgaire. N'est pas sur la ligne quand il est perdu. - 8. Un métal blanc. Dieu celte. Traverse le Tyrol. - 9. Grande quantité. Le sherry des Anglais.

SOLUTION DU N° 6981

HORIZONTALEMENT

I. Blousons. - II. Austrérité. - III. Réclames. - IV. Alléa. - V. Ric. Aml. - VI. Cl. Siquer. - VII. Halée. Ri. - VIII. Evasure. - IX. Tôt. Sorte. - X. Titreuses. - XI. Ere. Sées.

VERTICALEMENT

1. Barbichette. - 2. Lue. Lavoir. - 3. Oscar. Latte. - 4. Utilisés. - 5. Séditeuses. - 6. Orin. Roue. - 7. Niveau. Erse. - 8. Steamer. Tes. - 9. Es. Trisés.

Guy Brouty

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements

24, avenue du G^e Lefèvre - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 01-42-17-32-90.

Je choisis la durée de mon abonnement	France	Europe	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0000-0000) is published daily for 502 pages per year + LE MONDE + 21 pages (non-charged) + 7542 Paris Cedex 05, France, périodique postage paid at Champlain, N.Y. 105, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 24, Avenue du G^e Lefèvre, Chantilly, N.Y. 10509-0001. Pour les abonnements en France : LE MONDE, 24, Avenue du G^e Lefèvre, Chantilly, N.Y. 10509-0001. Pour les abonnements en Europe : LE MONDE, 24, Avenue du G^e Lefèvre, Chantilly, N.Y. 10509-0001. Pour les abonnements en Amérique : LE MONDE, 24, Avenue du G^e Lefèvre, Chantilly, N.Y. 10509-0001.

Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Pays : 601 MQ 001

Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires Changement d'adresse : par écrit 10 jours avant votre départ.

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.) Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances. ● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels. 331 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi. ● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

PP. Paris DTN

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 01-42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation sur minitel : 3617UMDOC

ou 08-36-29-04-66

LE MONDE sur CD-ROM : 01-44-08-78-30

Index et microfilms : 01-42-17-29-33

Films à Paris et en province : 08-36-08-08-78 ou 3615 LE MONDE (0,23 F/min)

Le Monde est édité par le SA Le Monde, 12, rue M. Gueybaut, 94852 Ivry Cedex, et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

CSN : 0395-7037

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gueybaut, 94852 Ivry Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Dominique Alduy

Directeur général : Gérard Morin

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : 01-44-43-76-00 ; fax : 01-44-43-77-30

PARIS EN VISITE

Samedi 28 décembre

■ DU PONT NEUF à l'enceinte de Philippe Auguste (50 F), 10 h 30, sortie du métro Pont-Neuf, côté Samaritaine (Paris autours).

■ L'ANCIENNE ABBAYE DE PORT-ROYAL (45 F + prix d'entrée), 11 heures, 123, boulevard de Port-Royal (Monuments historiques).

■ MARAIS : le quartier de la place des Vosges (50 F), 11 heures et 15 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Claude Lorrain).

■ MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ : l'étage italien (50 F + prix d'entrée), 11 heures, 158, boulevard Haussmann (Diderot-Boulevard).

■ MUSÉE DU PETIT PALAIS : exposition La Cité interdite, 11 h 15 (55 F + prix d'entrée), hall d'entrée (Paris et son histoire) ; 14 h 30 (30 F + prix d'entrée) (Musées de la Ville de Paris).

■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : la peinture des pays du Nord, 11 h 30 ; chefs-d'œuvre de la peinture française, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ GRAND PALAIS : exposition Picasso et le portrait (50 F + prix d'entrée), 12 h 45, sortie du métro Champs-Élysées Clemenceau (Suzette Sidoun).

■ L'ÉGLISE DU SAINT-ESPRIT (45 F), 14 h 30, 186, avenue Daumesnil (Monuments historiques).

■ L'ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DE-CHARONNE et son quartier (45 F), 14 h 30, sortie du métro Porte de Bagnolet, côté rue Belgrand (Monuments historiques).

■ L'ÎLE SAINT-LOUIS (55 F), 14 h 30, sortie du métro Pont-Marie (Christine Marie).

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ LE MARAIS au temps de M^e de Sévigné (55 F), 14 h 30, sortie du métro Chemin-Vert (Europ expo).

■ MARAIS : maisons d'autrefois (50 F), 14 h 30, place Baudoyer devant la mairie du 4^e (Paris autours).

■ MUSÉE DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES : exposition Asterix (30 F + prix d'entrée), 14 h 30, 6, avenue du Mahatma Gandhi (Musées nationaux).

■ LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS (50 F + prix d'entrée), 14 h 45, place du Puits-de-l'Érmitte (Tourisme culturel).

■ L'ACADÉMIE FRANÇAISE (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, quai de Conti (Commissaire de Paris).

■ GRAND PALAIS : exposition Picasso et le portrait (34 F + prix d'entrée), 15 heures, hall d'entrée (Musées nationaux).

■ MUSÉE CARNAVALET (30 F + prix d'entrée) : exposition M^e de Sévigné, 15 heures ; exposition Frank Horvat, 16 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

■ MUSÉE DU LOUVRE : exposition Barye (55 F + prix d'entrée), 15 heures, sortie du métro Palais-Royal, côté place Colette (Paris et son histoire).

■ MUSÉE NISSIM DE CAMONDO (40 F + prix d'entrée), 15 heures, 53, rue de Monceau (Approche de Paris).

■ LE QUARTIER SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

■ AFRIQUE. Les contrôleurs aériens de quinze pays africains (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée-Equatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo) ont décliné, mardi 26 décembre en fin de matinée, un mouvement de grève de quarante-huit heures pour réclamer des améliorations de statut et de salaire. L'aéroport de Dakar (Sénégal) a été fermé mardi après-midi. Le trafic aérien était paralysé sur l'ensemble du territoire nigérien et très perturbé en Côte d'Ivoire. Tous les vols Air France à destination de l'Afrique du Nord prévus pour mercredi ont été annulés en raison de cette grève. (AFP)

■ ALLEMAGNE. Depuis le 26 décembre et jusqu'au 16 mars 1997, la compagnie allemande Lufthansa propose, sous certaines conditions, des tarifs réduits sur quarante destinations en Europe, y compris dans toute l'Allemagne, au départ de Paris, Lyon, Nice, Marseille, Toulouse, Strasbourg et Bordeaux.

■ SCANDINAVIE. La compagnie aérienne Scandinavian Airlines System a décidé de fermer des lignes insuffisamment rentables. La liaison Copenhague-Minsk (Biélorussie) ne sera plus assurée dès le mois de janvier 1997. Les lignes desservant Borlaenge (Suède), Newcastle (Grande-Bretagne) et Lyon fermeront le 1^{er} avril et celle à destination d'Athènes à la fin de 1997. En revanche, SAS effectuera à partir du printemps 1997 deux vols quotidiens entre Copenhague et Dublin et trois entre Copenhague et Karistad, commencera à desservir Oulu (Finlande) au départ de Stockholm et augmentera ses fréquences à destination des villes finlandaises de Vaasa, Tampere et Turku. (AFP, AR)

■ TUNISIE. A partir du 30 mars 1997, TunisAir effectuera six vols par semaine, au lieu de quatre, entre Paris et Tunis. La compagnie tunisienne assurera en outre un vol Paris-Djerba, le vendredi, un vol Nice-Tunis, le dimanche, un vol Lyon-Djerba, le mercredi, un vol Lyon-Tozeur, le jeudi, et un vol Bordeaux-Tunis, le vendredi.

JEUX

LE MONDE

6 18 28 35 37 41 - 40

2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

22 30 33 39 42 43 - 36

2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

22 30 33 39 42 43 - 36

2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 27 DÉCEMBRE 1996

PATRIMOINE Un colloque, organisé du 17 au 20 décembre à Praia (Cap-Vert) et à Gorée (Sénégal), par la branche française du Comité international des musées et

l'université francophone Léopold Senghor, d'Alexandrie, a mis l'accent sur la fuite et la destruction du patrimoine africain et caraïbe. ● D'HAÏTI, à la Mauritanie, en pas-

sant par l'Angola et les îles du Cap-Vert, sous l'eau comme sur terre, les vestiges d'un riche passé disparaissent, victimes de trafiquants ou de négligences, ainsi que d'une lé-

gislation et de moyens répressifs insuffisants. ● LES MUSÉES africains traversent eux aussi une période de turbulence. La reconnaissance de ces établissements par la société va

de pair avec leur renaissance. ● LE MYTHE vient parfois au secours de la réalité : c'est le cas de la célèbre Maison des esclaves de l'île de Gorée, au Sénégal.

Sous l'eau et sur terre, l'héritage africain et caraïbe est en danger

Les vestiges du passé disparaissent, détruits ou pillés, victimes de négligences diverses et mal protégés par une législation insuffisante ou inappliquée. Certaines initiatives tentent d'améliorer cette situation afin de préserver les collections, pour beaucoup issues de la colonisation

PRAJA
(République du Cap-Vert)
de notre envoyé spécial

Le Hartwell, le Lemuyden et le Santo-André, trois vaisseaux anglais, hollandais et espagnol, gisent depuis plus de deux siècles par huit mètres de fond au large de Boa Vista, l'une des dix îles de l'archipel du Cap-Vert. Pendant trois ans, une petite équipe sud-africaine a plongé pour récupérer une partie des cargaisons. Des monnaies d'argent, des armes diverses, boîtes à fard, ustensiles domestiques, instruments de navigation, montres, mais aussi une statuette métallique, un rare microscope et une barre d'or de cinq kilos ont été remontés. Ce n'est pas un trésor fabuleux, mais un butin estimé à 500 000 dollars (environ 2,5 millions de francs) par les autorités cap-verdiennes.

Celles-ci ont observé, depuis 1993, le va-et-vient des Sud-Africains sans intervenir : elles avaient signé un accord, pour une durée de trois ans, avec Afrimar, une société basée au Cap, spécialisée dans la recherche des épaves. Aujourd'hui, un litige oppose les deux parties. Il porte sur le partage des pièces uniques, qui sont déposées - comme les autres - à Amsterdam. De plus, le travail scientifique qui devait accompagner cette recherche n'a pas été fait. Carlos Carvalho, chargé de l'archéologie au ministère de la culture cap-verdien, a raconté cet épisode au cours d'un colloque qui s'est déroulé, du 17 au 20 décembre, à Praia, la capitale de la République du Cap-Vert, puis à Gorée, au Sénégal.

Une douzaine de responsables africains et asiatiques du patrimoine,

ainsi que des représentants de l'Unesco et de divers organismes internationaux, étaient présents. La rencontre était organisée par la branche française de l'ICOM (Comité international des musées) et l'université francophone Léopold-Senghor, d'Alexandrie, qui, depuis quatre ans, forme notamment les cadres du patrimoine africain de demain. Le thème du colloque était centré autour du vol et du pillage du patrimoine. Et notamment celui du patrimoine subaquatique.

UNE AUTRE DIMENSION

Ce type de pillage n'est pas nouveau. L'invention du scaphandre autonome a permis aux plongeurs amateurs de butiner facilement les épaves, vestiges riches d'enseignements potentiels - sur l'histoire du trafic maritime, l'activité économique d'une époque ou l'évolution des techniques. Aujourd'hui, l'exploitation de ces richesses sous-marines prend une autre dimension avec l'apparition de sociétés équipées d'un matériel professionnel (Le Monde du 20 novembre). Les nouveaux chasseurs de trésors ne s'embarassent pas de subtilités, et pour arriver à leurs fins certains n'hésitent pas à détruire totalement une épave. Pourtant, n'ayant pas les moyens de les exploiter, l'État cap-verdien a la tentation de recourir à des partenaires privés. Le premier essai n'a pas découragé Praia. Elle vient de signer avec un groupe portugais, Argonautas arqueológicas subaquáticas SA, qui promet de faire un travail plus sérieux.

En Haïti, le problème se pose dans les mêmes termes. Harold

Gaspard, directeur du patrimoine haïtien, indique que « les Américains ont repéré 250 épaves dans les eaux territoriales de la République haïtienne, avec des cargaisons dont le montant est estimé à 6 milliards de dollars (environ 30 milliards de francs) ». Le chiffre peut paraître énorme, mais on se trouve ici sur la route des galions qui quittaient les colonies espagnoles chargées de

sous-marin. Au large de Gorée, en face de Dakar, quatre épaves ont été localisées. En 1988, par le Groupe de recherche d'archéologie marine (GRAM) de Toulon. Abdoulaye Camara, directeur du département des musées de l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN), déplore l'impudence des clubs de plongée qui explorent les bateaux et revendent leurs trou-

Le passé cap-verdien sous la mer

La zone maritime contrôlée par la République du Cap-Vert (4 000 kilomètres carrés) couvre 600 000 kilomètres carrés. Elle est pavée de navires coulés. Ces îles peu hospitalières furent découvertes en 1460, inhabitables, par les Portugais. Ces derniers en firent une base pour leurs expéditions maritimes ultérieures. Christophe Colomb y relâcha avant de franchir l'Atlantique. Plus tard, peuplé de colons portugais et d'esclaves africains, l'archipel, situé à 450 kilomètres des côtes africaines, servit de relais et d'entrepôt pour la traite des esclaves. Les ports, difficiles d'accès, furent fréquemment attaqués par des flottes ennemies. Abordages, combats, naufrages, de nombreux vaisseaux périrent corps et biens en vue de ces côtes. Aussi, une bonne partie du passé cap-verdien gît-il sous la mer : trente-six épaves ont été dénombrées dans ces eaux territoriales. Depuis 1984, elles appartiennent officiellement à l'État cap-verdien.

métaux précieux. Un département d'archéologie sous-marine a été créé en 1995 au sein du ministère de la culture, à Port-au-Prince. Mais, reconnaît Harold Gaspard, « il n'a pas encore de titulaire. D'une manière générale, nous manquons de structures institutionnelles pour suivre ces problèmes ». Problèmes qui vont se multiplier : deux firmes spécialisées dans les recherches subaquatiques viennent de se faire immatriculer à Port-au-Prince. Leurs capitaux sont étrangers. Le Sénégal n'est pas mieux loti pour protéger son patrimoine

vaillies. Un peu plus au nord, le long des côtes mauritaniennes, « c'est encore pire », indique Mohamed Vall Ould Abderrahmane, président du comité mauritanien de l'ICOM.

LA LOI : A JAMAIS APPLIQUÉE

Le conservateur mauritanien fait surtout état de pillages du patrimoine terrestre, en particulier des sites archéologiques situés au sud-est de son pays.

Pourtant, chaque pays s'est doté d'un arsenal législatif complet pour lutter contre les prédateurs. José

Luis Almada, un juriste cap-verdien, après avoir minutieusement évoqué celui de son pays, a conclu laconiquement : « La loi n'est jamais appliquée ». Etienne Clément, responsable de la section programme de l'Unesco, et Marina Schneider, chargée de recherche à Unidroit, un organisme intergouvernemental ayant pour mission l'harmonisation du droit privé, ont savamment exposé les moyens juridiques élaborés pour contraindre les pillards. « Il faut aussi intervenir à l'autre bout de la chaîne, estime Abdoulaye Camara : sensibiliser les Africains à leur patrimoine, en impliquant la population dans la gestion de ce patrimoine et en donnant aux professionnels les moyens d'appliquer la loi ». La tâche est difficile, reconnaît Irie Bi Balo, sous-directeur des monuments et des sites de Côte d'Ivoire, car, « depuis l'indépendance, la priorité a toujours été donnée au développement économique, pas au culturel ».

La situation de la plupart des musées de l'Afrique de l'Ouest reflète cette indifférence. Ils sont peu fréquentés. Mal présentés, gérés avec un personnel non qualifié et un budget étique, leurs collections, héritées de la colonisation, se sont en partie évaporées. D'autant plus facilement que les inventaires sont incertains, lacunaires ou détruits. Gaël de Guichen, l'un des responsables de l'ICOM, un organisme intergouvernemental basé à Rome, chargé de l'étude, de la préservation et de la restauration des biens culturels, parcourt l'Afrique avec un programme pour former des personnels de musée. Son premier effort vise à faire établir un inventaire. A Conakry (Guinée), note-t-

il, il a décompté en 1996 1 760 pièces de peu d'intérêt, du vêtement usagé au casque colonial. En 1985, ce musée guinéen comptait encore, d'après les registres, 5 000 objets. Le sort du Musée des arts africains de Dakar est encore plus parlant.

Gaël de Guichen est pourtant optimiste : « Une nouvelle génération de conservateurs et de directeurs du patrimoine est en train d'émerger. Elle finira par bouter les vieux dinosaures hors de leurs fauteuils, auxquels ils s'accrochent ». Et de citer le travail fait par Alain Godonou à Porto-Novo (Bénin), où le jeune conservateur a investi une ancienne résidence royale qui menaçait ruine. Aujourd'hui, l'établissement, « parfaitement intégré au quartier, est devenu un pôle culturel pour toute la ville ».

De son côté, Rachida de Souza, directrice du patrimoine du Bénin, a organisé une exposition à Ouidha en demandant à chaque famille de la ville d'ouvrir son patrimoine personnel. Ce fut un succès. « A Abomey, explique-t-elle, le musée est aussi ouvert à des cérémonies traditionnelles, auxquelles participent activement certains éléments des collections. Ainsi l'établissement cesse d'être un héritage désincarné de la colonisation. La meilleure protection contre les vols et le pillage est certainement celle qui lui est accordée par l'ensemble de la communauté. Les textes législatifs ont leurs limites. Pour être sauvegardé, le patrimoine ne doit pas seulement être une affaire de techniciens. La solidarité de l'ensemble de la société est nécessaire ».

Emmanuel de Roux

Du Musée de Dakar aux amas coquilliers du Saloum

DAKAR

de notre envoyé spécial

Le Musée de Dakar est géré par l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN), un centre de recherche qui dépend du ministère de l'Éducation nationale. Le premier niveau du bâtiment est occupé par un panorama présentant quelques sociétés de masques de l'Ouest africain. Des mannequins vêtus de costumes variés, selon les sociétés représentées, s'éclatent lentement devant des dioramas fatigués. Les masques sont de grossières reproductions. Tout autour, des objets collectés à partir de 1938, date de la fondation du musée, dans tous les États de l'Afrique-Occidentale française. Il ne paraît pas possible que ce qui est exposé aujourd'hui puisse représenter les éléments les plus prestigieux de cette collection, tant les pièces sont, dans l'ensemble, de médiocre qualité.

En 1966, au moment du Festival des arts nègres organisé par Léopold Senghor, les collections du musée étaient riches de 20 000 objets. En 1983, Philip Ravenhill, ac-

tuellement conservateur au Musée des arts africains de Washington, en dénombrait 14 000 en pointant les registres d'entrée. D'après Gaël de Guichen, ce chiffre était tombé à 9 800 pièces en 1988. En 1996, un inventaire sérieux chiffrait les collections à 8 000 pièces. Doit-on mettre cette évaporation sur le compte des insectes xylophages ?

En dépit de cette situation alarmante, l'établissement est sorti de sa léthargie. En 1993, une nouvelle équipe formée d'un géographe, Diaw Tahirou, et d'une archéologue, Marie-Amy M'Bow-Diop, remplace le précédent conservateur, Massamba Lam, blâmé à la suite d'une enquête administrative. « Les réserves étaient inaccessibles, se souvient Marie-Amy M'Bow-Diop, les salles d'exposition permanentes étaient fermées, le personnel démobilisé ».

Un pré-catalogue des collections peut être établi deux ans plus tard. Les réserves sont réorganisées et les objets traités contre les insectes. Une nouvelle politique est amorcée en direction du public - notamment les scolaires -, des

bailleurs de fond sont contactés, « difficilement, à cause de la réputation sulfureuse de l'établissement ». L'ICOM forme le personnel sur le plan de la prévention et de la restauration. Des collectes sont mises en chantier, des expositions temporaires accueillies ou montées. Ainsi, « Les Insignes du pouvoir », grâce aux prêts de Mourali Diop, qui a ouvert une partie de sa collection personnelle.

QUERELLE INTERNE

« Le musée africain doit d'abord être un corréleur », indique Marie-Amy M'Bow-Diop. C'est en effet le lieu où le visiteur pourra découvrir une partie de la société dans laquelle il vit, un lieu où l'Africain, urbanisé, occidentalisé, islamisé, va également découvrir les richesses d'une société traditionnelle qu'il connaît de plus en plus mal. Nous devons donc donner au public les possibilités de telles découvertes avant de passer à une autre vitesse : celle où le public pourra juger de la valeur d'une pièce pour elle-même. » Ce concept, la jeune archéologue n'aura que le temps de

l'ébaucher. Fin 1996, la nouvelle équipe fait les frais d'une querelle interne au sein du ministère de l'Éducation nationale. Elle est remerciée. Massamba Lam est renommé à la tête du musée, en dépit d'une deuxième enquête administrative. L'institution va-t-elle replonger dans sa torpeur ?

Autre problème patrimonial, toujours au Sénégal, dans le delta du Sine Saloum, à 120 kilomètres au sud de Dakar. Le long des méandres de ce fleuve, se trouvent les vestiges d'une importante civilisation de l'âge du fer qui a laissé plusieurs centaines de tumulus. Les sites les plus importants sont situés à proximité du village de Falla, au cœur du delta. Ceux-ci sont aujourd'hui en voie de disparition. Pendant quatre ou cinq mille ans, à partir de 4000 avant notre ère, des hommes et des femmes ont entassé des montagnes de coquillages, la base de leur alimentation. Ces amas dépassent parfois les quinze mètres de haut. Ces reliefs alimentaires servaient aussi de monuments funéraires. Les morts étaient ensevelis dans ces tumulus avec des poteries, leurs armes (lances de fer), des parures en coquillage (perles et pendeloques) et de métal (bracelets, bagues, perles, en cuivre ou en fer, parfois en or).

Aujourd'hui ces amas coquilliers, bien connus des archéologues qui ont commencé à les explorer à partir des années 70 (des sondages avaient été effectués en 1939 puis en 1956), sont exploités comme des carrières. Ils servent à faire des vêtements de route ou sont brûlés pour obtenir du charbon. Les objets et les ossements humains trouvés au cours du dépeçage systématique des tumulus sont vendus aux touristes. Les demandes de classement et de protection n'ont pas abouti. Abdoulaye Camara estime que « seul un travail de sensibilisation après des villageois, pour que ces tumulus constituent une ressource économique non négligeable, pour éviter la destruction complète d'un site encore inviolé il y a vingt ans ».

E. de R.

E. de R.

Victor Hugo et le fondu enchaîné du socialisme au romantisme à la Comédie-Française

L'INTERVENTION, de Victor Hugo. Mise en scène : Bénédicte Ardilly. Avec Jacques Sereys, Coraly Zahonero, Laurent Rey, Céline Samie. COMÉDIE-FRANÇAISE, STUDIO-THEÂTRE, Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli. Tél. : 01-44-58-98-58. M^e Palais-Royal. Du mercredi au samedi à 18 h 30. Pas de location d'avance.

Hugo est encore sur son fle et prépare *Les Misérables*, quand il se décide, écrivant *L'Intervention*, à accueillir sur le théâtre deux ouvriers, Marcelline et Edmond. Une table et deux chaises, dont une dépaillée, pour mobilier. Souvent, pour repas, du pain et c'est tout. Ils ont eu un enfant, mais qui est mort, parce que « le médecin est venu trop tard », dit Edmond, qui ronge son frein : « Ils ne savent pas ce qu'ils disent, à la Chambre, ils ne vont pas au but. Et il y a du chômage ! ». Il déclare « comprendre » les septembriseurs, et Hugo, pour faire bonne mesure, lui oppose un aristocrate, fortuné, oisif, qui sait tout sur la haute couture et les chevaux de course, l'un de ces phénomènes de culture et d'élégance dont Hugo dit : « Un homme comme il faut c'est un homme comme il ne faut pas ».

Pièce politique donc, directe, affirmée, mais en même temps pièce « romantique » par ses couleurs et son feu. Pièce qui aide à bien surprendre Victor Hugo sur l'un de ses chevaux de bataille : « Les écrivains du XIX^e siècle sont les fils de la Révolution française... La Révolution, c'est le changement d'âme du genre humain... Romantisme, socialisme, ce sont les pseudonymes du XIX^e siècle. Ce sont, en littérature, ses deux noms. » Et regardons, c'est fondamental, chez

Hugo, le fondu enchaîné du socialisme au romantisme : « Quand le poète se repose, ses idées continuent de combattre. Elles s'en vont en liberté, comme des folles sublimes, tout briser dans les mauvaises âmes et remuer le monde... Coudees franches, câbles coupés, allez ! Qu'est-ce que l'Océan ? C'est une permission. Permission de se noyer, mais permission de découvrir le monde. » Le romantisme, pour Hugo, c'est « la grandeur dans son cœur ».

Dans un décor sobre de Géraldine Allier, murs gris et lumière blanche de certaines chambres de Matisse, Bénédicte Ardilly donne une mise en scène sobre, forte, de *L'Intervention*. Jacques Sereys est irrésistible en baron pilier des champs de courses et des salons de haute couture. Il y avait autrefois, dans les petites classes, des compositions d'écriture : les places de prentier allaient aux enfants qui réussissaient le mieux, avec leurs plumes Sergeant Major fines extra-souples, les « pleins » et les « défilés » des E majuscules, des 2 minuscules (à présent le stylo-bille et le feutre ne permettent plus ces merveilles).

Si nous comparons le jeu de l'acteur et l'écriture, Jacques Sereys s'affirme, sur les scènes de notre pays, l'as inégal du défilé, il ne manque pas une seule boucle, pas une seule finesse, du propos et de l'action, c'est un délice. Laurent Rey donne bien l'énergie, l'allant, justes, du travailleur socialiste. Coraly Zahonero, l'ouvrière, empoigne par son soleil noir. Et Céline Samie, la chanteuse qui accompagne Jacques Sereys, est excellente, mais Hugo, dessinant ce rôle, se fait prendre en flagrant délit de sexisme, son seul défaut majeur.

Michel Cournot

Le mythe de la Maison des esclaves qui résiste à la réalité

GORÉE

de notre envoyé spécial

La Maison des esclaves de l'île de Gorée figure dans tous les guides. Pas un touriste ne manquera la visite de ce monument au sinistre passé. Il sera accueilli dans la cour de ce bâtiment ocre rouge par un cicérone inspiré, Joseph N'Diaye, un ancien sous-officier. Ce dernier raconte avec émotion l'histoire de cette « esclaverie » construite par les Hollandais au XVIII^e siècle, pivot de la traite à Gorée qui vit défilier des centaines de milliers d'Africains, enchaînés, vers le Nouveau Monde.

Les différentes cellules sont détaillées : celles des hommes, celles des femmes et celles des enfants, le cachot pour les rebelles et la porte pour le « voyage sans retour » qui s'ouvre sur l'océan. Un escalier à double révolution conduit aux appartements des négriers. La fondation France-Liberté, de Danièle Miterrand, comme en atteste une plaque, a financé une partie de la rénovation de l'édifice. La Maison des esclaves est devenu un élément du patrimoine de l'humanité, surtout depuis que l'Unesco a classé l'ensemble de l'île dans cette rubrique. Le problème, c'est

que tout est faux, ou presque, comme l'expliquent Abdoulaye Camara et le Père de Benoist, un jésuite, historien, chercheur à l'IFAN. La maison, parfaitement identifiée, n'a rien de hollandais. Elle a été construite par les Français, en 1783, pour Anna Colas, une signare - riche dame métisse - quand la traite tirait à sa fin. Les pièces du bas ont peut-être servi de logements à des esclaves domestiques mais sûrement pas à la traite. C'étaient essentiellement des entrepôts à marchandises.

L'esclaverie, car elle a existé, se situait non loin du fort qui abrite aujourd'hui le Musée historique. Elle a disparu. Enfin, Gorée n'a jamais été un centre très actif pour la traite (deux cents à cinq cents esclaves par an, si l'on en croit les chiffres du savant jésuite), par rapport aux comptoirs de la Côte des esclaves (l'actuel Bénin), du golfe de Guinée ou de l'Angola. La légende de la Maison aux esclaves doit tout à l'indéniable talent de Joseph N'Diaye, qui a mis une douzaine d'années à forger un mythe qui, aujourd'hui, a force de loi.

Le chorégraphe a mis les Capulet et les Montaigu dans les décors de Bilal

ART

Une sélection des expositions à Paris et en Ile-de-France

Afriques, photographies

FRUSTRÉS

DOLCE VITA
de Federico Fellini,
ex: Marcello Mastroianni, Anita Ekberg, Anouk Aimée, Magali Noël, Alain Jarry.

Millen, 1960, noir et blanc (2 h 40),
D : Grand Action, 5* (01-43-29-44-40).

EXTRAVAGANT MONSIEUR CORY
de Blake Edwards
ex: Tony Curtis, Martha Hyer, Charles McDodd, Kathryn Grant, Louise Lorier.

Américain, 1957 (1 h 30),
D : Reflet Médias, salle Louis-Journet,
(01-43-54-42-34).

Films interdités aux moins de 12 ans.

POUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

615 LEMONDE

tél. : 08-36-68-03-78 (2.23 F/mn)

La centrale Superphénix a été mise à l'arrêt

Début de la transformation en sous-générateur

LE SIFFLEMENT d'une Cocotte Minute qui se relâche, un gros panache de vapeur finalement assez peu visible en raison du temps gris. C'est ainsi que les riverains de Superphénix à Creys-Malville (Isère) ont appris, mardi 24 décembre dans l'après-midi, que le sur-générateur avait été arrêté une fois de plus.

Pas d'inquiétude : la direction avait prévu. Le réacteur à peine stoppé, les techniciens ont procédé, comme prévu, à « un isolement de compression de générateur de vapeur ». Il s'agissait de tester en vraie grandeur une opération de secours prévue en cas de fuite constatée sur ces gros « chauffe-eau » dans lesquels la chaleur est emmagasinée par le sodium qui refroidit le cœur du réacteur et est transmise à la vapeur qui actionne la turbine des alternateurs.

Cette opération était la première d'une longue série de travaux prévus pour durer jusqu'en juin 1997. Un arrêt « pour transformations » programmé depuis longtemps et qui intervient au moment où, depuis un an, Superphénix commençait enfin à fonctionner de manière satisfaisante, après neuf années d'incidents en série.

A l'approche son onzième anniversaire (il a été couplé au réseau EDF le 14 janvier 1986), le sur-générateur de Creys-Malville subit les premières opérations qui le conduiront doucement à se transformer en sous-générateur, c'est-à-dire à consommer du plutonium au lieu d'en fabriquer.

Début janvier, les techniciens remplaceront 72 des 220 « assemblages » de combustible du cœur par des « postiches » d'acier

inoxydable inertes. Cette opération diminuera un peu la capacité plutonienne du réacteur qui continuera néanmoins à produire cette substance jadis précieuse et aujourd'hui considérée comme un déchet.

C'est n'est qu'en 2003 ou 2004 qu'il commencera vraiment à en brûler, après être passé, à partir de 1999, par une phase d'« isogénération » durant laquelle sa production et sa consommation de plutonium seront équilibrées.

En plus des éléments inertes, trois assemblages expérimentaux seront introduits dans le cœur de Superphénix, afin de tester les nouvelles capacités dans son rôle futur d'incinérateur de déchets. Deux d'entre eux renfermeront un combustible de même composition que celui qu'il brûlera lors de sa « troisième vie », au prochain millénaire ; le troisième contiendra 2 kilos de neptunium (un actinide, « déchet » de haute activité). Les techniciens profiteront, enfin, de l'occasion pour changer les filtres du circuit de sodium secondaire et pour effectuer un essai sous pression des générateurs de vapeur. Destinée à détecter d'éventuelles micro-fuites, cette opération est obligatoire tous les dix ans sur l'ensemble des engins de ce type.

Dix-neuf ans après les manifestations et les affrontements qui avaient entraîné la mort d'un militant écologiste ; à l'issue de dix ans de fonctionnement chaotique ponctué de longues interruptions et de non-décisions gouvernementales, Superphénix s'apprête à entamer sa nouvelle vie.

Jean-Paul Dufour

Deux personnes sans abri meurent de froid, l'une au Tréport, l'autre à Paris

La chute brutale des températures gagne le sud de la France

UNE FEMME SANS ABRI, âgée d'une soixantaine d'années, est morte de froid le jour de Noël, près de la gare du Tréport (Seine-Maritime). Elle a été retrouvée dans un entrepôt désaffecté en compagnie de deux hommes en état d'hypothermie, qui ont dû être hospitalisés. Le 24 décembre, la chute brutale des températures avait déjà été fatale à un sans-abri de 57 ans, dans un immeuble en travaux du XX^e arrondissement de Paris.

Le froid intense qui s'était installé sur la moitié nord de la France, mardi, s'est généralisé à la France entière jeudi, gagnant même la côte méditerranéenne et la Corse. Une situation que les ingénieurs de Météo France considèrent comme classique : un anticyclone stationnant sur le nord de l'Europe génère des vents d'Est-Nord-Est qui font descendre des masses d'air froid du nord de la Russie ou de la Scandinavie sur la France, donnant à l'hiver l'occasion de s'exprimer dans toute sa rigueur. Partout, le mercure du thermo-

mètre a en, jeudi matin, le plus grand mal à dépasser zéro, tandis qu'un vent de Nord-Est pénétrant s'ingéniait à accentuer la sensation de froid. En Alsace et dans les Ardennes, les températures sont descendues jusqu'à -5 à Paris et de -7 en banlieue, « mais avec un vent de 20 kilomètres/heure, les Parisiens ont facilement eu l'impression qu'il faisait -10 », précisait les ingénieurs de Météo France.

GLACIAL ET SEC

Mardi et plus encore mercredi, la moitié Nord avait été particulièrement touchée par ce temps glacial, sec et ensoleillé. Les températures étaient descendues mercredi jusqu'à -10 à Strasbourg, -7 à Lille et -4 à Paris. Une couche de neige de cinq centimètres était tombée sur le nord-est, un manteau de dix à quinze centimètres avait recouvert la Loire-Atlantique, perturbant la circulation des trains et contraignant l'aéroport de Nantes à la fermeture, pour la première fois depuis dix ans. En

montagne, en revanche, les chutes de neige avaient été modérées.

Cette neige, tombée même en plaine, ainsi que les pluies verglaçantes ont provoqué ces jours derniers dans toutes les régions un nombre important d'accidents de la route. Deux personnes sont ainsi décédées mercredi matin à Caen (Calvados) après que leur voiture eut dérapé sur une plaque de verglas. Soulignant le mauvais état actuel des routes, le ministre de l'équipement a appelé les conducteurs à s'informer - sur le 3615 Route ou par téléphone au 08 36 68 20 00 - avant de prendre la route. En Moselle, c'est le réseau d'alimentation électrique qui a été fortement perturbé, de même, l'assai, que le trafic ferroviaire.

Pour Météo France, fort de son recul statistique de cinquante ans, la situation climatique est « inhabituelle mais pas exceptionnelle », et ne soutient pas la comparaison avec celle des hivers 1984-1985, 1985-1986, 1970-1971 et 1954, où les températures étaient descendues jusqu'à -20. « Tous les deux

ou trois ans en moyenne, Strasbourg enregistre au moins une fois dans l'hiver une température de -10 degrés. Et l'on a relevé exactement les mêmes températures qu'aujourd'hui en novembre 1993 et février 1991... »

Un air encore plus froid pourrait arriver d'Europe centrale, mais il est délicat de prévoir si les nuits prochaines seront dégagées ou si les nuages bas empêcheront les températures de descendre encore. Météo France table plutôt sur une stabilisation de la situation jusqu'au début de la semaine prochaine avec, localement, des températures pouvant baisser jusqu'à -13 dans l'est de la France. A Paris, les sans-abri peuvent se réfugier dans la station de métro Saint-Martin, qui assure un accueil de jour. La RATP n'a pas ouvert de station supplémentaire, ni prévu d'accueil nocturne au métro Saint-Martin, la demande ne lui en ayant pas été faite par la préfecture de police de Paris.

Pascal Krémer

La dernière bataille du général Dugommier

PERPIGNAN

de notre correspondant

Mis à part une ruelle portant le nom du général Dugommier, la ville du Boulou (Pyrénées-Orientales) n'avait pas gardé mémoire des deux mois de combats qui, en 1794, opposèrent 65 000 soldats français à 25 000 Espagnols. Pourtant, parmi les victoires de la Révolution et de l'Empire, le nom du Boulou est gravé à jamais sur l'Arc de triomphe à Paris.

Depuis l'inauguration du square Bataille-du-Boulou et d'un monument, cet oubli est réparé. Michel Saint-Dizier, adjoint au maire et amateur d'histoire, aidé de Michel Cadé, professeur d'histoire à l'université de Perpignan, a puisé dans les archives militaires de Madrid pour débusquer, dans *Campañas en los Pirineos*, la matière d'une exposition qui retrace, à travers près de 500 pièces allant du sabre aux uniformes, ces moments glorieux. Un livret du peintre Jacques Camelin, déposé au Musée de Narbonne et prêt pour l'occasion, donne une « photographie » de ce terrible affrontement entre les armées républi-

caines françaises et celles de la monarchie espagnole. Après le traité des Pyrénées de 1659 qui rattacha la Roussillon à la France, plusieurs guerres opposèrent Espagnols et Français sur la frontière naturelle des Pyrénées.

Quelques années après la Révolution française, Le Boulou, comme Peyrestortes, Perpignan ou Banyuls-sur-Mer, fut le théâtre de grandes batailles entre les armées républicaines françaises et celles de la monarchie espagnole. Le général en chef Jacques François Dugommier avait pour consigne de libérer la partie du Roussillon que les Espagnols venaient d'annexer. Le général espagnol Ricardos était à la tête d'une armée décimée déjà par les combats et surtout par une épidémie de typhus, lorsque le général Dugommier, arrivant de Toulon où il avait été victorieux des Anglais, eut raison du vaste camp retranché espagnol installé aux alentours du Boulou.

Prenant l'ennemi à revers, le 27 mars 1794, par une action de la cavalerie du général Augereau, Dugommier, au terme de deux mois

de combats, refoula les Espagnols au-delà du col du Pertuis, qui marque aujourd'hui encore la frontière entre la France et l'Espagne. Les combats firent en tout 4 000 morts. Parmi eux, le général Dugommier, emporté par un boulet, perdit la vie près de la frontière, où il repose, à proximité de l'endroit où, bien avant lui, Hannibal avait fait passer ses troupes et ses éléphants.

L'évocation républicaine par la petite ville thermale du Boulou de ce haut fait qui rattacha définitivement le Roussillon à la France a satisfait le préfet des Pyrénées-Orientales, Bernard Bompert, sous le haut patronage duquel cette journée avait été placée. Pourtant, la question des frontières reste sensible dans la région : au printemps, le consul de France à Barcelone, Alain Caza, avait surtaxé, lorsqu'un journal catalan espagnol, *Avui*, avait publié une carte des pays catalans qui gommait l'actuelle frontière. L'affaire « était remontée jusqu'au Quai d'Orsay ».

Jean-Claude Marre

LE MONDE DE LA VIE INFORMATIONNELLE

SVM

Science & Vie Micro

LA MICRO EN 1997

L'explosion technologique

Et aussi
Le Pentium en 2011 :
Intel nous promet 10 000 MHz
et 100 000 Mips
Java :
l'arme anti-Microsoft
Jeux en réseau :
Internet, c'est aussi la plus grande
salle de jeu du monde

SVM, toute la vie de la micro

Salaires 95 : la fonction publique mieux lotie que le secteur privé

LES SALAIRES ont connu, ces dernières années, des progressions différentes dans les secteurs privé et semi-public, les entreprises à statut (EDF, SNCF, RATP, Charbonnages, etc.) et la fonction publique (Etat, hôpitaux), confirme une étude de l'Insee (« L'évolution des salaires jusqu'en 1995 », collection Synthèse, numéro 8). L'année 1995 a marqué une légère reprise des salaires dans le privé, les hausses ayant été plus fréquentes et un peu plus fortes qu'en 1994. L'augmentation a été de 0,7 % (net) en francs constants pour les personnes travaillant à temps complet.

Sur la période 1993-1995, la progression a été de 0,3 % par an (en net). La hiérarchie des salaires reste stable, un cadre gagnant en moyenne 2,8 fois plus qu'un employé ou un ouvrier, soit 22 000 francs environ. « Replacée sur une longue période, ajoute l'Insee, la progression des salaires nets moyens est marquée par une rupture à la fin des années 70, passant d'un rythme de hausse de plus de

4 % par an en francs constants entre 1951 et 1976, à un rythme de l'ordre de 0,5 % par an depuis. »

Les évolutions dans la fonction publique d'Etat ont été marquées par les plans catégoriels, notamment les « accords Duraufour » de 1990. Le salaire brut a augmenté de 1 % en 1995 (à qualification et ancienneté constantes). La hausse des salaires nets a été de 1,2 % par an en moyenne entre 1993 et 1995 (plus 1,8 % en 1995). Le gel des traitements des fonctionnaires en 1996 a dû changer la donne. C'est dans les entreprises à statut que les salariés ont été les moins bien lotis, puisque leurs salaires bruts ont baissé de 0,2 % en 1995 et qu'ils sont restés stables sur les trois dernières années (1993-1995). Deux exceptions sont à noter, toutefois : La Poste et France Télécom, créées le 1^{er} janvier 1991, où les salaires ont évolué plus rapidement que dans la fonction publique en raison d'une réforme des rémunérations et des classifications.

Jean-Michel Bezat

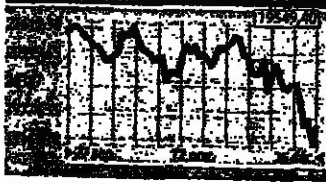
BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le jeudi 26 décembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	19161,20	-2,69	-250
Hong Kong Index	13241,60	+0,06	+33,44

Tokyo, Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au	Vari. en %	Vari. en pts
Paris CAC 40	2289,55	+0,09	+22,31
Londres FT 100	—	—	+5,91
Zurich	—	—	+20,23
Milan MIB 30	—	—	+19,67
Frankfurt Dax 30	—	—	+26,25
Bruelles	—	—	+12,42
Suisse SMI	—	—	+2,96
Madrid Iben 35	—	—	+34,66
Amsterdam CBS	—	—	+33,49

Tirage du Monde daté jeudi 26 décembre 1996 : 366 560 exemplaires

La privatisation de la SFP aura lieu « avant la mi-mai »

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUCTION (SFP) devrait être privatisée « avant la mi-mai 1997 », a confirmé le ministre de la culture en charge de la communication, Philippe Douste-Blazy, dans un entretien aux Echos du jeudi 26 décembre. « Compte tenu des délais nécessaires à la Commission européenne, à la commission de privatisation et au comité d'entreprise pour se prononcer, il me paraît très raisonnable de prévoir un aboutissement avant la mi-mai 1997 », a-t-il précisé. Mardi 24 décembre, le gouvernement avait fait part de sa préférence pour l'offre conjointe Havas-Générale des eaux pour la reprise de la SFP, dont le processus de privatisation a vu de multiples rebondissements depuis son lancement le 16 juillet.

Après avoir rappelé que l'Etat allait fournir à la SFP une « ultime dotation en capital plafonnée à 1,2 milliard de francs », le ministre a souligné « qu'au total, depuis 1990, l'Etat aura versé plus de 3,1 milliards de francs. Avec les intérêts, la SFP aura coté au contribuable 3,4 milliards ». Selon M. Douste-Blazy, l'offre Havas-Générale des Eaux « permet la reprise de la SFP par deux groupes solides, acteurs majeurs du secteur de la communication ». « La restructuration de l'entreprise se fera sans licenciements secs », a-t-il assuré.

Selon le FIS, le GIA est une invention du pouvoir algérien

EL RIBAT, le bulletin algérien proche du Front islamique du salut (FIS, dissous), qualifie l'existence du Groupe islamique armé (GIA) et ses différents communiqués de « manipulation » de la part du pouvoir algérien pour s'assurer le soutien de la France. Le GIA, le plus violent des mouvements intégristes algériens, a menacé la France de nouveaux attentats terroristes, dans une lettre envoyée au président Jacques Chirac et connue mardi 24 décembre (*Le Monde* du 26 décembre). « Nous doutons de l'existence du GIA et des différents communiqués émanant de ce groupe qu'on veut ressusciter », écrit El Ribat dans son édition datée du 27 décembre. « Il s'agit tout simplement d'une manipulation des services algériens afin de consolider ses pouvoirs et obtenir davantage de soutien de l'Occident en général et de la France en particulier », estime El Ribat. (AFP)

DÉPÊCHES

■ CORSE : une grenade a été lancée, jeudi 26 décembre au petit matin, contre la porte du garage de la gendarmerie de Figari (Corse-du-Sud), causant des dégâts matériels importants, mais sans faire de blessés.

■ CROISSANCE : Paul Marchetti, membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France, a déclaré, jeudi 26 décembre, sur RMC, que la France trait « au-delà de 2,5 % de croissance » en 1997.

هَذَا مِنَ الْإِسْلَامِ